96e ANNÉE
VOL. 96]

N° 36
4677

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 septembre 1964

Quebec, Saturday, September 5, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Aide sociale anonyme de St-Henri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Corbeil, couvreur, 493, 31e avenue, Robert Desjardins, avocat, 629, rue Alepin, tous deux de LaSalle, Jean J. Mercier, journaliste, 4082, rue St-Jacques, ouest, Laurent Lecours, comptable, 1400, rue LeCaron, et René Descocurs, tailleur, 4827, rue Notre-Dame, ouest, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, particulièrement à ceux qui ont des besoins urgents, sous le nom de « Aide sociale anonyme de St-Henri inc. »

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera 493, 31e avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2646-64

Alnor Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, Dorothy Madeleine Kirk, secrétaire, célibataire, 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, et Maureen McCormack, secrétaire,

Letters Patent

Aide sociale anonyme de St-Henri inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Omer Corbeil, roofer, 493, 31st Avenue, Robert Desjardins, advocate, 629 Alepin St., both of LaSalle, Jean J. Mercier, newspaperman, 4082 St. James St., west, Laurent Lecours, accountant, 1400 LeCaron St., and René Descoeurs, tailor, 4827, Notre-Dame St., west, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To help the poor and needy persons, particularly those in instant need, under the name of "Aide sociale anonyme de St-Henri inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at 493, 31st Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2646-64

Alnor Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, Dorothy Madeleine Kirk, secretary, spinster, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, and Maureen McCormack, secretary, spinster, 1155 Dorchester Bou-

célibataire, 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Alnor Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 99,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 770, boulevard Alexis Nihon, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3176-64

levard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Alnor Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of the par value of $1 each and 99,700 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 770 Alexis Nihon Boulevard, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3176-64

Association des citoyens de la Rivière-Beaudette inc.
River Beaudette Citizens Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Piotte, retraité, 6677, Louis-Hébert, Raymond Lamontagne, comptable agréé, 6349, 3e Avenue, tous deux de Montréal, et James E. Lyng, comptable agréé, 5, parc Montgomory Roxboro, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement civique, industriel, commercial et social de la municipalité de Ste-Claire-d'Assise, sous le nom de « Association des citoyens de la Rivière-Beaudette inc.— River Beaudette Citizens Association Inc. »

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Claire-d'Assise, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 2695-64

Association des citoyens de la Rivière-Beaudette inc.
River Beaudette Citizens Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Piotte, retired man, 6677 Louis-Hébert, Raymond Lamontagne, chartered accountant, 6349, 3rd Avenue, both of Montreal, and James E. Lyng, chartered accountant, 5 Montgomory Park, Roxboro, for the following purposes:

To promote the civic, industrial, commercial and social development of the municipality of Ste-Claire-d'Assise, under the name of "Association des citoyens de la Rivière-Beaudette inc.— River Beaudette Citizens Association Inc."

The amount of immoveable value that the corporation could own would be limited at $100,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Claire-d'Assise, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 2695-64

Association des parents d'élèves du collège de Ste-Anne de la Pocatière

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: André Rousseau, industriel, St-Jean-Port-Joli, Dr Gérard Dallaire, médecin, La Pocatière, Ernest Ringuet, directeur de personnel, Montmagny, Joseph Dorval, ingénieur divisionnaire, Rivière-du-Loup, Antonio Deschênes, gérant de coopérative, St-Jean-Port-Joli, Conrad Bois, commerçant, St-Pamphile, Dr Jacques Boulanger, médecin, 45, Ste-Ursule, Québec, Paul Ouellet, marchand, St-Alexandre, comté de Kamouraska, et Georges Hébert, notaire, Montmagny, pour les objets suivants:

Permettre aux parents de prendre conscience de leurs obligations et de leurs droits dans l'oeuvre d'éducation de leurs enfants, sous le nom de « Association des parents d'élèves du collège de Ste-Anne de la Pocatière ».

Association des parents d'élèves du collège de Ste-Anne de la Pocatière

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Rousseau, industrialist, St-Jean-Port-Joli, Dr. Gérard Dallaire, physician, La Pocatière, Ernest Ringuet, director of personnel, Montmagny, Joseph Dorval, divisional engineer, Rivière-du-Loup, Antonio Deschênes, cooperative manager, St-Jean-Port-Joli, Conrad Bois, tradesman, St-Pamphile, Dr. Jacques Boulanger, physician, 45 Ste-Ursule, Quebec, Paul Ouellet, merchant, St-Alexandre, county of Kamouraska, and Georges Hébert, notary, Montmagny, for the following purposes:

To make parents conscious of their obligations and rights in educating their children, under the name of "Association des parents d'élèves du collège de Ste-Anne de la Pocatière".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3075-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may and acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3075-64

L'Association professionnelle des plâtriers Saguenay Lac St-Jean

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Raoul Tremblay, 7, rue Bourrassa, Paul Chrétien, 440, rue St-Jacques, tous deux de Jonquière, et Gaston Brassard, 5, Du Perché, Rivière-du-Moulin, tous trois plâtriers, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de travailler le plâtre dans les régions du Saguenay et du Lac St-Jean, sous le nom de « L'Association professionnelle des plâtriers Saguenay Lac St-Jean ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500.

Le siège social de la corporation sera 210, rue des Oblats, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3004-64

L'Association professionnelle des plâtriers Saguenay Lac St-Jean

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raoul Tremblay, 7 Bourrassa, Paul Chrétien, 440 St-James St., both of Jonquière, and Gaston Brassard, 5 Du Perché, Rivière-du-Moulin, all three plasterers, for the following purposes:

To group together persons who work in plaster in the regions of Saguenay and Lake St-John, under the name of "L'Association professionnelle des plâtriers Saguenay Lac St-Jean."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500.

The head office of the corporation will be at 210 des Oblats Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3004-64

Auto Club Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, cosntituant en corporation sans capital-actions: André Lachance, professeur, 1363, Denault, Sherbrooke, Michel Allard, courtier d'assurance, 750, de la Bruyère, Sherbrooke, et Gilles Lefebvre, commis, 82, Wellington, nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Former une association pour promouvoir, développer et encourager de toute manière l'habile conduite automibile sur la voie publique, sous le nom de « Auto Club Sherbrooke Inc. »

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3181-64

Auto Club Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Lachance, professor, 1363 Denault, Sherbrooke, Michel Allard, insurance broker, 750 de la Bruyère, Sherbrooke, and Gilles Lefebvre, clerk, 82 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

To form an association which will promote, develop and encourage in every way the skilful automobile driving on the public roads, under the name of "Auto Club Sherbrooke Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3181-64

B. & F. transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1964,

B. & F. transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

constituant en corporation: Bernard Dutilly, camionneur, Florence Pineault, ménagère, épouse commune en biens dudit Bernard Dutilly, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Roxton Falls, Fernand Dépôt, camionneur, et Jacqueline St-Onge, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Dépôt, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 447 A, Ste-Marie, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « B. & F. transport inc. », avec un capital total de $500, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 447 A, rue Ste-Marie, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3358-64

Bernard Dutilly, trucker, Florence Pineault, housekeeper, wife common as to property of the said Bernard Dutilly, and duly authorized by him for these purposes, both of Roxton Falls, Fernand Dépôt, trucker, and Jacqueline St-Onge, housekeeper, wife contractually separated as to property of the said Fernand Dépôt and duly authorized by him for these presents, the latter two of 447 A, Ste-Marie, Granby, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "B. & F. transport inc.", with a total capital stock of $500 divided into 50 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 447 A, Ste-Marie St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3358-64

Beauceville Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Simon Rodrigue, garagiste, Notre-Dame-de-la-Providence (Notre-Dame-des-Pins), Maurice Rodrigue, camionneur, Beauceville, et Guy Couture, comptable agréé, St-Georges, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Beauceville Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3213-64

Beauceville Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Simon Rodrigue, garage-keeper, Notre-Dame-de-la-Providence (Notre-Dame-des-Pins), Maurice Rodrigue, trucker, Beauceville, and Guy Couture, chartered accountant, St-Georges, county of Beauce, for the following purposes:

To trade and deal in wood, under the name of "Beauceville Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3213-64

Bellaire Chesterfield Company Ltd. La Compagnie Bellaire Chesterfield ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1964, constituant en corporation: John B. Brazill, administrateur, 8552, rue Wiseman, Montréal, R. Ross Galley, gérant de production, 468, 93e avenue, Chomedey, et Marthe Marien, secrétaire, 8528, des Belges, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de canapés, sous le nom de « Bellaire Chesterfield Company Ltd.— La Compagnie Bellaire Chesterfield ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9850, boulevard Ray Lawson, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 2769-64

Bellaire Chesterfield Company Ltd. La Compagnie Bellaire Chesterfield ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John B. Brazill, executive, 8552 Wiseman Street, Montreal, R. Ross Galley, production manager, 468, 93th Avenue, Chomedey, and Marthe Marien, secretary, 8528 des Belges, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of chesterfields, under the name of "Bellaire Chesterfield Company Ltd.— La Compagnie Bellaire Chesterfield ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9850 Ray Lawson Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 2769-64

The Book Mark Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 4502, Lacombe, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la reine Marie, Hampstead, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, magazines périodiques, cartes de souhaits, produits du papier, disques et articles de cadeaux, sous le nom de « The Book Mark Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3227-64

The Book Mark Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 4502 Lacombe, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To deal in all books, magazines, periodicals, greeting cards, paper products, records and gift ware, under the name of "The Book Mark Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3227-64

Les boulangeries Maria Chapdelaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Tremblay, industriel, 72, boulevard Renaud, Gisèle LeBlanc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Robert LeBlanc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 15, rue des Érables, Roland Grandisson, comptable, 56, rue Hamel, tous trois de Rivière-du-Moulin, Gérard Bilodeau, contrôleur, 1034, rue Pierre-Bédard, Chicoutimi, et Gaétane Grenon, secrétaire, fille majeure, 1940, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Les boulangeries Maria Chapdelaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3119-64

Les boulangeries Maria Chapdelaine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Tremblay, industrialist, 72 Renaud Boulevard, Gisèle LeBlanc, housewife, wife contractually separate as to property of Robert LeBlanc, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 15 des Érables St., Roland Grandisson, accountant, 56 Hamel St., all three of Rivière-du-Moulin, Gérard Bilodeau, controller, 1034 Pierre-Bédard St., Chicoutimi, and Gaétane Grenon, secretary, fille majeure, 1940 Roussel St., Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Les boulangeries Maria Chapdelaine inc.", with a total capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3119-64

Buddy Stone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Harvey M. Cooperstone, 455, rue Craig ouest, chambre 607, Montréal, Murray B. Spiegel, 455, rue Craig ouest, chambre 607, Montréal, tous deux avocats, et Doris Chazonoff, secrétaire, célibataire, 1412, Elizabeth, Chomedey, pour les objets suivants:

Buddy Stone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Harvey M. Cooperstone, 455 Craig Street West, Room 607, Montreal, Murray B. Spiegel, 455 Craig Street West, Room 607, Montreal, both advocates, and Doris Chazonoff, secretary, spinster, 1412 Elizabeth, Chomedey, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, d'acier, cuir, caoutchouc, bois, métal, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, et animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Buddy Stone Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3229-64

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of steel, leather, rubber, wood, metal, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Buddy Stone Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3229-64

Camp R-7 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Pratte, homme d'affaires, 720, chemin St-Louis, Guy Fortier, comptable agréé, 1085, de la Tour, Jean-Marc Carignan, secrétaire, 754, 22e rue, Solange Chatigny, 625, Belvedère, Cécile Ferland, 1197, 2e avenue, tous cinq de Québec, et Cécile Thivierge, 4645, 1re avenue, Charlesbourg, ces trois dernières sténographes, pour les objets suivants:

Développer par l'emploi rationnel des sports, de la vie en plein air et de l'exercice sous toutes ses formes, les forces physiques et morales de la jeunesse, sous le nom de « Camp R-7 inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2630-64

Camp R-7 inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Pratte, businessman, 720 St-Louis Road, Guy Fortier, chartered accountant, 1085 de la Tour, Jean-Marc Carignan, secretary, 754, 22nd St., Solange Chatigny, 625 Belvedère, Cécile Ferland, 1197, 2nd Ave., all five of Quebec, and Cécile Thivierge, 4645, 1st Ave., Charlesbourg, the last three stenographers, for the following purposes:

To develop, through the rational use of sports, outdoor life and exercise in all its forms, the physical and moral strength of youth, under the name of "Camp R-7 inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2630-64

Alexis Caron ltée
Alexis Caron Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Alexis Caron, Pierre Caron, tous deux courtiers, et Suzanne Caron, courtier, fille majeure, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Alexis Caron ltée — Alexis Caron Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 193, rue Principale, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2858-64

Alexis Caron ltée
Alexis Caron Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Alexis Caron, Pierre Caron, both brokers, and Suzanne Caron, broker, fille majeure, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Alexis Caron ltée — Alexis Caron Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 193 Main Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2858-64

Chapleau papier journal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Chapleau papier journal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1964, constituant en corporation: Monique Kéroack, secrétaire, fille majeure, 2174, des Cèdres, St-Bruno, Jean-Louis Ranger, étudiant, 7804, St-Denis, Montréal, et Agathe Brousseau, secrétaire, fille majeure, 7272, Chambord, app. 17, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces semblables, sous le nom de « Chapleau papier journal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 585, rue Fleury, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2815-64

bearing date the 19th day of June, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Monique Kéroack, secretary, fille majeure, 2174 des Cèdres, St-Bruno, Jean-Louis Ranger, student, 7804 St-Denis, Montreal, and Agathe Brousseau, secretary, fille majeure, 7272 Chambord, apt. 17, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type-founders and other similar trades, under the name of "Chapleau papier journal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 585 Fleury St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2815-64

Les Charcuteries Vinaud ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Guy Pinsonnault, avocat, 2905, Valmont, Ste-Foy, Cécile Cauchon, secrétaire, 7516, avenue Roy, Château-Richer, et Lilianne Fortin, secrétaire, 434, Prévost, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme charcutiers, sous le nom de « Les Charcuteries Vinaud ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 39, Monseigneur-Dumas, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3225-64

Les Charcuteries Vinaud ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Guy Pinsonnault, advocate, 2905 Valmont, Ste-Foy, Cécile Cauchon, secretary, 7516 Roy Avenue, Château-Richer, and Lilianne Fortin, secretary, 434 Prévost, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as pork butchers, under the name of "Les Charcuteries Vinaud ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 39 Monseigneur-Dumas, Loretteville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3225-64

Chaussures Massy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Robert Dulude, avocat, 90, Galt, est, Dorion, Luc Geoffroy, avocat, 821, Briand, Chambly, Janette Brodeur, secrétaire, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, et Monique Belzil, secrétaire, 406, avenue Pine, ouest, app. 25, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs acessoires, sous le nom de « Chaussures Massy inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6875, rue Boyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3107-64

Chaussures Massy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Dulude, advocate, 90 Galt, East, Dorion, Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand, Chambly, Janette Brodeur, secretary, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, and Monique Belzil, secretary, 406 Pine Ave., West, apt. 25, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Massy inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6875 Boyer St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3107-64

Collège Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Pierre Dutil, 207, d'Ile de France, Paul Thibault, 205, Lemoyne, tous deux de Longueuil, Jacques Marcoux, 15, de Salaberry, St-Jean, et Charles-Henri Lapointe, 320, Jeanne-Petit, Boucherville, tous quatre professeurs, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs écoles privées, sous le nom de « Collège Lapointe inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 5526-63

Collège Lapointe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dutil, 207 d'Ile de France, Paul Thibault, 205 Lemoyne, both of Longueuil, Jacques Marcoux, 15 de Salaberry, St-John's, and Charles-Henri Lapointe, 320 Jeanne-Petit, Boucherville, all four professors, for the following purposes:

To carry on business operating one or more private schools, under the name of "Collège Lapointe inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 5526-63

La Compagnie de gestion Tétreault, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Gertrude Bourdeau, 1236, rue du Fort, et Marguerite Bourdeau, 6755, 21e avenue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de portefeuille, sous le nom de « La Compagnie de gestion Tétreault, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées « A » de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3040-64

La Compagnie de gestion Tétreault, ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Gertrude Bourdeau, 1236 du Fort St., and Marguerite Bourdeau, 6755 21st Ave., the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an administration and holding company, under the name of "La Compagnie de gestion Tétreault, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $10 each, 1,500 prefered shares "A" of $1 each and into 3,800 preferred shares "B" of $10 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3040-64

Comptoir familial de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Georges Carignan, 1471, Leclerc, Denis Bertrand, 824, boulevard Jacques-Cartier, Jacques Letellier, optométriste, 420, Meilleur, Paul Fréchette, marchand, 199, boulevard Jacques-Cartier, Jacques O'Bready, avocat, 581, Bouchette, et René Bureau, chiropraticien, 115, King, est, tous six de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Recueillir et recevoir des vêtements, meubles et autres objets, gracieusement donnés, pour les vendre à prix minimes aux indigents et autres personnes à revenu modeste, sous le nom de « Comptoir familial de Sherbrooke inc. »

Comptoir familial de Sherbrooke inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Georges Carignan, 1471 Leclerc, Denis Bertrand, 824 Jacques-Cartier Boulevard, Jacques Letellier, optician, 420 Meilleur, Paul Fréchette, merchant, 199 Jacques-Cartier Boulevard, Jacques O'Bready, advocate, 581 Bouchette, and René Bureau, chiropractor, 115 King East, all six of Sherbrooke, for the following purposes:

To collect and receive clothes, furniture and other objects, given gratuitously, so as to sell them at minimum cost to the poor and other persons with a modest revenue, under the name of "Comptoir familial de Sherbrooke inc."

Le montant auquel sont limités les biens meubles et immeubles que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3053-64

Constructions Casmar limitée
Casmar Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Claude E. Leduc, 1697, boulevard Graham, Mont-Royal, et Jean Lefrançois, 191, rue Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Constructions Casmar limitée — Casmar Construction Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3163-64

Crémerie Union, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31e jour de juillet 1964, autorisant la fusion des compagnies « Laiterie Cyr ltée — Cyr Dairy Ltd. », et « Crémerie Union limitée », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date, respectivement, du 6 décembre 1963 et du 5 décembre 1934, dans le but d'exploiter une laiterie, et avec un capital total de $325,000, divisé en 125,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Crémerie Union, inc. »

Le siège social de la nouvelle compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3425-64 — 1231/64

Benoit Croteau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, secrétaire, 283, Mélançon, et Lorenzo Biron, huissier, 283, Mé-

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3053-64

Constructions Casmar limitée
Casmar Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn, Montreal, Claude E. Leduc, 1697 Graham Blvd., Mount-Royal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Constructions Casmar limitée — Casmar Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3163-64

Crémerie Union, inc.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government, authorizing the amalgamation of the companies "Laiterie Cyr ltée — Cyr Dairy Ltd.", and "Crémerie Union limitée", both incorporated under part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated respectively December 6, 1963 and December 5, 1934, for the purpose of operating a dairy, and with a total capital stock of $325,000. divided into 125,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $10 each.

The name of the new company is "Crémerie Union, inc.".

The head office of the new company shall be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3425-64 — 1231/64

Benoit Croteau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Yolande Biron secretary, 283 Mélançon, and Lorenzo Biron, bailiff, 283 Mélançon, all three of Drum-

lançon, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Benoit Croteau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3184-64

mondville, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Benoit Croteau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3184-64

D & D Specialities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Robert Aziz, marchand, 5223, rue Clark, Jacqueline Aziz, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Maillé, 6189, Jeanne-Mance, et Adrien Dussault, commerçant, 5395, rue Brodeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « D & D Specialities Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4468, rue Bréboeuf, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3144-64

D & D Specialities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert Aziz, merchant, 5223 Clark St., Jacqueline Aziz, secretary, wife contractually separate as to property of Marcel Maillé, 6189 Jeanne-Mance, and Adrien Dussault, merchant, 5395 Brodeur St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "D & D Specialities Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4468 Bréboeuf St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3144-64

Robert développement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jean DeMaisonneuve, plombier, 12200, Valmont, François Even, avocat, 12200, Valmont, tous deux de Montréal, et Robert LeBlanc, huillier, 33, 42e avenue, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Robert développement inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11170, rue St-Réal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3231-64

Robert développement inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean DeMaisonneuve, plumber, 12200 Valmont, François Even, advocate, 12200 Valmont, both of Montreal, and Robert LeBlanc, bailiff, 33, 42nd Avenue, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as realty and construction company, under the name of "Robert développement inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11170 St-Réal St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3231-64

Dominion Textile Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

Dominion Textile Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: William David Angus, avocat, Maureen McCormack, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, ces trois dernières secrétaires, célibataires, tous quatre de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Dominion Textile Investments Limited », avec un capital total de $10,001,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1950, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3146-64

ment of the Province of Quebec, incorporating: William David Angus, advocate, Maureen McCormack, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, the latter three secretaries, spinsters, all four of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dominion Textile Investments Limited", with a total capital stock of $10,001,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 100,000 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1950 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3146-64

Domsteel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Naomi Hughes Hallett, 3375, Ridgewood, Eleanor Rosenthal, 5200, Grenier, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, et Ralph Welik, marchand, 5793, Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de travailleurs du métal, sous le nom de « Domsteel Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1369, rue Wellington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3174-64

Domsteel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Naomi Hughes Hallett, 3375 Ridgewood, Eleanor Rosenthal, 5200 Grenier, both secretaries, spinsters, of Montreal, and Ralph Welik, merchant, 5793 Eldridge, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of metal workers, under the name of "Domsteel Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1369 Wellington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3174-64

Duber inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Guy Dupré, comptable, 8400, Bernard, Jacques Dufresne, directeur de programmes, 1180, Tellier, et Jean-Paul Brodeur, comptable, 2820, Pagé, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, de danse, des plages publiques ou autres places d'amusements, sous le nom de « Duber inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3056-64

Duber inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Guy Dupré, accountant, 8400 Bernard, Jacques Dufresne, program director, 1180 Tellier, and Jean-Paul Brodeur, accountant, 2820 Pagé, all three of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on a business operating bowling alleys, billiard halls, dance halls, public beaches or other amusement places, under the name of "Duber inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702 3056-64

Duradek Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Gregory Charlap, c.r., 2990, avenue Soissons, Montréal, Max Slapack, c.r., 5562, rue Glencrest, Côte-St-Luc, et Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Installer des couvre-planchers et couvre-murs, sous le nom de « Duradek Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9545, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3243-64

Duradek Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, Q.C., 2990 Soissons Avenue, Montreal, Max Slapack, Q.C., 5562 Glencrest Street, Côte-St-Luc, and Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To install floor and wall coverings, under the name of "Duradek Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 9545 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3243-64

S.E. Ehrlick Horse Transport (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Leslie Ehrlick, homme d'affaires, 516, avenue Euclide, Toronto, province d'Ontario, Delphis Desroches, homme d'affaires, 1305, Logan, Montréal, et Maurice C. Laniel, avocat, 3465, Belmore, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « S.E. Ehrlick Horse Transport (Quebec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3237-64

S.E. Ehrlick Horse Transport (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leslie Enrlick, businessman, 516 Euclide Ave., Toronto, Province of Ontario, Delphis Desroches, businessman, 1305 Logan, Montreal, and Maurice C. Laniel, advocate, 3465 Belmore, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "S.E. Ehrlick Horse Transport (Quebec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3237-64

Entreprises Lac Louise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Lionel Bibeau, entrepreneur, 10425, Larose, Montréal, Marcel Bourbeau, inspecteur, 44, Villebon, Repentigny, et Roger Bibeau, gérant, St-Jean-de-Matha, comté de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Entreprises Lac Louise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10425, Larose, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Entreprises Lac Louise inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Bibeau, contractor, 10425 Larose, Montreal, Marcel Bourbeau, inspector, 44 Villebon, Repentigny, and Roger Bibeau, manager, St-Jean-de-Matha, county of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Lac Louise inc.", avec un capital total de $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10425 Larose, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3036-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3036-64

Imperial Business Forms and Systems Co. Limited
La Compagnie Impériale des formules & systèmes commerciaux limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Hyman Trachtenberg, marchand, 7095, Alexandra, Montréal, Martha Bent, secrétaire, et Lise Lord, commis, ces deux dernières filles majeures, de 159, rue Craig ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et lithographes, sous le nom de « Imperial Business Forms and Systems Co. Limited — La Compagnie Impériale des formules & systèmes commerciaux limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3203-64

Imperial Business Forms and Systems Co. Limited
La Compagnie Impériale des formules & systèmes commerciaux limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Trachtenberg, merchant, 7095 Alexandra, Montreal, Martha Bent, secretary, and Lise Lord, clerk, the latter two filles majeures, of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers and lithographers, under the name of "Imperial Business Forms and Systems Co. Limited — La Compagnie Impériale des formules & systèmes commerciaux limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each, 20,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 10,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Asistant Secretary of the Province.

7702-o 3203-64

Les Importations Le Contre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Rémi Levesque, bijoutier, 8309, rue Notre-Dame, est, Montréal, Monique Baillargeon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Bruno Cyr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 362, avenue Outremont, Outremont, et Murielle Beauchamp, secrétaire, célibataire majeure, 7429, Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Importations Le Contre ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3287-64

Les Importations Le Contre ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rémi Levesque, jeweller, 8309 Notre-Dame St. East, Montreal, Monique Baillargeon, secretary, wife contractually separate as to property of Bruno Cyr, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 362 Outremont Avenue, Outremont, and Murielle Beauchamp, secretary, célibataire majeure, 7429 Christophe-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch manufacturers and other similar trades, under the name of "Les Importations Le Contre ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3287-64

Institutional Parking Services Limited
Les Services de stationnement institutionnel limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Institutional Parking Services Limited
Les Services de stationnement institutionnel limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Gerald L. Schneider, 149, Finchley, Hampstead, Bill Gluck, 5784, Melling, Côte-St-Luc, Morton J. Litwack, 5706, Parkhaven, Côte-St-Luc, tous trois notaires, et Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Fournir les services d'automobiles et de stationnement, sous le nom de « Institutional Parking Services Limited — Les Services de stationnement institutionnel limitée », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées, catégorie « C », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1215, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3290-64

bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gerald L. Schneider, 149 Finchley, Hampstead, Bill Gluck, 5784 Melling, Côte-St-Luc, Morton J. Litwack, 5706 Parkhaven, Côte-St-Luc, all three notaries, and Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, for the following purposes:

To provide automobile and parking services, under the name of "Institutional Parking Services Limited — Les Services de stationnement institutionnel limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each, 1,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each and 2,000 class "C" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1215 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3290-64

Jadran Construction Company Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Brahm L. Campbell, 5500, avenue Snowdon, Montréal, tous deux avocats, et Stanley Cytrynbaum, étudiant en droit, 6325, avenue Somerled, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Jadran Construction Company Incorporated », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3294-64

Jadran Construction Company Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon Avenue, Montreal, both advocates, and Stanley Cytrynbaum, student of law, 6325 Somerled Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Jadran Construction Company Incorporated", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3294-64

La Ligue des propriétaires de Lavaltrie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Aimé Ostiguy, entrepreneur, Jean-Guy Morel, opérateur, Arthur Aubry, marchand, Charles X. Lavoie, rentier, et Jules Coutu, journalier, tous cinq de village de Lavaltrie, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires et surveiller toute législation municipale, scolaire ou provinciale susceptible d'intéresser les propriétaires, sous le nom de « La Ligue des propriétaires de Lavaltrie ».

La Ligue des propriétaires de Lavaltrie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Aimé Ostiguy, contractor, Jean-Guy Morel, operator, Arthur Aubry, merchant, Charles X. Lavoie, annuitant, and Jules Coutu, labourer, all five of the village of Lavaltrie, for the following purposes:

To defend the interests of the proprietors and keep an eye on all municipal, school or provincial legislation liable to interest the proprietors, under the name of "La Ligue des propriétaires de Lavaltrie".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à village de Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3264-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at the village of Lavaltrie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3264-64

Liss Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Rollin Gallay, avocat, 6196, chemin Hudson, Montreal, Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Montreal, et Sarah Miller, 5394, place Grovehill, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Liss Holdings Ltd.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3226-64

Liss Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rollin Gallay, advocate, 6196 Hudson Road, Montreal, Isobel Nicholson, 3661 Ste-Famille Street, Montreal, and Sarah Miller, 5394 Grovehill Place, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Liss Holdings Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3226-64

Location Champoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Edward Anthony Price, 2430, Noury, Sillery, Jacques Delisle, Lac-Delâge, et Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le location de véhicules, articles et marchandises de toutes sortes; faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Location Champoux inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,700 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 25, rue Dorchester, sud, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3194-64

Location Champoux inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Edward Anthony Price, 2430 Noury, Sillery, Jacques Delisle, Lac-Delâge, and Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business renting vehicles, articles and merchandise of all kinds; to carry on business as a transportation company, under the name of "Location Champoux inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $10 each and into 1,700 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 25 Dorchester St., South, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3194-64

La Louche restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Marcel Favreau, restaurateur, 6765, 19e avenue, Montréal, Gilberte Langlois, secrétaire, fille majeure, Bou-

La Louche restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Favreau, restaurateur, 6755, 19th Ave., Montreal, Gilberte Langlois, secretary, fille majeure, Boucherville, and Yves Kochenburger.

cherville, et Yves Kochenburger, plombier, 6793, St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Louche restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3421-64

plumber, 6793 St-André, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Louche restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3421-64

La Maison du Charme ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Paul E. Salvas, ingénieur professionnel, 11848, boulevard L'Acadie, Montréal, Fernand Dumont, vendeur, 5672, 12e avenue, Montréal, et Pierrette Béland, secrétaire, célibataire majeure, 7042, Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, prendre à bail ou louer des ameublements de magasins, d'hôtels, de restaurants, en faire l'installation et l'agencement, sous le nom de « La Maison du Charme ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3328-64

La Maison du Charme ltée

Notice is hereby given thar under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Salvas, professional engineer, 11848 L'Acadie Blvd., Montreal, Fernand Dumont, salesman, 5672, 12th Avenue, Montreal, and Pierrette Béland, secretary, fille majeure, 7042 Bordeaux, Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, to rent or let store, hotel and restaurant furniture, to install and arrange same, under the name of "La Maison du Charme ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 comon shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3328-64

Maison Dury ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: François Boisclair, rue Déom, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10485, Jeanne-Mance, Montréal, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie pour hommes, sous le nom de « Maison Dury ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3218-64

Maison Dury ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, Déom St., Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10485 Jeanne-Mance, Montreal, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in men's haberdashery, under the name of "Maison Dury ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3218-64

Maison Lemoyne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1964, constituant en corporation: René Talbot, avocat,

Maison Lemoyne ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: René Talbot, advocate, 799 Houde Boulevard,

799, boulevard Houde, St-Lambert, Richard Des Bois, avocat, 2435, Maplewood, Montréal, et Pierrette St-Jean, secrétaire, 400, rue Gonthier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de « Maison Lemoyne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 395 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 506, 612, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3330-64

Manoir Tadoussac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Pierre Laprise, comptable, Jean-Paul Laprise, journalier, et Réjeanne Maltais, ménagère, épouse dudit Pierre Laprise, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Sacré-Coeur-de-Jésus, comté de Saguenay, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Manoir Tadoussac inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tadoussac, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2656-64

Marché Tessier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Yolande Roy, 32, Gordon, Doris Pelletier, 1725, Dunant, toutes deux secrétaires, célibataires majeures, et Jacques O'Bready, avocat, 230, King, ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Tessier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3182-64

Marché Turgeon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

St-Lambert, Richard Des Bois, advocate, 2435 Maplewood, Montreal, and Pierrette St-Jean, secretary, 400 Gonthier St., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical and electronic apparatus, under the name of "Maison Lemoyne ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $5 each and 395 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at suite 506, 612 St-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3330-64

Manoir Tadoussac inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Laprise, accountant, Jean-Paul Laprise, labourer, and Réjeanne Maltais, housewife, wife of the said Pierre Laprise, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all three of Sacré-Coeur-de-Jésus, county of Saguenay, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Manoir Tadoussac inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Tadoussac, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2656-64

Marché Tessier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Yolande Roy, 32 Gordon, Doris Pelletier, 1725 Dunant, both secretaries, filles majeures, and Jacques O'Bready, advocate, 230 King, West, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as butchers-grocers under the name of "Marché Tessier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3182-64

Marché Turgeon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 31e jour de mai 1963, constituant en corporation: Benoit Turgeon, commerçant, R.R. No 4, Magog, Roméo Desautels, mécanicien, 385, St-David, Magog, et Jacques O'Bready, avocat, 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Turgeon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2402-63 — 1175/47

Middle-Eastern Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, St-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal ouest, Lawrence L. Fligel, 5711, Edgemore, Côte-St-Luc, et Saul Handelman, 175, Dufferin, Hampstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Middle-Eastern Investment Corporation », avec un capital total $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1460, avenue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3244-64

Mitis limitée
Mitis Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1964, autorisant la fusion des compagnies « La Compagnie Mitis, limitée — The Mitis Company, Limited », et « Wm Doyle limitée », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 juin 1946 et du 12 janvier 1940 respectivement, dans le but d'exploiter un commerce de quincaillerie, et avec un capital divisé en 25,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 50,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $20 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Mitis limitée — Mitis Limited ».

Le siège social de la nouvelle compagnie est au numéro 356, rue St-Germain, en les cité et district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétarie de la province, ce 29e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-0 3457-64 — 1230/100

Province of Quebec, incorporating: Benoit Turgeon, tradesman, R.R. No. 4 Magog, Roméo Desautels, mechanic, 385 St-David, Magog, and Jacques O'Bready, advocate, 230 King, West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Turgeon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2402-63 — 1175/47

Middle-Eastern Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, St-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, Lawrence, L. Fligel, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, and Saul Handelman, 175 Dufferin, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of investment company, under the name of "Middle-Eastern Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1460 Union Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3244-64

Mitis limitée
Mitis Limited

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 29th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation, of the companies "La Compagnie Mitis, limitée — The Mitis Company, Limited", and "Wm Doyle limitée", both incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 25, 1946, and of January 12, 1940 respectively, for the purpose of operating hardware company, and with a capital stock divided into 25,000 common shares without nominal value and into 50,000 preferred shares of a nominal value of $20 each.

The name of the new company is "Mitis limitée — Mitis Limited".

The head office of the new company is at number 356 St-Germain St., in the city and judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3457-64 — 1230/100

Mon Colonel (Granby) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Douglas Patrick, restaurateur, J.-Roland Giguère, gérant, et Yvan Charland, cuisinier, tous trois de Lennoxville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « Mon Colonel (Granby) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3109-64

Mon Colonel (Granby) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Douglas Patrick, restaurateur, J.-Roland Giguère, manager, and Yvan Charland, cook, all three of Lennoxville, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs and caterers, under the name of "Mon Colonel (Granby) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3109-64

Motel Admiral inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Laurier Mercier, négociant, Pauline Fontaine, ménagère, épouse dudit Laurier Mercier, tous deux de 243, 9e avenue, et Victor Dagneau, comptable, 1674, 9e avenue, tous trois de Charny, pour les objets suivants:

L'exploitation d'auberge, hôtel-motel, restaurant et de station de service, sous le nom de « Motel Admiral inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3235-64

Motel Admiral inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Laurier Mercier, tradesman, Pauline Fontaine, housekeeper, wife of the said Laurier Mercier, both of 243, 9th Ave., and Victor Dagneau, accountant, 1674, 9th Avenue, all three of Charny, for the following purposes:

To carry on business operating inns, hotel-motels, restaurants and service srations, under the name of "Motel Admiral inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3235-64

Mr. Gift and Associates Limited
M. Cadeau et associés limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Derek Austin Hanson, 987, chemin Moncrieff, Mont Royal, Michael Kevin Smyth, 173, avenue Brittany, Mont Royal, Michael Dennis, 3300, avenue Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, Mary Lennon, 5187, avenue Belmore, Montréal, et Hilda Madeline Sheppard, 5540, chemin de la reine Marie, Montréal, secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plastiques, marchandises et fournitures en plastique, métaux, substances chimiques, caoutchouc et produits d'icelui, peintures, verre, matériaux de construction, et accessoires, briques blocs, meubles, travaux d'ébénisterie, jouets, articles de ménage et d'artisanat, sous le nom de « Mr. Gift and Associates Limited

Mr. Gift and Associates Limited
M. Cadeau et associés limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Derek Austin Hanson, 987 Moncrieff Road, Mount Royal, Michael Kevin Smyth, 173 Brittany Avenue, Mount Royal, Michael Dennis, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, all three advocates, Mary Lennon, 5187 Belmore Avenue, Montreal, and Hilda Madeline Sheppard, 5540 Queen Mary Road, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, woodwork, toys, household articles and handicrafts, under the name of "Mr. Gift and Associates Limited — M. Cadeau et associés limitée", with

— M. Cadeau et associés limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3185-64

Les Nettoyeurs Marco inc.
Marco Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Louis-Philippe Brault, administrateur, 2235, rue Du Demaine, Maurice Rochette, étudiant, 3975, rue St-Zotique, est, et Claudette Raymond, secrétaire, 561, boulevard Crémazie, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Les Nettoyeurs Marco inc.— Marco Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3196-64

Noik-Brown Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Moe Brown, constructeur, 860, rue Grou, St-Laurent, Gordon Noik, constructeur, 862, rue Grou, St-Laurent, et Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 423, rue Mayor, chambre 2, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Noik-Brown Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la provice,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 3201-64

Norman Gamache inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964,

a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3185-64

Les Nettoyeurs Marco inc.
Marco Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Brault, executive, 2235 Du Demaine St., Maurice Rochette, student, 3975 St-Zotique St., East, and Claudette Raymond, secretary, 561 Crémazie Boulevard, East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Les Nettoyeurs Marco inc.— Marco Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702 3196-64

Noik-Brown Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Moe Brown, builder, 860 Grou Street, St-Laurent, Gordon Noik, builder, 862 Grou Street, St-Laurent, and Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, 423 Mayor Street, Suite 2, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Noik-Brown Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3201-64

Norman Gamache inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

constituant en corporation: Norman Gamache, marchand, Anita Duquette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Norman Gamache, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 24, rue Beaulieu, Lacolle, et Paul Mercier, agent d'assurance, 384, rue Laval, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Norman Gamache inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 152, rue de l'Église, Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétai e de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3003-64

Norman Gamache, merchant, Anita Duquette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Norman Gamache, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 24 Beaulieu St., Lacolle, and Paul Mercier, insurance agent, 384 Laval Street, St-Jean, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Norman Gamache inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 152 Church St., Lacolle, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7702 3003-64

Nosov-Pedskalny (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Max Julius Garmaise, avocat, Sonia Shayne, sténographe, épouse contractuellement séparée de biens dudit Max Julius Garmaise, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 14, 6e rue, Noranda, Francis J. McNally, avocat, 9, 7e rue, Noranda, et Gilberte M. Morneau, sténographe, épouse séparée de biens de Robert Leclair, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4, 7e rue, Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Nosov-Pedskalny (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 2615-64

Nosov-Pedskalny (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max Julius Garmaise, barrister, Sonia Shayne, stenographer, wife contractually separate as to property of the said Max Julius Garmaise, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 14, 6th Street, Noranda, Francis J. McNally, barrister, 9, 7th Street, Noranda, and Gilberte M. Morneau, stenographer, wife separate as to property of Robert Leclair, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4, 7th Street, Noranda, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and building contractors, under the name of "Nosov-Pedskalny (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 2615-64

Novapak Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Charles J. Heintzman, vendeur, 17, Sundrige Drive, Scarborough, Dallas C. Ritchie, administrateur, 1531, chemin Merrow, Clarkson, tous deux de la province d'Ontario, Maurice LaPierre, vendeur, 726, Latour, Ste-Thérèse-en-Haut, Léonard P. Arcouette, manufacturier, R.R. No 1, Granby, Pierre Arcouette, manufacturier, rue Winchester, Granby, et Renée Mignault, secrétaire, célibataire, 2185, Sauriol, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un agent de manufacturiers, sous le nom de « Novapak Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Novapak Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator, of the Government of the Province of Quebec, incorporating Charles J. Heintzman, salesman, 17 Sundrige Drive, Scarborough, Dallas C. Ritchie, executive, 1531 Merrow Road, Clarkson, both of Province of Ontario, Maurice LaPierre, salesman, 726 Latour, Ste-Thérèse-en-Haut, Léonard P. Arcouette, manufacturer, R.R., No. 1, Granby, Pierre Arcouette, manufacturer, Winchester Street, Granby, and Renée Mignault, secretary, spinster, 2185 Sauriol, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agent, under the name of "Novapak Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3136-64

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3136-64

Otter Lake Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Lionel Eymard, avocat, Guy Laniel, comptable, et Germain Daigneault, gérant, tous trois de 10339, boulevard St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Otter Lake Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3234-64

Otter Lake Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Eymard, advocate, Guy Laniel, accountant, and Germain Daigneault, manager, all three of 10339 St-Lawrence Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Otter Lake Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3234-64

Paratech inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, C.R., 426, Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, 2390, Dudemaine, Montréal, et Micheline Corbeil, 2540, chemin côte Ste-Catherine, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des services professionnels d'organisation scientifique du travail et de la production, ainsi que des services privés d'orientation pour les cadres professionnels et/ou techniques, spécialement dans les sommaines de l'industrie, de la finance et de l'administration, sous le nom de « Paratech inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3156-64

Paratech inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, Q.C., 426 Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, 2390 Dudemaine, Montreal, and Micheline Corbeil, 2540 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To establish and operate professional services of scientific organizations in work and production, as well as private services of orientation for professional and/or technical callings especially in the fields of industry, finance and administration, under the name of "Paratech inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each, 1,500 preferred class "A" shares of $1 each and into 3,800 preferred shares class "B" of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3156-64

Park Avenue Commercial Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., 3733, Le Boulevard, Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, tous deux avocats, de Westmount, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, 2705, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Park Avenue Commercial Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, Q.C., 3733 The Boulevard, Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, both advocates, of Westmount, and Marcia Shetzen, secretary, fille majeure, 2705 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Park Avenue Commercial Centre Ltd. », avec un capital total de $500 divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3342-64

To carry on the business of an investment company, under the name of "Park Avenue Commercial Centre Ltd.", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3342-64

Les Peintres décorateurs du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Claude Germain, entrepreneur peintre, 5, 49e Avenue, Bois-des-Filion, Gérard Turenne, propriétaire, gérant, 11555, Verville, Montréal, et Robert Gignac, constructeur, 2065, rue Maisonneuve, chambre 1202, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme peintres, sous le nom de « Les Peintres décorateurs du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3207-64

Les Peintres décorateurs du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Germain, painter contractor, 5, 49th Avenue, Bois-des-Filion, Gérard Turenne, owner, manager, 11555 Verville, Montreal, and Robert Gignac, builder, 2065 Maisonneuve St., room 1202, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painters, under the name of "Les Peintres décorateurs du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3207-64

Pétroles Biron inc.
Biron Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Normand Duval, avocat, Fernand Boisseau, courtier d'assurances, tous deux de 7244, St-Denis, Montréal, et Raymonde Bibeau, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Paul Lamarche, 8832, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Pétroles Biron inc.— Biron Petroleum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7190, avenue Grand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3343-64

Pétroles Biron inc.
Biron Petroleum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Duval, advocate, Fernand Boisseau, insurance broker, both of 7244 St-Denis, Montreal, and Raymonde Bibeau, secretary, wife separate as to property of Jean-Paul Lamarche, 8832 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in oils, greases, petrols and all their products, and in natural gas, under the name of "Pétroles Biron inc.— Biron Petroleum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7190 Grand Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3343-64

Paul Pilon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jacques P. Dansereau, avocat, 11425, Suzor-Côté, Montréal, Alfred Chevalier, avocat, 906, Cherrier, Montréal, et

Paul Pilon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques P. Dansereau, advocate, 11425 Suzor-Côté, Montreal, Alfred Chevalier, advocate, 906 Cherrier, Montreal, and Liliane Azar, secretary,

Liliane Azar, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 3594, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Paul Pilon inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3192-64

Les Placements Garo inc.
Garo Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Kenneth C. MacKay, avocat, Henry M. Steinberg, avocat, et Ida Polisuk, secrétaire, tous trois de 159, rue Craig, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Garo inc.— Garo Holdings Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3374-64

Placements immobiliers Hexagone ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jacques J. Paris, traducteur, 1, rue St-Louis, Hull, Charles Letellier, avocat, 33, rue Laval, Hull, et Raymond Grenier, correspondant parlementaire, 363, Besserer, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Placements immobiliers Hexagone ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 86, rue Brady, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE

7702-o 3247-64

Plomberie Deguire inc.
Deguire Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e Rue, Roxboro, Louis-Philippe Larivière, avocat, 3209,

fille majeure, in use of her rights, 3594 Rosemont Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Paul Pilon inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3192-64

Les Placements Garo inc.
Garo Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth C. Mackay, advocate, Henry M. Steinberg, advocate, and Ida Polisuk, secretary, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Les Placements Garo inc.— Garo Holdings Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 1,300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3374-64

Placements immobiliers Hexagone ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques J. Paris, translator, 1, St-Louis St., Hull, Charles Letellier, advocate, 33 Laval St., Hull, and Raymond Grenier, parliamentary correspondent, 363 Besserer, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on a realty business, under the name of "Placements immobiliers Hexagone ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 86 Brady St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3247-64

Plomberie Deguire inc.
Deguire Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Louis-Philippe Larivière, advocate, 3209 De

de Serigny, Montréal, et Tadeusz Konbrat, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Deguire inc.— Deguire Plumbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10400, boulevard Gouin, ouest, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2428-64

A. E. Pritchard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1964, constituant en corporation: William Francis Hadley, avocat, 531, chemin Lakehurst, Rockliffe Park, Jean-Paul l'Allier, avocat, 411, Daly, et Guy-Paul Major, étudiant en droit, 1129, Meadowlands Drive, tous trois d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un atelier mécanique, sous le nom de « A. E. Pritchard Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Village de Kazabazua, comté de Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3364-64

Produits ménagers du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jean-Pierre Pouliot, industriel, 1048, avenue Chaumont, Sillery, Raymond Julien, industriel, St-Augustin, Jean-Paul Julien, voyageur, 2, rue Noël, St-Romuald, et Gaston Julien, voyageur, 1548, Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Commerce de produits ménagers, sous le nom de « Produits ménagers du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2764-64

Reiter Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

Serigny, Montreal, and Tadeusz Konbrat, advocate, 204 Notre-Dame, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Deguire inc.— Deguire Plumbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10400 Gouin Boulevard, West, Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2428-64

A. E. Pritchard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: William Francis Hadley, advocate, 531 Lakehurst Road, Rockcliffe Park, Jean-Paul L'Allier, advocate, 411 Daly, and Guy-Paul Major, student-at-law, 1129 Meadowlands Drive, all three of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of a machine shop, under the name of "A. E. Pritchard Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at the Village of Kazabazua, county of Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3364-64

Produits ménagers du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Pouliot, industrialist, 1048 Chaumont Ave., Sillery, Raymond Julien, industrialist, St-Augustin, Jean-Paul Julien, traveller 2 Noël St., St-Romuald, and Gaston Julien, traveller, 1548 Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business dealing in household products, under the name of "Produits ménagers du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7702 2764-64

Reiter Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, 4300, avenue Western, Westmount, Rhona Rothman, secrétaire, fille majeure, 7915, chemin côte St-Luc, Côte-St-Luc, Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, et Stephen S. Goldschleger, avocat, 1000, McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Reiter Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3167-64

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300 Western Avenue, Westmount, Rhona Rothman, secretary, spinster of the legal age of majority, 7915 côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Montreal, and Stephen S. Goldschleger, advocate, 1000 McGregor, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Reiter Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3167-64

Claude Renaud ltée
Claude Renaud Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e Rue, Roxboro, Léon Payette, courtier, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, et Louis-Philippe Larivière, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction, de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Claude Renaud ltée — Claude Renaud Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3204-64

Claude Renaud ltée
Claude Renaud Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Léon Payette, broker, 204 Notre-Dame, West, Montreal, and Louis-Philippe Larivière, advocate, 204 Notre-Dame, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Claude Renaud ltée — Claude Renaud Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3204-64

Rôtisserie Le Paysan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jos-Émile Carbonneau, restaurateur, Gemma C. Carbonneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jos-Émile Carbonneau, tous deux de 829, avenue Jean-Noël, Ste-Foy, Paul-Émile St-Germain, restaurateur, et Monique G. St-Germain, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-Émile St-Germain, ces deux derniers de 1250, rue Forget, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Rôtisserie Le Paysan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 829, avenue Jean-Noël, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Rôtisserie Le Paysan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jos-Émile Carbonneau, restaurateur, Gemma C. Carbonneau, housekeeper, wife separate as to property of the said Jos.-Émile Carbonneau, both of 829 Jean-Noël, Ste-Foy, Paul-Émile St-Germain, restaurateur, and Monique G. St-Germain, housekeeper, wife separate as to property of the said Paul-Émile St-Germain, the latter two of 1250 Forget St., Sillery, for the following purposes;

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Rôtisserie Le Paysan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 829 Jean-Noël, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3224-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3224-64

R.J. St-Cyr & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Quebec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jacques St-Cyr, René St-Cyr, tous deux commerçants, de Mont-Carmel, et Guy Laroche, comptable agréé, 4050, Papineau, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « R.J. St-Cyr & frère ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Carmel, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 2702-64

R.J. St-Cyr & frère ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques St-Cyr, René St-Cyr, both merchants, of Mont-Carmel, and Guy Laroche, chartered accountant, 4050 Papineau, Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in wood industry and commerce, under the name of "R.J. St-Cyr & frère ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Carmel, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 2702-64

J. Y. St-Louis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Jean Gadbois, avocat, 3284, Cedar, Westmount, Luc Parent, avocat, 560, Carlyle, Mont-Royal, et René C. Alary, avocat, 3345, McCarthy, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. Y. St-Louis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3147-64

J. Y. St-Louis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gadbois, advocate, 3284 Cedar, Westmount, Luc Parent, advocate, 560 Carlyle, Mount Royal, and René C. Alary, advocate, 3345 McCarthy, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "J. Y. St-Louis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3147-64

Les Saints de ville St-Pierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Adrien Légaré, épicier, 300, rue St-Jacques, Louis Cadorette, contremaître, 92, rue Rolland, Gabriel Desmarais, entrepreneur, 187, 3e Avenue, Claude Cadieux, boucher, 133, rue St-Jacques, René Couture, vendeur, 23, 4e Avenue, Jean-Paul Corriveau, distributeur de pain, 26, rue Lowland, Théophile Desmarais, artisan mécanicien, 16, 3e Avenue, Isidore Desmarais, entrepreneur, 193, 3e Avenue, François Alain, distributeur d'huile à chauffage, 144, 4e Avenue, Jos Bertrand,, vendeur, 420, rue St-Jacques, Marcel Primeau nettoyeur, 120, rue Rolland, et Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue du Chalet, tous douze de St-Pierre, pour les objets suivants:

Les Saints de ville St-Pierre inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Légaré, grocer, 300 St. James St., Louis Cadorette, foreman, 92 Rolland St., Gabriel Desmarais, contractor, 187, 3rd Avenue, Claude Cadieux, butcher, 133 St. James St., René Couture, salesman, 23, 4th Avenue, Jean-Paul Corriveau, bread distributor, 26 Lowland Avenue, Théophile Desmarais, mechanic craftsman, 16, 3rd Avenue, Isidore Desmarais, contractor, 193, 3rd Avenue, François Alain, fuel oil distributor, 144, 4th Avenue, Jos Bertrand, salesman, 420 St. James St., Marcel Primeau, cleaner, 120 Rolland St., and Gaétan Chabot, advocate, 99 du Chalet Avenue, all twelve of St. Peter, for the following purposes:

Développer, encourager et améliorer le jeu de hockey canadien l'hiver et le jeu de la crosse l'été et autres sports athlétiques et divertissements, sous le nom de « Les Saints de ville St-Pierre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,880 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3111-64

To develop, foster and to improve Canadian Hockey game in winter time and la crosse game in summer time and other athletic sports and entertainments, under the name of "Les Saints de ville St-Pierre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of a nominal value of $1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at St. Peter, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3111-64

Service agrochimique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Francis Scott Pearse, professeur en agrologie, John Lanthier, vendeur en produits chimiques, tous deux de London, comté de Middlesex, province d'Ontario, et H.-Vallier Voyer, marchand, de Ste-Rosalie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant dans la conservation botanique et zoologique de toute vie dans tous ses aspects au moyen de produits chimiques, sous le nom de « Service agrochimique inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 400 actions privilégiées sans droit de vote de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rosalie, comté de Bagot, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3151-64

Service agrochimique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Francis Scott Pearse, professional agrologist, John Lanthier, chemical salesman, both of London, county of Middlesex, Province of Ontario, and H.-Vallier Voyer, merchant, of Ste-Rosalie, county of Bagot, for the following purposes:

To carry on the business of controling botanical and zoological life in all its aspects by the use of chemicals, under the name of "Service agrochimique inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares having no par value and 400 non-voting preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Rosalie, county of Bagot, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3151-64

Service social scolaire Sainte-Croix

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Soeur Rose-Cécile, née Marguerite Séguin, Soeur Madeleine-Thérèse, née Gabrielle Albert, et Soeur Suzanne-Laure, née Marie-Marthe Gagnon, toutes trois religieuses, de 5770, chemin côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

La protection, l'orientation, la réhabilitation, l'enseignement collectif et spécialisé, le service social personnel aux enfants et adolescents d'âge scolaire, sous le nom de « Service social scolaire Sainte-Croix ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $800,000.

Le siège social de la corporation sera 5770, chemin côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3153-64

Service social scolaire Sainte-Croix

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Sister Rose-Cécile, née Marguerite Séguin, Sister Madeleine-Thérèse, née Gabrielle Albert, and Sister Suzanne-Laure, née Marie-Marthe Gagnon, all three nuns, of 5770 Côte des Neiges Road, Montreal, for the following purposes:

The protection, orientation, rehabilitation, collective and specialized teaching, personal social welfare service for children and adolescents of school age, under the name of "Service social scolaire Sainte-Croix".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $800,000.

The head office of the corporation will be at 5770 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3153-64

Société de documentation politique A B C ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Guy Dozois, professeur à l'Université d'Ottawa, Louise Dozois, ménagère, épouse dudit Guy Dozois, tous deux de 16, Wigan Drive, et Jean-Pierre Fournier, journaliste, 1162, Meadow's Land, tous trois d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des recherches, obtenir de la documentation et faire les enquêtes nécessaires de manière à pouvoir réaliser des émissions de radio et de télévision sur tout sujet pouvant intéresser le public, sous le nom de « Société de documentation politique A B C ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 33, rue Laval, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3245-64

Société de documentation politique A B C ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Guy Dozois, professor at the University of Ottawa, Louise Dozois, housekeeper, wife of the said Guy Dozois, both of 16 Wigan Drive, and Jean-Pierre Fournier, journalist, 1162 Meadow's Land, all three of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on research work, get documentation and make the necessary investigations so as to realize radio and television broadcasts on any subject which might interest the public, under the name of "Société de documentation politique A B C ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 33 Laval St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3245-64

Table Ronde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Rosaire Lemay, garagiste, 755, Monk, Québec, Jean Mailloux, gérant, 1173, Aiguebelle, Québec, et Marcel Lemay, fonctionnaire, 755, Monk, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme taverniers, sous le nom de « Table Ronde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3252-64

Table Ronde inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Lemay, garage keeper, 755 Monk, Quebec, Jean Mailloux, manager, 1173 Aiguebelle, Quebec, and Marcel Lemay, civil servant, 755 Monk, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as tavern keepers, under the name of "Table Ronde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3252-64

Terrebonne General Development Co. Ltd. La Cie générale d'expansion de Terrebonne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Pierre Raymond, avocat, André Gervais, avocat, Eleanor Robertson, Barbara Pearson, Gisèle Leduc, Mary Donovan, Marjorie Collins, Mary Bonomo, toutes six secrétaires, filles majeures, tous huit de chambre 3411, Place Ville Marie, Montréal, et Lonsdale W. Holland, vendeur de placements, 210, côte St-Antoine, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Terrebonne General Development Co. Ltd.— La Cie générale d'expansion de Terrebonne

Terrebonne General Development Co. Ltd. La Cie générale d'expansion de Terrebonne ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Raymond, advocate, André Gervais, advocate, Eleanor Robertson, Barbara Pearson, Gisèle Leduc, Mary Donovan, Marjorie Collins, Mary Bonomo, all six secretaries, spinsters of the age of majority, all eight of suite 3411, Place Ville Marie, Montreal, and Lonsdale W. Holland, investment dealer, 210 côte St-Antoine, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Terrebonne General Development Co. Ltd.— La Cie générale d'expansion de Terrebonne ltée",

ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3211-64

Terrokon Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1964, constituant en corporation: J.-Romain Bouchard, capitaine de bateau, 3275, Toulon, Duvernay, Gérard Corbeil, avocat, 394, Hawthorne, Longueuil, Maurice Johnson, avocat, 105, rue Michel, St-Hilaire, Louis Camirand, camionneur, 46, Milton, St-Pierre, Albert Desrosiers, camionneur, 111, 3e avenue, St-Pierre, Laurence Ostiguy, secrétaire, fille majeure, 6250, 44e avenue, Montréal, Fernand LeBlanc, camionneur, 3118, Bélanger, est, Montréal, Maurice Girouard, secrétaire, rang des Trentes, Beloeil, et J.-Octove Girard, agent de fret, 1, Terrasse Sacré-Coeur, Ile-Bizard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Terrokon Service Inc. », avec un capital total de $130,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3052-64

Victor Trépanier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Victor Trépanier, courtier d'assurance agréé, Anna Ryan, maîtresse de maison, épouse commune en biens dudit Victor Trépanier, tous deux de 7570, rue Iberville, et Osias Lamoureux, comptable, 7567, rue Louis-Hébert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Victor Trépanier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7570, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3232-64

Turgeon & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3211-64

Terrokon Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: J.-Romain Bouchard, ship captain, 3275 Toulon, Duvernay, Gérard Corbeil, advocate, 394 Hawthorne Longueuil, Maurice Johnson, advocate, 105 Michel St., St. Hilaire, Louis Camirand, trucker, 46 Milton, St. Peter, Albert Desrosiers, trucker, 111, 3rd Avenue, St. Peter, Laurence Ostiguy, secretary, fille majeure, 6250, 44th Avenue, Montreal, Fernand LeBlanc, trucker, 3118 Bélanger, East, Montreal, Maurice Girouard, secretary, des Trentes Range, Beloeil, and J.-Octave Girard, freight agent, 1 Sacré-Coeur Terrasse, Ile-Bizard, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Terrokon Service Inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3052-64

Victor Trépanier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Victor Trépanier, chartered insurance broker, Anna Ryan, housewife, wife common as to property of said Victor Trépanier, both of 7570 Iberville St., and Osias Lamoureux, accountant, 7567 Louis-Hébert St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Victor Trépanier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7570 Iberville St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3232-64

Turgeon & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1964, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1964, constituant en corporation: Yolande Roy, 32, Gordon, Marie-Paule Dumont, 730, Buck, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jacques O'Bready, avocat, 230, King, ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Turgeon & frères inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Forest, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3180-64

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Yolande Roy, 32 Gordon, Marie-Paule Dumont, 730 Buck, both secretaries, filles majeures, and Jacques O'Bready, advocate, 230 King, West, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Turgeon & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Rock Forest, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3180-64

Trefflé Vincent ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1964, constituant en corporation: André Ducharme, c.r., avocat, 401, avenue Stuart, Outremont, Claire Morin, et Denise Bélanger, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 1119, Mont-Royal, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de volailles, sous le nom de « Trefflé Vincent ltée », avec un capital total de $100,000, dividé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 3349-64

Trefflé Vincent ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Ducharme, q.c., advocate, 401 Stuart Avenue, Outremont, Claire Morin, and Denise Bélanger, the latter two secretaries, filles majeures, of 1119 Mont-Royal, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as poultry merchants, under the name of "Trefflé Vincent ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 3349-64

Lettres patentes supplémentaires

Albert Bacman Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de juillet 1964, à la compagnie « Albert Bacman Lumber Co. Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 13125-56 — 1231/43

Supplementary Letters Patent

Albert Bacman Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Albert Bacman Lumber Co. Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 13125-56 — 1231/43

Bellevue Photo Labs Inc.
Laboratoires de photos Bellevue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

Bellevue Photo Labs Inc.
Laboratoires de photos Bellevue inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of July, 1964, have been issued by the Administrator

patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juillet 1964, à la compagnie « W. S. Holland Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de mars 1953, 1° changeant son nom en celui de « Bellevue Photo Labs Inc.— Laboratoires de photos Bellevue inc. », 2° convertissant et subdivisant ses 100 actions ordinaires de $100 chacune en 5,000 actions catégorie « A » et 5,000 actions catégorie « B » de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100 chacune; 4° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 5° augmentant le nombre de ses directeurs de 3 à 8.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 4393-53 — 1231/25

of the Government of the Province of Quebec, to "W. S. Holland Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of March, 1953, 1. changing its name to that of "Bellevue Photo Labs Inc.— Laboratoires de photos Bellevue inc."; 2. converting and subdividing its 100 common shares of $100 each into 5,000 class "A" shares and 5,000 class "B" shares of $1 each; 3. increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of $100 each; 4. modifying certain provisions of its letters patent; 5. increasing the number of the directors from 3 to 8.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 4393-53 — 1231/25

Charles & Dino haute coiffure ltée
Charles & Dino haute coiffure Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juillet 1964, à la compagnie « Charles-André haute coiffure ltée — Charles-André haute coiffure Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de mai 1964, 1° changeant son nom en celui de « Charles & Dino haute coiffure ltée — Charles & Dino haute coiffure Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 2185-64 — 1231/46

Charles & Dino haute coiffure ltée
Charles & Dino haute coiffure Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Charles-André haute coiffure ltée — Charles-André haute coiffure Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of May, 1964, 1. changing its name to that of "Charles & Dino haute coiffure ltée — Charles & Dino haute coiffure Ltd."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 2185-64 — 1231/46

D. D. Creighton & Co. Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juillet 1964, à la compagnie « D. D. Creighton & Co. Incorporated », 1° subdivisant et convertissant ses 1,000 actions ordinaires en 1,000 actions catégorie « A » de $0.50 chacune et 1,000 actions catégorie « B » de $0.50 chacune; 2° convertissant ses 39,000 actions ordinaires de $1 chacune en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 60,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 5565-63 — 1230/99

D. D. Creighton & Co. Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "D. D. Creighton & Co. Incorporated", 1. subdividing and converting its 1,000 common shares into 1,000 class "A" shares of $0.50 each and 1,000 class "B" shares of $0.50 each; 2. converting its 39,000 common shares of $1 each into 39,000 preferred shares of $1 each; 3. increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 60,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 5565-63 — 1230/99

The Morgan Trust Company
La Compagnie de fiducie Morgan

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mai 1964, à la compagnie « The Morgan Trust Company — La Compagnie de fiducie Morgan », modifiant ses pouvoirs.

The Morgan Trust Company
La Compagnie de fiducie Morgan

Notice is hereby given that, under the provisions of the Trust Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Morgan Trust Company — La Compagnie de fiducie Morgan", modifying its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 2133-16 — 1230/39

Morgan Insurance Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juillet 1964, à la compagnie « Morgan Insurance Services Ltd. », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 8,714 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 6379-47 — 1231/32

C. B. Nielson & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juillet 1964, à la compagnie « Nielsen Research Corp. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « C. B. Nielsen & Co. Ltd. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 1576-63 — 1230/92

Les Propriétés Québec limitée
Quebec Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juillet 1964, à la compagnie « Les Propriétés Québec limitée — Quebec Properties Ltd. », modifiant son capital de manière que celui-ci soit dorénavant de $1,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 1298-63 — 1230/29

La Société commerciale de financement ltée
Commercial Finance Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de juillet 1964, à la compagnie « Commercial Finance Corporation Limited », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de mars 1929, changeant son nom en celui de « La Société commerciale de financement ltée — Commercial Finance Corporation Ltd. »

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 2133-16 — 1230/39

Morgan Insurance Services Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, to "Morgan Insurance Services Ltd.", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 8,714 preferred shares of a par value of $5 each; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 8,000 preferred shares of a par value of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 6379-47 — 1231/32

C. B. Nielson & Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Nielsen Research Corp.", incorpporated by letters patent dated the 11th day of April, 1963, changing its name to that of "C. B. Nielsen & Co. Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 1576-63 — 1230/92

Les Propriétés Québec limitée
Quebec Properties Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Les Propriétés Québec limitée — Quebec Properties Ltd.", amending its capital stock so that the latter shall infuture be $1,000,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and into 9,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 1298-63 — 1230/29

La Société commerciale de financement ltée
Commercial Finance Corporation Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Commercial Finance Corporation Limited", incorporated by letters patent dated the 27th day of March, 1929, changing its name to that "La Société commerciale de financement ltée — Commercial Finance Corporation Ltd."

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 530-29 — 1230/96

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 530-29 — 1230/96

Visol Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juillet 1964, à la compagnie « Viso Corp. »l étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 3483-63 — 1231/41

Visol Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of July, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Visol Corp.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 3483-63 — 1231/41

Actions en séparation de biens

Langguth vs Belland

Canada, Province de Québec, district de Montréal, avis est par les présentes donné que Dame Elfriede Langguth Belland, épouse commune en biens de Marcel Belland, agent d'assurances, résidant et domicilié au 8022, rue Durocher, apt. 3, dans les cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 24 juillet 1964.

Les Procureurs de la demanderesse,
GAGNON, BEAULIEU, JURISIC, CARISSE,
SZEMENYEI & DICLEMENTI.

7703-o

Paquette vs Goulet

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure numéro 19417, Dame Linette Paquette, épouse commune en biens de Maurice Goulet avec lequel elle demeure à 4, avenue du Parc, Victoriaville, demanderesse *vs* Maurice Goulet domicilié à 4, avenue du Parc, Victoriaville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'août mil neuf cent soixante-quatre.

Victoriaville, ce 25 août 1964.

Les Procureurs de la demanderesse,
JUTRAS, BÉLIVEAU, DENAULT.

7704-o

Rychener vs Grunig

Avis est donné, par les présentes que Dame Erika Rychener a l'intention d'instituer une action en séparation de biens contre son mari, Ernst Grunig, tous deux des cité et district de Montréal.

Le Procureur de la demanderesse,
BUCHANAN, MACGREGOR,
MCALLISTER & EWASEW.

7708-o

Cadorette vs Fontaine

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure No 13,966. Dame Bella Cadorette, épouse de Wilfrid Fontaine, artisan de la cité de Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 27 août 1964.

Le Procureur de la demanderesse,
GEO.-H. DUBREAULT, C.R.

7713-o

Actions for separation as to property

Langguth vs Belland

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, notice is hereby given by Dame Elfriede Langguth Belland, wife common as to property of Marcel Belland, insurance agent of the city and district of Montreal and therein residing at 8022 Durocher Street, Apt. 3, has instituted against her husband a demand in separation as to property.

Montreal, July 24, 1964.

GAGNON, BEAULIEU, JURISIC,
CARISSE, SZEMENYEI & DICLEMENTI,
Attorneys for plaintiff.

7703-o

Paquette vs Goulet

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court number 19417 Dame Linette Paquette, wife common as to property of Maurice Goulet, residing at 4 Park Avenue, Victoriaville, plaintiff *vs* Maurice Goulet, domiciled at 4 Park Avenue, Victoriaville, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-second day of August one thousand nine hundred and sixty-four.

Victoriaville, August 25 1964.

JUTRAS, BÉLIVEAU, DENAULT,
Attorneys for plaintiff.

7704-o

Rychener vs Grunig

Notice is hereby given by Dame Erika Rychener of her intention to institute an action against her husband, Ernst Grunig, both of the city and district of Montreal, for separation of property.

BUCHANAN, MACGREGOR,
MCALLISTER & EWASEW,
Attorneys for plaintiff.

7708-o

Cadorette vs Fontaine

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court No. 13,966; Dame Bella Cadorette, wife of Wilfrid Fontaine, artisan of the city of Granby, district of Bedford, has instituted against her husband, an action in separation as to property.

Sweetsburg, August 27, 1964.

GEO.-H. DUBREAULT, Q.C.,
Attorney for Plaintiff.

7713-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1547

Québec, le 12 août 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 3 de la Loi des Hôpitaux (10-11 Elizabeth II, chapitre 44), nul ne peut établir, transformer, agrandir ou cesser d'exploiter un hôpital sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, corporation légalement constituée ayant son siège social en les cité et district de Montréal, peut, par la Loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 122, article 28, présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire régler la transmission du patrimoine de la Corporation connue sous le nom de « Les Religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville », constituée par la Loi 48, Victoria, chapitre 45;

ATTENDU QUE Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal désirent que le patrimoine appartenant à la corporation des Religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville soit transmis de la façon suivante:

a) Les biens meubles et immeubles mentionnés au projet d'acte, annexé au présent arrêté en conseil, préparé par Maître Nicolas Larochelle, notaire à Arthabaska, à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska;

b) Tous les autres biens à la corporation portant le nom de Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal;

ATTENDU QU'il y aurait lieu d'autoriser cette transmission.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre de la Santé:

QUE le patrimoine, appartenant à la corporation des Religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, constituée par la loi 48; Victoria, chapitre 45, soit transmis de la façon suivante:

a) Les biens meubles et immeubles, mentionnés au projet d'acte, annexé au présent arrêté en conseil, préparé par Maître Nicolas Larochelle, notaire à Arthabaska, à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska;

b) Tous les autres biens à la corporation portant le nom de Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

L'an mil neuf cent soixante-quatre, le

Devant Me Nicolas Larochelle, notaire à la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, province de Québec,

Comparaît

Les Religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, corporation constituée par la loi 48, Victoria, chapitre 45, ayant son siège social à la ville d'Arthabaska,

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1547

Quebec, August 12, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

WHEREAS that under the provisions of section 3 of the Hospitals Act (10-11 Elizabeth II, chapter 44), no person shall establish, convert enlarge or cease to operate a hospital without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the Religious Hospitallers of Saint-Joseph of Montreal, corporation legally incorporated having its head office in the city and district of Montreal, may, by the Act 11-12 Elizabeth II, chapter 122, section 28, present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to regulate the transfer of the patrimony of the Corporation known under the name of "Les Religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville", incorporated by Act 48, Victoria, chapter 45;

WHEREAS the Religious Hospitallers of Saint Joseph of Montreal wish that the patrimony belonging to the corporation of the "Religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville" be transferred in the following way:

a) The moveable and immoveable property mentioned in the project of the deed, annexed to the present order in council, prepared by Me Nicolas Larochelle, notary at Arthabaska, at the Hôtel-Dieu of Arthabaska;

b) All other property of the corporation bearing the name of "Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal;

WHEREAS it is deemed expedient to authorize this transfer.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Health:

THAT the patrimony, belonging to the corporation of the "Religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville", incorporated by the Act 48, Victoria, chapter 45, be transferred in the following way:

a) The moveable and immoveable property, mentioned in the project of the deed, annexed to the present Order in Council, prepared by Me Nicolas Larochelle, notary at Arthabsaka, at the Hôtel-Dieu of Arthabaska;

b) All other property of the corporation bearing the name of "Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal".

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

The year on thousand nine hundred and sixty-four, on

Before Me Nicolas Larochelle, notary of the town of Arthabaska, county of Arthabaska, Province of Quebec,

Appears:

The "Religieuses soeurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, a corporation incorporated by the Act 48, Victoria, chapter 45, having its head office in the town of Arthabaksa,

Ici représentée par

suivant résolution et procuration émise en leur faveur en date du
reconnue véritable, annexée à la minute des présentes, signée par les mandataires et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur*, ci-après appelé la venderesse,

Partie de première part.

Et « l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska » corporation dûment constituée aux termes de ses lettres patentes émises par la province de Québec en date du 14 avril 1964 en conformité de l'article 24 de la Loi constituant en corporation « Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal », 11 et 12 Elizabeth II, chapitre 122 ayant son siège social en ladite corporation de « Hôtel-Dieu d'Arthabaska » dans la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, province de Québec, ci-après appelée l'acquéreure,

Ici représentée par

suivant résolution et procuration émise en leur faveur en date du
reconnue véritable, annexée à la minute des présentes, signée par les mandataires et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur* partie de seconde part, ce acceptant ce qui suit, savoir:

La partie de première part vend à la partie de seconde part, ce qui suit, savoir:

Désignation: Les lots numéros trois cent quatorze, trois cent quinze et trois cent seize (314, 315 et 316) des plan et livre de renvoi officiels amendé d'Arthabaskaville. Le tout avec l'Hôpital dessus construit, circonstances et dépendances.

a) Le lot trois cent quatorze (314) affecte une figure irrégulière,

Mesurant dans sa ligne sud-est quatre cent vingt-six pieds et soixante-huit centièmes (426.68′) dans sa ligne nord-est cinq cent vingt-six pieds et quarante-six centièmes (526.46′); dans sa ligne nord-ouest cinq cent soixante-quinze pieds et quarante-quatre centièmes (575.44′); la ligne sud-ouest forme une ligne brisée mesurant à partir du nord-ouest jusqu'à une certaine distance vers le sud-est trois cent soixante pieds et quarante-cinq centièmes (360.45′); cette ligne se dirigeant vers le sud-est, légèrement vers le sud-ouest mesure cent quarante pieds et vingt-cinq centièmes (140.25′); de là, la ligne tourne à angle droit vers le nord-est et mesure cinquante-deux pieds et soixante-trois centièmes (52.63′); cette ligne tourne à nouveau à angle droit vers le sud-est pour rejoindre l'Avenue des Érables et mesure cent soixante-dix-huit pieds et quatre-vingt-onze centièmes (178.91′).

C'est sur ce lot trois cent quatorze (314) que se trouve située l'Hôpital. Superficie: 283,309 pieds carrés.

b) Le lot trois cent quinze (315) se trouve situé à l'extrémité nord-est du lot 314 décrit ci-dessus et doit servir à l'agrandissement de la rue Mailhot ou Girouard. Ce lot affecte la forme de rectangle allongé et irrégulier.

Mesurant ce terrain vingt pieds à la rue des Érables; cinq cent seize pieds et cinquante centièmes au nord-est (516.50′) au nord-est; vingt pieds (20′) au nord-ouest; cinq cent vingt-six pieds et quarante-six centièmes (526.46′) au sud-ouest. Superficie: 9,324 pieds carrés.

Here represented by

according to resolution and procuration issued in their favor dated
recognized as true, annexed to the Minutes of these presents, signed by the mandators and the undersigned notary for identification *Ne Varietur*, hereinafter called the vendor,

Party of the first part.

And the "Hôtel-Dieu d'Arthabaska", a corporation duly incorporated a long the terms of its letters patent issued by the Province of Quebec dated April 15, 1964, in accordance with section 24 of the Act incorporating into a corporation the "Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal", 11 and 12 Elizabeth II, chapter 122, having its head office the said corporation of "Hôtel-Dieu d'Arthabaska", in the town of Arthabaska, county of Arthabaska, Province of Quebec, hereinafter called the purchaser,

Here represented by

according to resolution and procuration issued in their favor dated
recognized as true, annexed to the Minutes of these presents, signed by the mandators and the undersigned notary for identification *Ne Varitur*, party of the second part, the latter accepting that which follows, to wit:

The party of the first part sells to the party of the second part, that which follows, to wit:

Designation: Lots numbers three hundred and fourteen, three hundred and fifteen and three hundred and sixteen (314, 135 and 316) on the amended official plan and in the book of reference of Arthabaskaville, the whole with the Hospital thereon erected, circumstances and dependencies.

a) Lot three hundred and fourteen (314) is of irregular form,

Measuring in its southeast line four hundred and twenty-six feet and sixty-eight one/hundredths (426.68′) in its northeast line five hundred and twenty-six feet and forty-six one/hundredths (526.46′); in its northwest line five hundred and seventy-five feet and forty-four one/hundredths (575.44′); the southwest line forms a broken line measuring starting from the northwest up to a certain distance towards the southeast three hundred and sixty feet and forty-five one/hundredths (360.45′); this line running toward the southeast, slightly toward the southwest, measures one hundred and forty feet and twenty-five one/ hundredths (140.25′); from thence, the line turns at a right angle towards the northeast and measures fifty-two feet and sixty-three one/hundredths (52.63′); this line again turns at a right angle towards the southeast to rejoin Maple Avenue and measures one hundred and seventy-wight feet and ninety-one one/hundredths (178.91′).

It is on this lot three hundred and fourteen (314) that the hospital is situated. Area: 283,-309 square feet.

b) Lot three hundred and fifteen (315) is situated at the northeast extremity of lot 314 above described and should serve for enlarging Mailhot or Girouard Street. This lot takes the form of an elongated and irregular rectangle.

This lot measures twently feet on Maple Street; five hundred and sixten feet and fifty one/hundredths on the northeast (516.50′) on the northeast; twenty feet (20′) on the northwest; five hundred and twenty-six feet and forty-six one/hundredths (526.46′) on the southwest. Area 9,324 square feet.

c) Le lot trois cent seixe (316) longe la rue Quesnel et doit servir à la construction d'un trottoir que éventuellement sera cédé à la ville d'Arthabaska.

Ce terrain mesure cinq cent soixante-quinze pieds et quarante-quatre centièmes (575.44′) au sud-est sur cinq cent soixante-douze pieds et six dixièmes (572.6′) au nord-ouest. La largeur approximative est seize pieds et deux dixièmes (16.2′) et la superficie trois mille quatre cent quarante-quatre (3,444) pieds carrés.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Le tout suivant un plan préparé par l'arpenteur Denis St-Pierre, de Victoriaville, en date du
reconnu véritable, annexé à la minute des présentes, signé par les parties aux présentes et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur*.

Cette vente comprend également tout l'actif disponible et réalisable, tout l'actif immobilisé et autres actifs, terrains décrits ci-dessus, nouvelles constructions, ancienne construction, équipement desservant les bâtiments, gros matériel, petit équipement, comptes de Banques.

Est compris également le passif.

L'actif a été évalué à la somme de cinq millions deux cent un mille huit cent soixante-sept dollars et quatre-vingt-douze cents ($5,201,-867.92).

Le passif a été évalué à la forme de deux millions sept cent quarante-quatre mille dix cent soixante-neuf dollars et huit cents ($2,744,669.08).

Le capital (valeur nette de l'installation matérielle (état No 3) est de deux millions quatre cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-dix-huit dollars et quatre-vingt-quatre cents ($2,457,-198.84).

Le tout tel que montré par le bilan (état No 1) arrêté au 31 décembre 1963, bilan préparé par monsieur Jean Roy, C.A., comptable agréé ayant un bureau d'affaires à Victoriaville, province de Québec en date du 12 février mil neuf cent soixante-quatre (1964), bilan reconnu véritable, annexé à la minute des présentes signé par les parties aux présentes et le notaire et authentiqué conformement à la loi.

Le tout toutefois avec les modifications requises par le Service de l'Assurance-Hospitalisation suivant une lettre en date du 18 juin 1964 adressée par Me Jacques Morency conseiller juridique à Me Gilles Filion avocat de Montréal.

Cette lettre spécifie qu'à l'annexe B du bilan mentionné ci-dessus, il y a lieu de faire certain ajustement pour incorporer audit bilan les comptes à recevoir antérieurs au régime de l'Assurance-Hospitalisation comme suit:

	Débit	*Crédit*
Comptes à recevoir antérieurs au régime	$70,022.35	
Provisions pour mauvaises créances		$56,450.06
Provision pour montant dû au radiologiste		4,603.13
Surplus		8,969.16
	$70,022.35	$70,022.35

Cette lettre a été reconnue véritable annexée à a minute des présentes, signée par les parties

c) Lot three hundred ans sixteen (316) runs along Quenel Street and will be used for the construction of a sidewalk which eventually shall be ceded to the town of Arthabaska.

This lot of land measures five hundred and seventy-five feet and forty-four one/hundredths (575.44′) on the southeast by five hundred and seventy-two feet and six/tenths (572.6′) on the northwest. The approximate width is sixteen feet and two/tenths (16.2′), and the area three thousand four hundred and forty-four (3,444) square feet.

With the active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the said immoveables.

The whole according to a plan prepared by the surveyor Denis St-Pierre of Victoriaville, dated
recognized as true, annexed to the Minutes of these pesents, signed by the parties of these presents and the undersigned notary for identification *Ne Varietur*.

This sale also includes any available and realizable assets, all the immobilized assets and other assets, lots of land above described, new constructions, old constructions, equipment used in the buildings, heavy material small equipment, bank accounts.

The liabilities are also included.

The assets were estimated for an amount of five million two hundred and one thousand eight hundred and sixty-seven hundred dollars and ninety-two cents ($5,201,867.92).

Liabilities were estimated for an amount of two million seven hundred and forty-four thousand six hundred and sixty-nine dollars and eight cents ($2,744,669.08).

The capital stock (net estimate of the material installation (statement No. 3) is two million, four hundred and fifty-seven thousand, one hundred and ninety-eight dollars and eighty-four cents ($2,457,198.84).

The whole as shown on the balance sheet (statement No. 1) closed on December 31, 1963, balance sheet prepared by Mr. Jean Roy, C.A., chartered accountant having his business office at Victoriaville, Province of Quebec, dated February 12, one thousand nine hundred and sixty-four (1964), balance sheet recognized as true, annexed to the Minutes of these presents signed by the parties to these presents and the notary and authentically in conformity with the law.

The whole, however, with the modifications required by the Hospitalization Insurance Service in accordance with a letter dated June 28, 1964, addressed by Me Jacques Morency, judicial counsellor to Me Gilles Filion, advocate of Montreal.

This letter specifies that in annex B of the above mentioned balance-sheet, it is expedient to make certain adjustments to incorporate on the said balance-sheet accounts receivable prior to the Hospitalization Insurance administration, as follows:

Accounts receivable	*Debit*	*Credit*
prior to the administration	$70,022.35	
Provision for bad creditors		$56,450.06
Provision for amount due to radiologist		4,603.13
Surplus		8,969.16
	$70,022.35	$70,022.35

This letter was recognized as true annexed to the Minutes of these presents, signed by the

et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur*.

La venderesse a donné un affidavit à l'effet de prouver que la liste des comptes déclarés est exacte et fidèle et que ce sont là les comptes existant contre ces propriétés et choses vendues avec les pésentes, affidavit reconnue véritable, année à la minute des présentes, signée par la venderesse et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur*.

Titres

La venderesse est propriétaire des immeubles ci-dessus pour les avoir acquis par bons titres.

a) Le lot trois cent quinze (315) correspond aux lots 246-1-2 et 246-16-2.

Le lot 246-16-2 autrefois P. S. O. 246 a été acquis de Mademoiselle Béatrice Cloutier suivant acte reçu devant Me C. R. Garneau, notaire le premier mai 1953 acte enrégistré au bureau d'enrégistrement d'Arthabaska le 4 mai 1953 numéro 108749.

Le lot 246-1-2 a été acquis par donation faite par les Religieuses Sœurs Hospitalières St-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal aux Religieuses Sœurs Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska le 5 juin 1885 enrégistré à Arthabaska le 20 juin 1885 sous le numéro 20023-B-27.

b) Le lot trois cent seize (316) correspond à parties des lots suivants, savoir:

238*b*-1, 238*b*-2, 238*g*, 238*f*, 238*e*, 238*d*, 238*c*, 238*h*, 238*a*, 238*b* 237A.

Les lots 238A à 238*h* inclusivement ont été acquis de Monsieur Alfred Provencher suivant vente par lui consentie et donation entrevifs par Monsieur J. D. Gagné aux Religieuses Hospitalières de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, acte devant Me J. A. Beauchesne, le 19 mai 1923 et enrégistré à Arthabaska le 22 mai 1933 numéro 65049.

Le lot 237A a été acquis par Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Dame Marie Pageot suivant vente enrégistré le 18 octobre 1892 au bureau d'enrégistrement d'Arthabaska sous le numéro 27099-B-35.

Le lot trois cent quatorze (314) correspond aux lots suivants:

Parties 238*a* à 238G inclusivement, 238*h*-1, 238*b*-2, 238-*k*, 237-A, 238M, 237B, 246B, 228, 233-3, 222, 223, 224, 225, 226, 227.

Les lots 238K à 238H inclusivement ont été acquis tel que susdit.

Et également le lot 237-A.

Le lot 238M et 237B ont été acquis de Monsieur Auguste Quesnel le 8 août 1893 suivant acte reçu devant Me Théo. Côté notaire, enrégistré à Arthabaska sous le numéro 27911.

Le lot 246-B a été acquis des Religieuses Hospitalières de Montréal suivant acte enrégistré à Arthabaska sous le numéro 20023-B-27.

Les lots 228, 233-3, 222 ont été acquis suivant acte d'échange entre Auguste Quesnel et les Religieuses Hospitalières d'Arthabaska, suivant acte enrégistré à Arthabaska sous le numéro 67158.

Le lot 223 a été acquis de Dame Mary et Amanda Lavigne le 17 décembre 1929 enrégistré à Arthabaska sous le numéro 71872.

Le lot 224 a été acquis de dame Marie-Anne Pruneau Provencher suivant acte enrégistré à Arthabaska le 25 février 1930 sous le numéro 72040.

parties and the undersigned notary for identification *Ne Varietur*.

The vendor has given an affidavit in order to prove that the list of declared accounts is exact and faithful and that these accounts exist against these properties and things sold with these presents, affidavit recognized as true, annexed to the Minutes of these presents, signed by the vendor and the undersigned notary for identification *Ne Varietur*.

Titles

The vendor is the proprietor of the above mentioned immoveables and has acquired them through proper deeds.

a) Lots three hundred and fifteen (315) corresponds to lots 246-12-2 and 246-16-2.

Lot 246-16-2 formerly P. S. O. 246 was purchased from Miss Béatrice Cloutier according to deed received before Me C. R. Garneau, notary on May first, 1963, deed registered at the Registration Office of Arthabaska on May 4, 1953, number 108749.

Lot 246-1-2 was acquired by donation made by the "Religieuses Soeurs Hospitalières St-Joseph" of the Hôtel-Dieu of Montreal, to the "Religieuses Soeurs Hospitalières de St-Joseph" of the Hôtel-Dieu of Arthabaska, on June 5, 1885, registered at Arthabaska on June 20, 1885 under number 20023-B-27.

b) Lot three hundred and sixteen (316) corresponds to the following parts of lots, to wit:

238*b*-1, 238*b*-2, 238*g*, 238*f*, 238*e*, 238*d*, 238*c*, 238*h*, 238*a*, 238*b*, 237A.

Lots 238A to 238*h* inclusively were purchased from Mr. Alfred Provencher following sale consented to by him and donation *inter vivos* by Mr. J. D. Gagné to the Religious Hospitallers of the Hôtel-Dieu of Arthabaska, deed before Me J. A. Beauchesne, on May 19, 1923 and registered at Arthabaska on May 22, 1933, number 65049.

Lot 237A was acquired by the "Religieuses Soeurs Hospitalières" from Dame Marie Pageot in accordance with sale registered on October 18, 1892, at the registration office of Arthabaska under number 27099-B-35.

Lot three hundred and fourteen (314) corresponds to the following lots:

Parts 238*a* to 238G inclusively, 238*h*-1, 238*b*-2, 238-*k*, 237-A, 238M, 237B, 246B, 228, 233-3, 222, 223, 224, 225, 226, 227.

Lots 238K to 238H inclusively have been acquired as above mentioned.

And also lot 237-A.

Lot 238M and 237B have been acquired from Mr. Auguste Quesnel on August 8, 1893 in accordance with deed received before Me Théo. Côté, notary, registered at Arthabaska under number 27911.

Lot 246-B was acquired from the Religious Hospitallers of Montreal in accordance with deed registered at Arthabska under number 20023-B-27.

Lots 228, 233-3, 222 were acquired in accordance with deed of exchange between Auguste Quesnel and the Religious Hospitallers of Arthabaska according to deed registered at Arthabaska under number 67158.

Lot 223 was acquired from Dames Mary and Amanda Lavigne on December 17, 1929, registered at Arthabaska, under number 71872.

Lot 224 was acquired from Dame Marie-Anne Pruneau Provencher in accordance with deed registered at Arthabaska on February 25, 1930 under number 72040.

Le lot 225 a été acquis de dame Vve Angèle Campagna suivant acte enrégistré le 25 novembre 1916 sous le numéro 56399.

Le lot 226 a été acquis de Monsieur Élie Prince suivant acte enrégistré à Arthabaska le 6 novembre 1944 sous le numéro 89986.

Le lot 227 a été acquis suivant acte enrégistré à Arthabaska numéro 108749 le 4 mai 1953.

Charges et conditions

À la charge par l'acquéreur qui s'y engage de remplir les obligations suivantes, savoir:

1° Payer les taxes municipales et scolaires et autres impositions publiques de l'avenir, quitte pour le passé;

2° Payer les frais et honoraires les présentes et leur enrégistrement et copie dûment enrégistrée pour l'usage de l'acquéreure, copie pour la venderesse et pour les autres intéressés s'il y a lieu.

3° L'acquéreure prend possession de ce que ci-dessus dès la signature des présentes.

4° La venderesse ne s'engage pas à fournir de certificats de recherches, ni certificats d'hypothèques sur lesdites propriétés vendues ni copie de titres. Elle pourra toutefois aider l'acquéreure au moyen des titres de propriété qu'elle a en sa possession dans le moment.

Prix

Cette vente est faite pour et en considération de la somme de un dollar ($1.00) et autres bonnes et valables considérations que la venderesse déclare avoir eus et reçus à sa pleine satisfaction dont quittance finale et complète.

L'acquéreure s'est toutefois obligée de payer pour et à l'acquit de la venderesse toutes les dettes qui peuvent exister présentement sur les dites propriétés d'après le bilan préparé, par Jean Roy, comptable agréé de Victoriaville, dettes montrées à l'état numéro I au passif à compte échéance, savoir:

Comptes à payer: nouvelle construction deux cent soixante-onze mille deux cent seize dollars et soixante-dix-neuf cents: $271,216.79.

Comptes à payer: Gros matériel, trente-sept mille cinq cents dollars: $37,500.00.

Emprunts vancaires, un million: $1,000,000.00.

Billets à payer vingt-huit mille trois cents dollars: $28,300.00.

Dépôts garanties sur contrats, sept mille six cent cinquante-deux dollars et vingt-neuf cents: $7,652.29.

Billets à payer. Lagueux et Desrochers Ltée la somme de un million quatre cent mille dollars: $1,400,000.00.

Total: Deux millions sept cent quarante-quatre mille six cent soixante-neuf dollars et huit cents: $2,744,669.08.

Le tout comme en date du trente et un décembre mil neuf cent soixante-trois.

Et l'acquéreure s'engage à prendre à sa charge et à payer les comptes dûs depuis cette date au nom de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, aux droits de la corporation existant précédemment et administrant cette institution.

Ce montant dû ne doit pas créé d'hypothèque en faveur de la venderesse contre lesdits immeubles.

L'acquéreure déclare assumer personnellement les montants ci-dessus détaillés, s'en constituant

Lot 225 was acquired from Dame widow Angèle Campagna in accordance with deed registered on November 25, 1916, under number 56399.

Lot 226 was acquired from Mr. Élie Prince in accordance with deed registered at Arthabaska on November 6, 1944, under number 89986.

Lot 227 was acquired in accordance with deed registered at Arthabaska number 108749, on May 4, 1953.

Charges and conditions

It is incumbent upon the acquirer, sho pledges himself to fulfill the following obligations, to wit:

1. To pay the municipal and school taxes and other future public impositions, quit for any past impositions;

2. To pay the costs and fees of these presents and registration and a duly registered copy for the use of the purchaser, copy for the vendor and for other interested parties, should there be any.

3. The purchaser takes ownership of all of the above upon signature of these presents.

4. The vendor does not pledge himself to supply certificates of research, nor certificates of mortgages on the said properties sold nor copies of deeds. He may, however, assist the purchaser by means of ownership deeds he may have in his possession at the present time.

Price

This sale is made for and in consideration of the sum of one dollar ($1.00) and other good and valid considerations that the vendor declares to have and received to his entire satisfaction in final and complete quittance.

The purchaser is, however, obliged to pay for and to settle for the vendor any debts which may presently exist on the said properties according to the balance-sheet prepared by Jean Roy, chartered accountant of Victoriaville, debts shown of statement number I in the liabilities of accounts due, to wit:

Accounts payable: new construction two hundred and seventy-one thousand, two hundred and sixteen dollars and seventy-nine cents: $271,216.79.

Accounts payable: Heavy material, thirty-seven thousand and five hundred dollars: $37,500.00.

Bank loans, one million: $1,000,000.00.

Notes to be paid, twenty-eight thousand three hundred dollars: $28,300.00.

Guaranteed deposits on contracts, seven thouand six hundred and fifty-two dollars and twenty-nine cents: $7,652.29.

Notes to be paid. Lagueux and Desrochers Ltée, an amount of one million and four hundred thousand dollars: $1,400,000.00.

Total: Two million seven hundred and forty-four thousand six hundred and sixty-nine dollars and eight cents: $2,744,669.08.

The whole as at the thirty-first day of December, one thousand nine hundred and sixty-three.

And the acquirer pledges to take to his charge and to pay the accounts due from this date in the name of the Hôtel-Dieu of Arthabaska, within the rights of the Corporation which existed previously and managed this institution.

This amount due shall not create a mortgage in favor of the vendor against the said immoveables.

The purchaser declares to assume personally the above detailed amounts by appointing him-

irrévocablement la débitrice. De plus l'acquéreure déclare bien connaître les détails des comptes auxquels il est référé ci-dessus pour en avoir pris communication plus en détails dans le bilan soumis auquel il est référé.

DONT ACTE à ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, province de Québec, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE les parties signent en présence du notaire soussigné.

Province de Québec,
District judiciaire de

Nous soussignées, Les Religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, Corporation constituée par la loi 48, Victoria, chapitre 45, ayant son siège social à la ville d'Arthabaska,

Ici représentée ladite Corporation par:

Sœur

et par Sœur

dûment autorisées aux fins des présentes, déclarons ce qui suit:

Nous avons ce jour même vendu certains meubles et immeubles situés dans la ville d'Arthabaska, suivant le bilan préparé par monsieur Jean Roy, comptable agréé de Victoriaville, province de Québec, bilan en date du 31 décembre mil neuf cent soixante-trois (1963) lequel bilan a été modifié par une lettre du Service de l'Assurance Hospitalisation, Ministère de la Santé de la province de Québec, lettre datée du 18 juin 1964, expédiée, à Me Gilles Filion avocat, 159 ouest, rue Craig, Montréal, province de Québec.

Nous déclarons qu'à la date mentionnée ci-dessus il n'existait aucune autre dette concernant l'Hôtel-Dieu de St-Joseph aujourd'hui Hôtel-Dieu d'Arthabaska, que celles mentionnées audit bilan. Il y a cependant les dettes accumulées depuis cette date et concernant l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

Et nous faisons cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la loi sur la preuve au Canada.

(*Signé*)

x

Déclaration faite en ma présence
en la ville d'Arthabaska,
comté d'Arthabaska,
Province de Québec,
ce jour du mois de
mil neuf cent soixante-quatre (1964).

Affidavit reconnu véritable, annexé à la minute des présentes, signé par les mandataires et le notaire soussigné pour identification *Ne Varietur*.

x

x

7721-o

self irrevocably the debtor. Moreover, the purchaser declares to have full knowledge of the details of the accounts referred to above, having had detailed information through perusal of the balance-sheet previously submitted and referred to.

SAID DEED in the town of Arthabaska, county of Arthabaska, Province of Quebec, under number
of the Minutes of the undersigned notary.

AFTER LECTURE, the parties sign in the presence of the undersigned notary.

Province of Quebec,
Judicial district of

We, the undersigned, the "Religieuses soeurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville", Corporation incorporated by the Act 48, Victoria, chapter 45, having its head office in the town of Arthabaska,

The said Corporation here represented by:

Sister

and by Sister

duly authorized for these presents, declare the following:

We have, this very day, sold certain moveables and immoveables in the town of Arthabaska, according to the balance-sheet prepared by Mr. Jean Roy, chartered accountant of Victoriaville, Province of Quebec, balance-sheet dated December 31, one thousand nine hundred and sixty-three (1963) which balance-sheet has been modified by a letter from the Hospitalization Insurance Service, Department of Health of the Province of Quebec, letter dated June 18, 1964, sent to Me Gilles Filion, advocate, 159 Craig Street, West, Montreal, Province of Quebec.

We declare that on the date above mentioned, there existed no other debt concerning the Hôtel-Dieu of St-Joseph, today the Hôtel-Dieu d'Arthabaska, than those mentioned on the said balance-sheet. There are, however, other debts accumulated since this date and which concern the Hôtel-Dieu of Arthabaska.

And we make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it has the same force and the same effect that if it were made under oath by virtue of the Canada Evidence Act.

(*Signed*)

x

Declaration made in my presence
in the town of Arthabaska,
county of Arthabaska,
Province of Quebec,
this day of the month of
one thousand nine hundred and sixty-four (1964).

Affidavit recognized as true, annexed to the Minutes of these presents, signed by the mandators and the undersigned notary for identification *Ne Varietur*.

x

x

7721

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1491

Québec, le 5 août 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation des règlements adoptés par la Régie de l'Électricité et du Gaz, en matière de sécurité publique.

ATTENDU QU'aux termes de la « Loi concernant la Régie de l'Électricité et du Gaz et la sécurité publique », Statut 7-8 Elizabeth II, chapitre 12, article 2, la Régie peut adopter des règlements relatifs à la sécurité publique et à la prévention des accidents pouvant résulter du transport, de la possession, de la distribution et de l'usage du gaz dans la province;

ATTENDU QU'À ces fins, la Régie a publié dans de nombreux journaux quotidiens et hebdomadaires de la province, durant les mois de juin et juillet 1959, des avis pour inviter les intéressés à soumettre toutes représentations, considérations et suggestions concernant la sécurité publique, en matière de gaz;

ATTENDU QUE la Régie a tenu compte des représentations qui lui ont été faites et qu'elle a par la suite adopté des règlements conformes à son pouvoir général de réglementation et de surveillance;

ATTENDU QUE ces règlements ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant l'article 4 de la loi susdite;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner effet à ces règlements.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des richesses naturelles:

QUE les règlements ci-joints en annexe soient dûment autorisés et qu'ils entrent en vigueur trois mois après la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Règlements généraux

PREMIÈRE PARTIE

Dans cette première partie des règlements, lorsque le mot « gaz » est employé seul, il désigne « gaz canalisé ».

« Gaz canalisé »: le gaz naturel, le gaz manufacturé, y compris les mélanges de gaz de pétrole liquéfiés et d'air, ainsi que toute variété et tout mélange d'iceux, transporté ou distribué au moyen de canalisations.

1. À compter du 1er janvier 1965, il est interdit à toute personne d'installer un appareil à gaz à moins qu'il ne soit approuvé par la Régie ou éprouvé, selon des normes acceptées par la Régie, par l'un des organismes ci-après désignés:

a) The Canadian Gas Association, (CGA)
b) Canadian Standards Association, (CSA)
c) Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)

qui attestera cette épreuve en apposant son sceau d'approbation sur ledit appareil. L'épreuve des éléments électriques doit être faite conformément aux prescriptions du Code Canadien de l'Électricité.

2. 1°) L'installation, le remplacement et la suppression de tout appareil à gaz doivent être

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1491

Quebec, August 5, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of regulations made by the Electricity and Gas Board, in the matter of public safety.

WHEREAS, under the terms of the "Act rsepecting the Electricity and Gas Board and public safety", Statute 7-8 Elizabeth II, chapter 12, section 2, the Board may make regulations respecting public safety and the prevention of accidents resulting from the conveyance, possesion, distribution and use of gas in the province;

WHEREAS, for that purpose, the Board has published in numerous daily and weekly newspapers of the province, during the months of June and July 1959, notices inviting all interested parties to submit representations, considerations and suggestions respecting public safety, in the matter of gas;

WHEREAS the Board has taken into account representations submitted and has subsequently adopted regulations consistent with its regulatory and supervisory authority;

WHEREAS, according to section 4 of the above Act, these regulations can come into force only after they are authorized by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is deemed expedient to make these regulations effective.

IT IS CONSEQUENTLY ORDERED, on proposition of the Minister of Natural Resources:

THAT the regulations hereinafter recited be duly authorized and that they come into force three months from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette:*

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

General regulations

PART ONE

In this first part of the regulations, the word "gas", when used alone, means gas distributed through piping system.

It comprises: natural gas, manufactured gas, including mixtures of liquefied petroleum gases and air, as well as any variety and any mixture thereof, convoyed or distributed through piping systems.

1. Effective January 1, 1965, no person shall install a gas appliance unless it is approved by the Board or tested, according to specifications accepted by the Board, by one of the following organizations:

a) The Canadian Gas Association (CGA)
b) Canadian Standards Association (CSA)
c) Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)

which will vouch for this test by affixing its seal of approval to said appliance. The electrical components shall be tested in accordance with the requirements of the Canadian Electrical Code.

2. 1) The installation, replacement and removal of any gas appliance shall be effected in accordan-

faits conformément aux prescriptions des première et deuxième parties du Code des Installations de Gaz, tel qu'adopté par l'ordonnance No G-40 de la Régie de l'Électricité et du Gaz.

2°) La construction, l'installation, la réparation, l'entretien, le remplacement, la suppression et l'inspection de toute tuyauterie à gaz, en tout ou en partie, doivent être faits conformément aux prescriptions des première et deuxième parties du Code des Installations de Gaz, tel qu'adopté par l'ordonnance No G-40 de la Régie de l'Électricité et du Gaz.

3°) La Régie peut exiger que toute épreuve prévue audit Code soit effectuée en présence d'un de ses représentants.

3. 1°) Aucune installation de gaz ne pourra être faite, à moins d'autorisation préalable de la Régie, dans les bâtiments suivants:

a) établissements d'enseignement, d'hospitalisation, d'accueil, lieux de culte, ou de réunion, ainsi que tout autre bâtiment où le public a accès;

b) tout autre bâtiment alimenté en gaz à une pression effective supérieure à ½ livre par pouce carré;

c) tout autre bâtiment qui comporte un appareil à gaz ayant un bloc-brûleur d'un débit calorifique horaire supérieur à 400,000 Btu ou une installation dont le débit calorifique total dépasse 1,000,000 Btu par heure.

2°) Avant d'accorder son autorisation, la Régie peut exiger tous plans, devis et autres renseignements relatifs aux installations faisant l'objet du présent article.

4. Lorsque plusieurs conduites montantes sont alimentées par une même canalisation principale, chacune d'elle doit porter une étiquette métallique identifiant clairement les pièces, appartements ou locaux qu'elle dessert.

5. 1°) Avant de fournir du gaz à toute installation, le distributeur doit s'assurer qu'elle est conforme à la loi, aux règlements de la Régie et aux prescriptions du Code des Installations de Gaz.

2°) La Régie, si elle le juge à propos, pourra en outre exiger que toute installation de gaz soit vérifiée par un de ses inspecteurs avant d'être utilisés. Toutefois, nulle personne ne pourra exiger qu'une telle vérification soit effectuée.

6. 1°) Tout distributeur ou installateur gazier responsable d'une interruption de service du gaz doit en aviser tous les usagers affectés.

2°) Il incombe aussi au distributeur ou à l'installateur gazier de s'assurer, lors du rétablissement du service du gaz, que tous les robinets des appareils d'utilisation sont bien fermés et les veilleuses rallumées.

7. Avant d'entreprendre la construction, la modification, le remplacement ou la suppression de tout système de transport et de tout réseau de distribution de gaz ainsi que de toute installation connexe, le distributeur doit en informer la Régie. Lorsque ces travaux atteignent une importance préalablement déterminée par la Régie, le distributeur doit, en outre, aviser cette dernière de la date prévue du début desdits travaux.

8. 1°) La construction, la réparation, l'entretien, le remplacement et l'inspection de tout système de transport de gaz, réseau de distribution et branchement d'immeuble doivent être faits conformément aux rescriptions du code ASA B31.8-1963, « Cas Transmission and Distribution Fiping Systems », publié par The American Society of Mechanical Engineers. Au cas

ce with the requirements of the first and second parts of the Code Governing Gas Installations as enacted by Order No G-40 of the Electricity and Gas Board.

2) The construction, installation, repair, maintenance, replacement, removal and inspection of any gas piping, in whole or in part, shall be effected in accordance with the requirements of the first and second parts of the Code Governing Gas Installations, as enacted by Order No G-40 of the Electricity and Gas Board.

3) The Board may require that any test prescribed by said Code be witnessed by one of its representatives.

3. 1) No gas installation shall be made, unless previously authorized by the Board, in any of the following buildings:

a) educational institutions, hospitals, asylums, premises used for religious or other meetings, and any other building where the public is admitted;

b) any other building where gas is supplied at a pressure in excess of ½ pound per square inch gauge;

c) any other building where the input of the burner unti of a gas appliance exceeds 400,000 Btu per hour or where the total input of the installed capacity exceeds 1,000,000 Btu per hour.

2) Before granting its authorization, the Board may require the production of any drawings, specifications, and other information pertinent to the installations covered by the present section.

4. Whenever two or more risers are supplied from a single main, each riser shall bear a metal tag clearly identifying the rooms, apartments or premises served.

5. 1) Before supplying gas to any installation, the distributor shall ascertain that it complies with the law, the regulations of the Board and the requirements of the Code Governing Gas Installations.

2) The Board may, if it deems it advisable, require that an inspection be made of any gas installation by one of its inspectors before it is placed in service. However, no person may demand such an inspection.

6. 1) Any distributor or gas installer responsible for an interruption of the gas supply shall notify all consumers affected.

2) It is also the responsibility of the distributor or gas installer to ascertain upon resumption of gas supply, that all gas outlets have been shut and the pilots relighted.

7. Before undertaking the construction, alteration, replacement or removal of any gas conveyance system, distribution network or related installation, the distributor shall notify the Board. Whenever the work involved reaches proportions predetermined by the Board, the distributor shall also advise the latter of the date on which the said work is expected to commence.

8. 1) The construction, repair, maintenance, replacement and inspection of any gas conveyance system, distribution network and service pipe shall be effected in accordance with the requirements of Code ASA B31.8-1963, "Gas Transmission and Distribution Piping Systems", published by the American Society of Mechanical Engineers. In the event of conflict between the requirements

d'incompatibilité entre les prescriptions dudit code et les dispositions des présents règlements, ces dernières prévaudront.

2°) La Régie peut exiger tout document, diagramme, plan, radiographie et toute autre pièce par elle jugée nécessaire pour se rendre compte de l'observation de la loi et des règlements.

3°) La Régie peut exiger que toute épreuve prévue audit code soit effectuée en présence d'un de ses représentants.

9. 1°) Le branchement d'immeuble de chaque bâtiment doit être raccordé séparément et indépendamment au réseau de distribution. Ce branchement doit sortir de terre avant de pénétrer dans le bâtiment; il doit être muni d'un robinet d'arrêt à l'extérieur du bâtiment et d'un autre à l'intérieur aussi près que possible du mur de fondation. Lorsque la sortie de terre du branchement peut présenter un danger, ce branchement doit pénétrer dans le bâtiment au-dessous du niveau du sol et dans ce cas peut n'être muni que d'un robinet d'arrêt à l'intérieur.

2°) Avant de fournir du gaz, le distributeur doit apposer sur le bâtiment au-dessus de l'entrée de tout branchement d'immeuble une marque distinctive agréée par la Régie et visible en tout temps.

10. Tout compteur de gaz doit être placé dans un endroit bien ventilé et facilement accessible. Il doit être protégé de toute flamme, chaleur excessive ainsi que des chocs, vibrations et autres causes de détérioration.

11. À l'occasion du remplacement de tout compteur de gaz pour vérification périodique, et, de toute façon, à intervalles n'excédant pas six ans, le distributeur doit s'assurer du bon fonctionnement de tous les robinets d'arrêt en amont du compteur. Les robinets dont la fermeture est difficile ou impossible doivent être remplacés.

12. Au début de chaque exercice financier, tout distributeur doit soumettre à la Régie son programme de détection des fuites de gaz pour l'année en cours et, à la fin du même exercice, un rapport des constatations et des mesures prises pour remédier auxdites fuites. De même, tout distributeur doit soumettre à la Régie son programme annuel d'entretien de ses systèmes de transport et de ses réseaux de distribution de gaz ainsi que des installations connexes.

13. Tout distributeur doit tenir à jour des plans indiquant ses systèmes de transport de gaz, ses réseaux de distribution et ses installations connexes, ainsi que l'emplacement des vannes, régulateurs et autres accessoires. Ces plans devront toujours être à la disposition de la Régie ou d'un de ses représentants.

14. Tout distributeur doit tenir à jour une liste complète des noms et adresses de ses abonnés. Cette liste devra toujours être à la disposition de la Régie ou d'un de ses représentants.

15. 1°) Le gaz vendu ou distribué doit dégager une odeur caractéristique, facilement perceptible lorsque la concentration de gaz, en volume dans l'air, atteint 20% de la limite inférieure d'inflammabilité.

2°) L'odorant utilisé doit être inoffensif, non toxique et n'avoir aucun effet corrosif.

3°) L'air ambiant contenant les produits de la combustion de l'odorant doit être non toxique pour une personne qui le respire.

16. 1°) Seule une personne détenant un certificat de compétence en matière de gaz émis par la Régie, ou travaillent sous la surveillance immédiate et constante d'un tel détenteur, est autorisée à exécuter un travail quelconque sur tout sys-

of said Code and the provisions of present regulations, the latter shall prevail.

2) The Board may require the production of any document, diagram, drawing, X-ray and other evidence which, in its opinion, is necessary to ascertain compliance with the law and the regulations.

3) The Board may require that any test prescribed by said Code be witnessed by one of its representatives.

9. 1) The service pipe of each building shall be connected separately and independently to the distribution network. Said pipe shall rise above ground level before entering the building; it shall be provided with a shut-off valve outside the building and with one inside, as close as practicable to the foundation wall. Should a hazard be created by the service pipe rising above ground level, said pipe shall enter the building below ground level, in which case an inside shut-off valve will be considered sufficient.

2) Before the gas in turned on, the distributor shall affix to the building, above the point of entry of the service pipe, a distinctive mark approved by the Board and visible at all times.

10. Every gas meter shall be installed in a well ventilated and readily accessible location. It shall be protected from sources of ignition, excessive heat as well as from impacts, vibration and other causes of physical damage.

11. At the time of the removal of a gas meter for periodic inspection, and in any event at intervals not exceeding six years, the distributor shall scheck all shut-off valves upstream from the meter to make sure that they operate properly. Any shut-off valve which is difficult or impossible to operate shall be replaced.

12. At the beginning of each fiscal year, every distributor shall submit to the Board its program of gas leakage surveys for the current year and, at the end of the same year, a report on the findings and measures taken to correct the leaks. Similarly, every distributor shall submit to the Board its annual maintenance program of its gas conveyance systems, distribution networks and related installations.

13. Every distributor shall keep up-to-date maps of its gas conveyance systems, distribution networks and related installations, indicating the location of valves, regulators and other accessories. Said maps shall at all times be at the disposal of the Board or of any of its representatives.

14. Every distributor shall keep a complete and up-to-date record of the names and addresses of his customers. Said record shall at all times be at the disposal of the Board or of any of its representatives.

15. 1) All gas sold or distributed shall be odorized in such a manner that the odour is readily perceptible when the volumetric concentration of gas in the air reaches 20% of the lower inflammability limit.

2) The odorant used shall be harmless, non-toxic and have no corrosive effect.

3) The atmosphere containing the products of combustion from the odorant shall be non-toxic to a person breathing it.

16. 1) No person other than the holder of a certificate of competency in gas matters issued by the Board, or working under the direct and constant supervision of a person holding such a certificate, shall perform work of any nature

tème de transport, réseau de distribution, branchement d'immeuble, tuyauterie ou appareil à gaz.

2°) Avant d'émettre un tel certificat, la Régie s'assurera par tous les moyens à sa disposition, y compris examens oraux ou écrits ou les deux, que le candidat possède une connaissance suffisante des propriétés des gaz, de leur technique, des codes de sécurité en vigueur et des règlements de la Régie.

3°) Toute demande de certificat devra être remplie et signée par le candidat sur une formule fournie par la Régie.

4°) Les certificats ne seront valables que pour un an et toute demande de renouvellement devra être faite au moins un mois avant la date d'expiration du certificat.

5°) Ces certificats ne sont pas transférables. Ils pourront être révoqués dans le cas où le détenteur enfreindrait la loi, les règlements ou les codes en vigueur. Le contrevenant en sera dûment informé mais il pourra, sur demande, être entendu par la Régie.

6°) Sur demande d'un inspecteur de la Régie, toute personne engagée dans l'un quelconque des travaux spécifiés au paragraphe 1°) devra exhiber un certificat de compétence valable pour l'année courante. À défaut d'exhiber ce certificat, elle sera présumés n'en pas détenir et elle sera passible des sanctions prévues par la loi.

7°) Advenant qu'un détenteur de certificat établisse que son certificat a été perdu ou détruit, il pourra, sur affidavit à cet effet, en obtenir duplicata de la Régie.

17. 1°) Tout inspecteur de la Régie peut apposer une étiquette jaune sur toute installation ou appareil à gaz non conforme à la loi, aux règlements ou aux codes en vigueur, et une étiquette rouge lorsque l'installation ou l'appareil présente un danger.

2°) Il est interdit à toute personne d'utiliser, de faire fonctionner ou d'alimenter en gaz toute installation ou tout appareil sur lesquels une étiquette rouge a été apposée.

3°) Tout inspecteur de la Régie qui a apposé une étiquette sur une installation ou un appareil à gaz devra immédiatement en prévenir:

a) l'usager;

b) le distributeur, qui devra prendre les mesures nécessaires dans les délais qui lui seront indiqués, pour que cette installation ou cet appareil soient rendus conformes à la loi, aux règlements et aux codes en vigueur.

4°) Il est interdit d'altérer, de maculer ou de détruire l'étiquette ainsi apposée; seuls sont autorisés à l'enlever:

a) un inspecteur de la Régie;

b) un installateur gazier qui, conformément aux instructions de l'inspecteur, aura remis en état l'installation ou l'appareil.

5°) Tout installateur gazier qui aura enlevé une étiquette, tel qu'il est prévu au paragraphe 4°*b*,) devra y inscrire son nom, son adresse, le numéro de son certificat, et la transmettre à la Régie sous pli recommandé dans les vingt-quatre heures.

18. Lorsqu'il aura été jugé par une autorité compétente qu'une exploision, un indendie ou un accident est directement ou indirectement imputable au gaz, le distributeur devra en faire rapport sans retard à la Régie et lui communiquer tous les renseignements supplémentaires qu'elle pourra exiger.

19. Les codes mentionnés dans les présents règlements sont acceptés et rendus obligatoires.

20. La Régie peut adopter des mesures et imposer des prescriptions autres que celles qui

whatsoever on any gas conveyance system, distribution network, service pipe, piping or appliance.

2) Before issuing such a certificate, the Board will ascertain by every means at its disposal, including oral or written examinations (or both), that the applicant has an adequate knowledge of the properties of gazes, their technique, of safety codes in force and of the regulations of the Board.

3) Every application for a certificate shall be made on a form supplied by the Board and signed by the applicant.

4) Certificates will be valid for one year only and any application for renewal shall be made at least one month prior to the expiration of the certificate.

5) Certificates are non-transferable. They may be revoked in case of infringement, by the holder, of the law, of the regulations or of the codes in force. In such an event, the offender will be duly informed but may, upon request, be heard by the Board.

6) Upon request from an inspector of the Board, any person engaged in the performance of any work specified in subsection 1 shall produce a certificate of competency valid for the current year. Should said person be unable to produce such a certificate, he will be considered as not possessing one and he shall be liable to the penalties provided for by law.

7) In the event of a certificate holder submitting proof of loss or destruction of his certificate, he will be able, upon producing an affidavit, to obtain from the Board a duplicate thereof.

17. 1) Any inspector of the Board may affix a yellow tag to any gas installation or appliance not complying with the law, the regulations or the codes in force, and a red tag when the installation or the appliance is considered dangerous.

2) No person shall use, operate or supply with gas any installation or any appliance to which a red tag has been affixed.

3) Every inspector of the Board who has tagged a gas installation or appliance shall forthwith notify;

a) the consumer;

b) the distributor, who shall take the necessary steps, within the prescribed time limit, to ensure that said installation or said appliance has been made to comlpy with the law, the regulations and the codes in force.

4) Any tag so affixed shall not be altered, defaced or destroyed by anyone; the only persons authorized to remove such tag are:

a) an inspector of the Board;

b) a gas installer, after the installation or the appliance has been remedied or repaired according to instructions received from the inspector.

5) Every gas installer who has removed a tag as provided in subsection 4 *b*) shall thereon inscribe his name, address, the number of his certificate, and forward it to the Board by registered mail within twenty-four hours.

18. In the event that an explosion, a fire or an accident is directly or indirectly attributed to gas by a competent authority, the distributor shall notify the Board without delay, giving any additional information requested.

19. All codes referred to in the present regulations are adopted and rendered obligatory.

20. The Board, if it deems it appropriate for public safety, may adopt measures and prescribe

sont prévues aux présentes règlements si, dans son opinion, le sécurité l'exige.

21. Toute personne qui enfreint une disposition quelconque des présents règlements ou contrevient à un ordre de la Régie est passible des sanctions prévues par la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 12.

DEUXIÈME PARTIE

Dans cette deuxième partie des règlements, lorsque le mot « gaz » est employé seul, il désigne « gaz de pétrole liquéfié ».

« Gaz de pétrole liquéfié »: tout hydrocarbure, gazeux à la température ordinaire et à la pression atmosphérique, liquéfiable à une pression relativement faible, entreposé, emmagasiné, transporté, manipulé ou distribué autrement qu'au moyen de canalisations.

1. À compter du 1er janvier 1965, il est interdit à toute personne d'installer un appareil à gaz à moins qu'il ne soit approuvé par la Régie, ou éprouvé, selon des normes acceptées par la Régie, par l'un des organismes ci-après désignés:

a) The Canadian Gas Association, (CGA)
b) Canadian Standards Association, (CSA)
c) Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)

qui attestera cette épreuve ne apposant son sceau d'approbation sur ledit appareil. L'éprouve des éléments électriques doit être faite conformément aux prescriptions du Code Canadien de l'Électricité.

2. 1°) L'installation, le remplacement et la suppression de tout appareil à gaz doivent être faits conformément aux prescriptions de la troisième partie du Code des Installations de Gaz, tel qu'adopté par l'ordonnance No G-40 de la Régie de l'Électricité et du Gaz.

2°) La construction, l'installation, la réparation, l'entretien, le remplacemnt, la suppression et l'inspection de toute tuyauterie à gaz, en tout ou en partie, doivent être faits conformément aux prescriptions de la troisième partie du Code des Installations de Gaz, tel qu'adopté par l'ordonnance No G-40 de la Régie de l'Électricité et du Gaz.

3°) La Régie peut exiger que toute épreuve prévue audit code soit effectuée en présence d'un de ses représentants.

3. L'entreposage, l'emmagasinage, le transport et la manutention de tout gaz doivent être faits conformément aux prescriptions de la troisième partie du Code des Installations de Gaz.

4. 1°) Aucune installation de gaz ne pourra être faits, à moins d'autorisation préalable de la Régie, dans les bâtiments suivants:

a) établissements d'enseignement, d'hospitalisation, d'accueil, lieux de culte ou de réunion, ainsi que tout autre bâtiment où le public a accès;

b) tout autre bâtiment alimenté en gaz à une pression effective supérieure à ½ livre par pouce carré;

c) tout autre bâtiment qui comporte un appareil à gaz ayant un bloc-brûleur d'un débit calorifique horaire supérieur à 400,000 Btu ou une installation dont le débit calorifique total dépasse 1,000,000 Btu par heure.

2°) Avant d'accorder son autorisation, la Régie peut exiger tous plans, devis et autres renseignements relatifs aux installations faisant l'objet du présent article.

5. 1°) Avant de fournir du gaz à toute installation, le distributeur doit s'assurer qu'elle est conforme à la loi, aux règlements de la Régie et aux prescriptions du Code des Installations de Gaz.

standards other than those specified in the present regulations.

21. Every person who infringes any provision of the present regulations or disobeys an order of the Board shall be liable to the penalties provided under Statute 7-8, Elizabeth II, chapter 12.

PART TWO

In this second part of the regulations, the word "gas", when used alone, means "liquefied petroleum gas".

"Liquefied petroleum gas": any hydrocarbon, gaseous at normal temperature and atmospheric pressure, which can be liquified under moderate pressure, warehoused, stored, transported, handled or distributed otherwise than through piping systems.

1. Effective January 1st 1965, no person shall install a gas appliance unless it is approved by the Board or tested, according to specifications accepted by the Board, by one of the following organizations:

a) The Canadian Gas Association (CGA)
b) Canadian Standards Association (CSA)
c) Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)

which will vouch for this test by affixing its seal of approval to said appliance. The electrical components shall be tested in accordance with the requirements of the Canadian Electrical Code.

2. 1) The installation, replacement and removal of any gas appliance shall be effected in accordance with the requirements of the third part of the Code Governing Gas Installations, as enacted by Order No. G-40 of the Electricity and Gas Board.

2) The construction, installation, repair, maintenance, replacement, removal and inspection of any gas piping, in whole or in part, shall be effected in accordance with the requirements of the third part of the Code Governing Gas Installations, as enacted by Order No. G-40 of the Electricity and Gas Board.

3) The Board may require that any test prescribed by said Code be witnessed by one of its representatives.

3. The warehousing, storage, transportation and handling of gases shall be effected in accordance with the requirements of the third part of the Code Governing Gas Installations.

4. 1) No gas installation shall be made, unless previously authorized by the Board, in any of the following buildings:

a) educational institutions, hospitals, asylums, premises used for religious or other meetings, and any other building where the public is admitted;

b) any other building where gas is supplied at a pressure in excess of ½ pound per square inch gauge;

c) any other building where the input of the burner unit of a gas appliance exceeds 400,000 Btu per hour or where the total input of the installed capacity exceeds 1,000,000 Btu per hour.

2) Before granting its authorization, the Board may require the production of any drawings, specifications and other information pertinent to the installations covered by the present section.

5. 1) Before supplying gas to any installation, the distributor shall ascertain that it complies with the law, the regulations of the Board and the requirements of the Code Governing Gas Installations.

2°) La Régie, si elle le juge à propos, pourra en outre exiger que toute installation de gaz soit vérifiée par un de ses inspecteurs avant d'être utilisée. Toutefois, nulle personne ne pourra exiger qu'une telle vérification soit effectuée.

6. Tout compteur de gaz doit être placé dans un endroit bien ventilé et facilement accessible. Il doit être protégé de toute flamme, chaleur excessive ainsi que des chocs, vibrations et autres causes de détérioration.

7. Tout distributeur doit tenir à jour une liste complète des noms et adresses de ses clients. Cette liste devra toujours être à la disposition de la Régie ou d'un de ses représentants.

8. Lorsqu'une installation de gaz cesse d'être utilisée, la tuyauterie raccordant cette installation au récipient d'alimentation doit être débranchée par le propriétaire du récipient après fermeture hermétique du robinet. Tout récipient ainsi débranché, vide ou non, devra rester à l'extérieur des bâtiments.

9. 1°) Personne n'est autorisé à transporter, transvaser, entreposer, emmagasiner ou distribuer tout gaz à moins de détenir de la Régie un certificat d'enregistrement à cet effet. Avant d'émettre un tel certificat, la Régie pourra s'il y a lieu exiger tous plans, devis et autres renseignements par elle jugés pertinents.

2°) Seule une personne détenant un certificat de compétence en matière de gaz émis par la Régie, ou travaillant sous la surveillance immédiate et constante d'un tel détenteur, est autorisée à exécuter un travail quelconque sur tout appareil où tuyauterie à gaz. Avant d'émettre un tel certificat, la Régie s'assurera par tous les moyens à sa disposition, y compris examens oraux ou écrits ou les deux, que le candidat possède une connaissance suffisante des propriétés des gaz, de leur technique, des codes de sécurité en vigueur et des règlements de la Régie.

3°) Toute demande de certificat d'enregistrement ou de compétence devra être remplie et signée par le candidat sur une formule fournie par la Régie.

4°) Les certificats ne seront valables que pour un an et toute demande de renouvellement devra être faite au moins un mois avant la date d'expiration du certificat.

5°) Ces certificats ne sont pas transférables. Ils pourront être révoqués dans le cas où le détenteur enfreindrait la loi, les règlements ou les codes en vigueur. Le contrevenante n sera dûment informé mais il pourra, sur demande, être entendu par la Régie.

6°) Sur demande d'un inspecteur de la Régie, toute personne engagée dans l'une quelconque des opérations spécifiées aux paragraphes 1° et 2° devra exhiber le certificat approprié valable pour l'année courante. À défaut d'exhiber ce certificat, elle sera présumée n'en pas détenir et elle sera passible des sanctions prévues par la loi.

7°) Advenant qu'un détenteur de certificat établisse que son certificat a été perdu ou détruit, il pourra, sur affidavit à cet effet, en obtenir duplicata de la Régie.

10. 1°) Tout inspecteur de la Régie peut apposer une étiquette jaune sur toute installation ou appareil à gaz non conforme à la loi, aux règlements ou aux codes en vigueur, et une étiquette rouge lorsque l'installation ou l'appareil présente un danger.

2°) Il est interdit à toute personne d'utiliser, de faire fonctionner ou d'alimenter en gaz toute installation ou tout appareil sur lesquels une étiquette rouge a été apposée.

2) The Board may, if it deems it advisable, require that an inspection be made of any gas installation by one of its inspectors before it is placed in service. However, no person may demand such an inspection.

6. Every gas meter shall be installed in a well ventilated and raedily accessible location. It shall be protected from sources of ignition, excessive heat as well as from impacts, vibration and other causes of physical damage.

7. Every distributor shall keep a complete and up-to-date record of the names and addresses of his customers. Said record shall, at all times, be at the disposal of the Board or of any of its representatives.

8. Whenever the use of a gas installation is discontinued, the container valve shall be tightly closed and the connecting piping disconnected by the owner of the container. Any such disconnected container, whether full or empty, shall remain outside buildings.

9. 1) No person shall transport, transfer, warehouse, store or distribute any gas unless he is the holder of a certificate of registration issued by the Board. Before issuing such a certificate, the Board may, if it deems it advisable, require the production of any drawings, specifications and other pertinent information.

2) No person other than the holder of a certificate of competency in gas matters issued by the Board, or working under the direct and constant supervision of a person holding such a certificate, shall perform work of any nature whatsoever on any gas appliance or piping. Before issuing such a certificate, the Board will ascertain, by every means at its disposal, inculding oral or written examinations (or both), that the applicant has an adequate knowledge of the properties of gases, their technique, of safety codes in force and of the regulations of the Board.

3) Every application for a certificate of registration or of competency shall be made on a form supplied by the Board and signed by the applicant.

4) Certificates will be valid for one year only and any application for renewal shall be made at least one month prior to the expiration of the certificate.

5) Certificates are non-transferable. They may be revoked in case of infringement, by the holder, of the law, of the regulations or of the codes in force. In such an event, the offender will be duly informed but may, upon request, be heard by the Board.

6) Upon request from an inspector of the Board, any person engaged in the performance of any work specified in subsections 1 and 2 shall produce the appropriate certificate, valid for the current year. Should said person be unable to produce such a certificate, he will be considered as not possessing one and he shall be liable to the penalties provided for by law.

7) In the event of a certificate holder submitting proof of loss or destruction of his certificate, he will be able, upon producing an affidavit, to obtain from the Board a duplicate thereof.

10. 1) Any inspector of the Board may affix a yellow tag to any gas installation or appliance not complying with the law, the regulations or the codes in force, and a red tag when the installation or the appliance is considered dangerous.

2) No person shall use, operate or supply with gas any installation or any appliance to which a red tag has been affixed.

3°) Tout inspecteur de la Régie qui a apposé une étiquette sur une installation ou un appareil à gaz devra immédiatement en prévenir:

a) l'usager;

b) le distributeur, qui devra prendre les mesures nécessaires dans les délais qui lui seront indiqués, pour que cette installation ou cet appareil soient rendus conformes à la loi, aux règlements et aux codes en vigueur.

4°) Il est interdit d'altérer, de maculer ou de détruire l'étiquette ainsi apposée; seuls sont autorisés à enlever ladite étiquette:

a) un inspecteur de la Régie;

b) un installateur gazier qui, conformément aux instructions de l'inspecteur, aura remis en état l'installation ou l'appareil.

5°) Tout installateur gazier qui aura enlevé une étiquette, tel que prévu au paragraphe 4°*b*) devra y inscrire son nom, son adresse, le numéro de son certificat, et la transmettre à la Régie sous pli recommandé dans les vingt-quatre heures.

11. Lorsqu'il aura été jugé par une autorité compétente qu'une explosion, un incendie ou un accident est directement ou indirectement imputable au gaz, le distributeur devra en faire rapport sans retard à la Régie et lui communiquer tous les renseignements supplémentaires qu'elle pourra exiger.

12. Les présents règlements s'appliquant également aux installations et appareils à gaz montés sur véhicules tels que roulottes, remorques, camions, ainsi qu'à toutes autres installations mobiles.

13. Les codes mentionnés dans les présents règlements sont acceptés et rendus obligatoires.

14. La Régie peut adopter des mesures et imposer des prescriptions autres que celles qui sont prévues aux présents règlement si, dans son opinion, la sécurité l'exige.

15. Toute personne qui enfreint une disposition quelconque des présents règlements ou contrevient à un ordre de la Régie est passible des sanctions prévues par loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 12.

7702-o

3) Every inspector of the Board who has tagged a gas installation or appliance shall forthwith notify:

a) the consumer;

b) the distributor, who shall take the necessary steps, within the prescribed time limit, to ensure that said installation or said appliance has been made to comply with the law, the regulations and the codes in force.

4) Any tag so affixed shall not be altered, defaced or destroyed by anyone; the only persons authorized to remove such tag are:

a) an inspector of the Board;

b) a gas installer, after the installation or the appliance has been remedied or repaired according to instructions received from the inspector.

5) Every gas installer who has removed a tag as provided in subsection 4 *b*) shall thereon inscribe his name, address, the number of his certificate, and forward it to the Board by registered mail within twenty-four hours.

11. In the event that an explosion, a fire or an accident is directly or indirectly attributed to gas by a competent authority, the distributor shall notify the Board without delay, giving any additional information requested.

12. The present regulations also apply to gas installations and appliances located on vehicles such as mobile homes, trailers, trucks, as well as to any other mobile installation.

13. All codes referred to in the present regulations are adopted and rendered obligatory.

14. The Board, if it deems it appropriate for public safety, may adopt measures and prescribe standards other than those specified in the present regulations.

15. Every person who infringes any provision of the present regulations or disobeys an order of the Board shall be liable to the penalties provided under Statute 7-8, Elizabeth II, chapter 12.

7702-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1526

Québec, le 12 août 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le concours d'architecture scolaire du Québec.

ATTENDU QU'il y a lieu d'adapter l'équipement scolaire en général et les bâtiments d'écoles en particulier aux besoins d'un système d'éducation rajeuni;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à des recherches spéciales en vue de permettre la réalisation de ces constructions d'écoles le plus économiquement possible;

ATTENDU QU'à cette fin, il faut fournir l'occasion aux architectes de la province de présenter aux commissions scolaires des types diversifiés d'écoles;

ATTENDU QUE l'un des meilleurs moyens pour atteindre ces buts est de procéder par voie de concours d'architecture;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire des règlements aux fins de déterminer les conditions de ce concours;

ATTENDU QU'il est nécessaire de former un jury qui sera appelé à juger les projets soumis par les concurrents;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1526

Quebec, August 12, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the Quebec School Architecture Competition.

WHEREAS, there is ground for adapting school equipment in general and school buildings in particular to the needs of a rejuvenated sytem of education;

WHEREAS, there is ground to proceed to do special research with a view to carrying out this school construction as economically as possible;

WHEREAS, for this purpose it is necessary to give the architects of the province the opportunity of presenting diversified types of schools to the school commissions;

WHEREAS, one of the best means of reaching these goals is to proceed by way of an architectural competition;

WHEREAS, there is ground to make regulations for the purposes of determining the conditions of this competition;

WHEREAS, it is necessary to form a jury which shall be called upon to judge the projects submitted by the competitors;

ATTENDU QUE pour stimuler les architectes à soumettre les meilleurs projets possibles, il y a lieu de décerner trois prix d'une valeur totale de $9,000.00.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QU'il soit autorisé à procéder à la tenue d'un concours d'architecture scolaire en vue de la préparation de plans et devis pour la construction d'écoles élémentaires de 8, 10 et 12 classes;

2° QU'il soit autorisé à faire les règlements et conditions dudit concours, qui seront publiés dans la *Gazette officielle de Québec*;

3° QUE les services de monsieur Jean Damphousse, architecte de Montréal, soient retenus à titre de conseiller professionnel du concours;

4° QUE les membres du jury appelés à juger les projets soumis par les concurrents soient les suivants:

M. R. T. Affleck, architecte de Montréal
M. Jean-Paul Carlhian, architecte de Boston
M. V. Prus, architecte de Montréal,
M. Julien Hébert, « designer » de Montréal,

et toutes autres personnes désignées par le ministre de l'éducation; monsieur Jean Damphousse agira comme président du jury;

5° QUE les prix suivants soient décernés aux trois meilleurs candidats, suivant le verdict du jury:

1er prix: $5,000.00,
2ème prix: $3,000.00,
3ème prix: $1,000.00;

6° QUE ce montant de $9,000.00 soit payé à même l'item 28 du budget du ministère de l'éducation pour l'année financière 1964-65.

JACQUES PRÉMONT,
7742 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1638

Section « A »

Québec, le 26 août 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, Section « E » (Électriciens).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « E » (Électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juillet 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

WHEREAS, to stimulate the architects to submit the best possible projects, there is ground to award three prizes of a total value of $9,000.00.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Education:

1. THAT it be authorized to proceed with the holding of a school architecture competition with a view to preparing plans and estimates for the construction of elementary schools of 8, 10 and 12 class rooms;

2. THAT it be authorized to make the regulations and conditions of the said competition, which shall be published in the *Quebec Official Gazette*;

3. THAT the services of Mr. Jean Damphousse, architect of Montreal, be retained as professional adviser for the competition.

4. THAT the members of the jury called upon to judge the projects submitted by the competitors be the following:

Mr. R. T. Affleck, architec of Montreal
Mr. Jean-Paul Carlhian, architect of Boston
Mr. V. Prus, architect of Montreal
Mr. Julien Hébert, designer of Montreal,

and any other persons designated by the Minister of Education; Mr. Jean Damphousse shall act as chairman of the jury;

5. THAT the following prizes be awarded to the three best candidates, according to the verdict of the jury:

1st prize: $5,000.00,
2nd prize: $3,000.00,
3rd prize: $1,000.00;

6. THAT this amount of $9,000.00 be paid out of budget item 28 of the Department of Education for the fiscal year 1964-1965.

JACQUES PRÉMONT,
7742-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1638

Section "A"

Quebec, August 26, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, Section "E" (Electricians).

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "E" (Electricians) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit ot the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 11, 1964;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE la section « E » (Électriciens) dudit décret, numéro 613, soit modifiée comme suit:

Le titre et la première phrase du paragraphe « *b* » de l'article V (Équipes régulières), sont remplacés par les suivants:

« *b*) *Autres équipes:* Tout travail de construction, de modification ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deçà des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers. »

JACQUES PRÉMONT,
7712-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

THAT section "E" (Electricians) of the said decree, number 613, be amended as follows:

The title and the first sentence of paragraph "*b*" of article V (Regular shifts), are replaced by the following:

"*b*) *Other shifts:* All building, alteration or repair work which, for sufficient reason, cannot be done within the limits of hours hereabove determinated for starting and finishing, may be done in other periods of the day, at regular rates."

JACQUES PRÉMONT,
7712-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1637

Québec, le 26 août 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Marchands d'Autos des Cantons de l'Est, d'une part; et,

L'Association des Employés de Garages des Cantons de l'Est affiliée à la Fédération Nationale de la Métallurgie et à la C.S.N. d'autre part;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1964;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1964.

Article I

DÉFINITION

Aux fins du décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Artisan:* Le terme « artisan », dans les métiers de l'industrie de l'automobile, comprend toute personne qui exécute habituellement de ses propres mains un travail faisant l'objet du décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite.

Doit être aussi considéré comme « artisan » aux fins du décret, toute personne physique ou

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1637

Quebec, August 26, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the juridical extension of a collective labour agreement relating to the garage employees in the regoin of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the clolective labour agreement entered into between:

Automobile Dealers Association of the Eastern Townships, on the one part; and

"L'Association des Employés de Garages des Cantons de l'Est", affiliated to the National Metal Workers Federation and to the C.N.T.U., on the other part;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 6, 1964;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections made have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Act, with however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 6, 1964:

Article I

DEFINITION

For the purposes of the decree, the following words and terms have the meaning given to them hereinafter:

a) *Artisan:* The word "artisan", in the automobile trades, comprises any person who executes ordinarily, with his own hands, work regulated by the decree by the job or otherwise through verbal or written agreement.

Shall also be considered as "artisan" for the purposes of the decree, any person, association

morale, société ou corporation qui, pour son propre compte, répare un ou plusieurs véhicules à moteur, fait du travail de carosserie, fait le réglage des moteurs ou exécute tout autre travail visé par le décret sur le ou lesdits véhicules, dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumé réparer des véhicules à moteur dans un tel but, toute personne qui entreprend, dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule à moteur.

b) Apprenti: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

c) Compagnon: Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: Charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, bourrelier, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre, soudeur, spécialiste du radiateur, spécialiste du rechapage, spécialiste de la cuisson, spécialiste du polissage, spécialiste de l'alignement des roues, spécialiste du réglage du moteur, spécialiste des freins, spécialiste de la transmission automatique, spécialiste de la suspension, spécialiste du différentiel, spécialiste du chassis, vitrier, vérificateur, vulcaniseur, etc.

d) Démonteur: Le mot « démonteur » désigne toute personne qui fait le démontage des véhicules à moteur dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebut.

e) Préposé au service: Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse ou lave ou conduit des véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs ou exécute des réparations mineures sur les véhicules à moteur.

f) Commissionnaire: Le mot « commissionnaire » désigne tout salarié qui fait, comme principal travail, la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

g) Salarié: Le mot « salarié » désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange ou toute personne qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

h) Vérificateur: Le mot « vérificateur » désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules à moteur et à l'estimation de toutes les réparations.

i) Vendeur de service: Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription de commande et, de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparations ou un garage assujetti au décret.

Aux fins d'application des deux paragraphes « *h* » et « *i* » précédents, les vérificateurs et vendeurs de service ne sont pas assujettis au décret tant et aussi longtemps qu'ils n'exécutent aucun travail de métier.

Note: Toute personne qui a la surveillance d'un ouvrage et qui exécute du travail de métier est considérée comme un salarié de ce métier et son salaire est fixé conformément aux taux de salaires stipulés dans le décret.

j) Concierge: Le mot « concierge » désigne tout salarié qui chauffe et fait le nettoyage et l'entretien d'un établissement couvert par le décret.

or corporation who repairs, does body work or tune-up work or executes any other work governed by the decree for his own account on one for more motor vehicles for the purpose of selling same or of speculating.

Shall be considered as repairing motor vehicles for such a purpose, any such person who contracts for or begins in the same year the repair of more than one motor vehicle.

b) Apprentice: The word "apprentice" means any person learning one of the traces mentioned in the decree.

c) Journeyman: The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competency in one of the trades of the automobile industry such as: wheelwright, bodyworker, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, upholsterer, upholstery cleaner, painter, welder, radiator repair specialist, retreading specialist, burning specialist, buffing specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake repair specialist, automatic-transmission specialist, auto spring specialist, differential specialist, frame specialist, tester, glazier, vulcanizer, etc.

d) Demolisher: The word "demolisher" means any person demolishing motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) Service man: The term "service man" means any employee who sells gasoline or lubricants, greases or washes motor vehicles and or drives motor vehicles, does the cleaning or attends to the heating of establishment, changes or repairs air tubes or tires, changes batteries or performs various minor repairs on motor vehicles.

f) Commissionnaire: The word "commissionnaire" means any employee whose main work consists in delivering and transporting goods with a vehicle of which he is in charge.

g) Employee: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or common worker, stock room clerk or any employee who works individually, in group or in partnership.

h) Tester: The word "tester" means any employee who does the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof.

i) Service salesman: The term "service-salesman" means any employee who receives customers and sees to the distribution and coordination of the work the writing down of orders and, in general, gives service to the customers in a machine repair shop or a garage governed by the present decree.

For the purpose of application of the above paragraphs "*h*" and "*i*", testers and service salesmen are not subject to the decree so long as they do not perform trade work.

Provisio: Any person entrusted with the supervision of the work and who performs trade work is considered as an employee of such trade. His wage rate shall be as hereafter determined.

j) Janitor: The word "janitor" means any employee who does or attends to the heating, the cleaning and the maintenance of an establishment covered by the decree.

k) Préposé aux pièces de rechange: Ce terme désigne tout salarié affecté au déballage, à l'emmagasinage, à la vente, à la livraison et à l'expédition des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au bon fonctionnement d'un véhicule à moteur.

l) Gardien de nuit: Le terme « gardien de nuit » désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, garer les voitures, nettoyer et entretenir l'établissement ou effectuer divers services d'urgence.

m) Atelier de mécanique: Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs et diverses autres pièces de véhicules à moteur.

n) Poste d'essence: Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente d'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou un locataire comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal.

o) Station-service: Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel les véhicules à moteur sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés, remisés, et sur lesquels peuvent être faites de petites réparations. Il désigne aussi l'endroit où le commerce consiste dans la vente d'essence et de lubrifiants, dans la vente et le montage de pneus, pièces et accessoires de véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considérée, aux fins d'application du décret, comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

p) Garage: Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage et le remisage des véhicules à moteur. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient réparés du véhicule à moteur ou non.

q) Terrain de démontage: Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés, réparés ou vendus comme matériel utilisable ou comme ferraille.

r) Terrain ou garage de stationnement: Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou remisage de véhicules à moteur. Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus.

s) Magasin de pièces: Le terme « magasin de pièces » désigne tout endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des accessoires ou pièces, d'équipement de garage ou de pièces d'équipement, neufs ou usagés, nécessaires à la conduite ou au fonctionnement des véhicules à moteur. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques ne sont pas exclus.

t) Le terme « pompiste » désigne tout salarié ou artisan qui distribue de l'essence ou des carburants aux automobilistes à l'aide de pompes, dans un poste d'essence.

k) Stock room clerk: The term "stock room clerk" means any employee doing the unpacking, storing, selling, delivery and shipping of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor vehicle.

l) Night watchman: The term "night watchman" means any employee whose functions consist in watching the establishment or place of business, opening doors, placing vehicles, cleaning, maintaining the establishment or rendering minor urgent services.

m) Machine shop: The term "machine-shop" means any place where automobile motors and various other automobile parts are rebuilt, reconditioned, repaired and fitted.

n) Gasoline Station: The term "gasoline station" means any place, stationary or portable, where gasoline and lubricants for motor vehicles are sold exclusively, whether the said place be operated by an owner or by a tenant as the principal establishment or as an accessory to a principal establishment.

o) Service Station: The term "service Station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated, stored and where minor repairs may be performed on such vehicles. It means also the place where business consists in selling gasoline and lubricants and selling and installing tires, parts and accessories for motor vehicles.

However, if the service station comprises a department for mechanical work or for the repair of motor vehicles, the said department, for the purpose of the decree, is considered as a garage and is subject to the working conditions established for garages and machine shops.

p) Garage: The word "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, demoslished or stored. All establishments engaged, exclusively or partly, in the repair of parts or accessories required for the driving or operation of a motor vehicle, whether or not such parts or accessories be part of the motor vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree.

q) Scrapping yard: The term "scrapping yard" means any place where motor vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

r) Parking lot or paking garage: The term "parking lot or parking garage" means any place reserved for parking or storing motor vehicles. However, the establishments that do not service motor vehicles are excluded.

s) Stock room: The term "stock room" means any place where accessories or parts, garage equipment, new or used, required for the upkeep or oprations of motor vehicles are unpacked, stored, sold or delivered. Establishments not adjacent to garages or machine shops are not excluded.

t) The term "pump operator" means any employee or artisan who, in a gasoline station, sells gasoline or fuel to customers by means of pumps.

Article II

a) Champ d'application professionnel: Le décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés de garages, de postes d'essence, de stations-service, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de terrains ou garages de stationnement, de terrains de démontage, d'ateliers de vulcanisation, d'établissements de vente de pneus, de postes de vente d'accessoires ou pièces et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du décret.

Exceptions: Le décret n'est pas applicable:

i. à un garage municipal tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;

ii. aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service, pour autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui, moyennant rémunération ou non.

iii. au chef ou gérant de département des pièces et accessoires ni au chef ou gérant de service ni enfin au chef de département de carrosserie-peinture et de mécanique. Pour l'application du présent paragraphe, le chef ou gérant du service, le chef du département de carrosserie-peinture et de mécanique seront considérés comme tels s'ils ont chacun au moins quatre (4) salariés sous leurs ordres.

b) Champ d'application territorial: Le décret s'applique:

i. dans le district électoral de Sherbrooke et dans toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles des limites de la cité de Sherbrooke.

ii. dans le district électoral de Stanstead et dans toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de la cité de Magog et de la ville de Coaticook.

iii. dans la cité de Thetford-Mines et dans toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

c) Aux fins de tarification des salaires, le champ d'application territorial est divisé en trois (3) zones comme suit:

Zone I: La cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II: La cité de Magog et la ville de Coaticook et un rayon de dix (10) milles de leurs limites ainsi que la ville de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à l'exclusion du territoire couvert par la zone I.

Zone III: Le reste du champ d'application territorial.

Article III

TAUX DE SALAIRES MINIMA ET CLASSIFICATION

Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des classifications ci-après mentionnées:

a) À compter de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle.*

Article II

a) Professional scope: The decree shall apply to all employers, professional employers, artisans and employees employed in or operating garages, gasoline stations, service stations, motor vehicle machine shops, car washing establishments, parking lots, scrapping yards, tire sales establishments or tire shops, parts and accessories dealers establishments and parts stores situated within the territorial scope of the present decree.

Exceptions: The decree does not apply:

i. to a municipal garage so long as the working conditions therein are determined by a private collective agreement.

ii. to industrial establishments operating as an accessory a garage, a machine shop or service station inasmuch as their services be exclusively limited to their own vehicles or accessories and be not performed for others, even gratuitously.

iii. to chiefs or managers of parts and accessories departments, service managers nor to the chief or head employee of the body work and paint department and mechanical department. For the application of the present paragraph, the chief or service manager, the chief or head employer of the body work and paint department and mechanical department shall be considered as such if they have at least four (4) employees each under their direction.

b) Territorial scope: The decree applies to:

i. the electoral district of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from the limits of the city of Sherbrooke.

ii. the electoral district of Stanstead and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from the limits of the city of Magog and the town of Coaticook.

iii. the city of Thetford-Mines and all municipalities completely or partly located within a radius of five (5) miles from its limits.

c) For the purposes of determining wages, the territorial scope is divided into three (3) zones as follows:

Zone 1: The city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone 2: The city of Magog and the town of Coaticook and a radius of ten (10) miles from their limits and the town of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits with the exception of the territory covered by zone 1.

Zone 3: The remainder of the territorial scope hereabove described.

Article III

MINIMUM WAGES AND CLASSIFICATION

The minimum wage rates shall be as follows for every classification hereafter mentioned:

a— Reckoning from the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette.*

Taux horaire — Hourly rate

	Zones I	II	III
Apprenti: tous les métiers, excepté le préposé au service: — Apprentices: all trades except service man:			
1ère année — 1st year	$1.15	$1.00	$0.85
2ième année — 2nd year	1.30	1.15	1.00
3ième année — 3rd year	1.40	1.25	1.10
4ième année (si l'examen n'a pas été réussi) — 4th year (if the candidate failed in the examination)	1.50	1.35	1.20
Compagnon: tous les métiers, excepté le préposé au service — Journeyman: all trades except service man:			
2ième classe — 2nd class	1.70	1.55	1.40
1ère classe — 1st class	1.85	1.70	1.55
Apprenti préposé au service: — Apprentice: service man:			
1ère année — 1st year	0.95	0.80	0.65
2ième année — 2nd year	1.10	0.95	0.80
3ième année — 3rd year	1.20	1.05	0.90
4ième année — 4th year	1.30	1.15	1.00
Préposé au service: — Service man:			
2ième classe — 2nd class	1.35	1.20	1.05
1ère classe — 1st class	1.45	1.30	1.15
Pompiste — Pump operator	0.95	0.80	0.65
Démonteur — Demolisher	0.90	0.80	0.70
Tout salarié qui exécute des travaux non autrement désignés — Any employee performing work not otherwise designated	0.70	0.70	0.70

Taux hebdomadaire
Weekly rate

Concierge ou gardien de nuit — Janitor or night watchman	$74.80	$64.00	$54.00
Commissionnaire — Commissionnaire	37.00	37.00	37.00
Préposé aux pièces de rechange: — Stock room clerk:			
4ième classe — 4th class	50.10	42.45	37.00
3ième classe — 3rd class	55.10	47.75	42.00
2ième classe — 2nd class	63.10	55.75	47.00
1ère classe — 1st class	73.10	65.75	52.00

b) À compter du 10 février 1965:

b) From February 10, 1965:

Taux horaire — Hourly rate

	Zones I	II	III
Apprenti: tous les métiers, excepté le préposé au service:— Apprentice: all trades except service man:			
1ère année — 1st year	$1.25	$1.12	$0.97
2ième année — 2nd year	1.40	1.27	1.12
3ième année — 3rd year	1.50	1.37	1.22
4ième année (si l'examen n'a pas été réussi) — 4th year (if the candidate failed in the examination)	1.60	1.47	1.32
Compagnon: tous les métiers excepté le préposé au service:— Journeyman: all trades except service man:			
2ième classe — 2nd class	1.80	1.67	1.52
1ère classe — 1st class	1.95	1.82	1.67
Apprenti préposé au service:— Apprentice service man:			
1ère année — 1st year	1.05	0.92	0.77
2ième année — 2nd year	1.20	1.07	0.92
3ième année — 3rd year	1.30	1.17	1.02
4ième année — 4th year	1.40	1.27	1.12
Préposé au service:— Service man:			
2ième classe — 2nd class	1.45	1.32	1.17
1ère classe — 1st class	1.55	1.42	1.27
Pompiste — Pumps operator	1.05	0.92	0.77
Démonteur — Demolisher	0.90	0.80	0.70
Tout salarié qui exécute des travaux non autrement désignés — Any employee performing work not otherwise designated	0.70	0.70	0.70

Taux hebdomadaire
Weekly rate

Concierge ou gardien de nuit — Janitor or night watchman	$77.30	$67.00	$57.00
Commissionnaire — Commissionnaire	42.00	42.00	37.00
Préposé aux pièces de rechange:— Stock room clerk:			
4ième classe — 4th class	55.00	48.35	37.00
3ième classe — 3rd class	60.00	53.65	43.00
2ième classe — 2nd class	68.00	61.65	51.00
1ère classe — 1st class	78.00	71.65	61.00

c) À compter du 1er novembre 1965:

c) From November 1st, 1965:

	Taux horaire — Hourly rate Zones I	II	III
Apprenti: tous les métiers, excepté le préposé au service:— Apprentice: all trades except service man:			
1ère année — 1st year	$1.35	$1.25	$1.10
2ième année — 2nd year	1.50	1.40	1.25
3ième année — 3rd year	1.60	1.50	1.35
4ième année (si l'examen n'a pas été réussi) — 4th year (if the candidate failed in the examination)	1.70	1.60	1.45
Compagnon: tous les métiers, excepté le préposé au service:— Journeyman: all trades except service man:			
2ième classe — 2nd class	1.90	1.80	1.65
1ère classe — 1st class	2.05	1.95	1.80
Apprenti préposé au service:— Apprentice service man:			
1ère année — 1st year	1.15	1.05	0.90
2ième année — 2nd year	1.30	1.20	1.05
3ième année — 3rd year	1.40	1.30	1.15
4ième année — 4th year	1.50	1.40	1.25
Préposé au service:— Service man:			
2ième classe — 2nd class	1.55	1.45	1.30
1ère classe — 1st class	1.65	1.55	1.35
Pompiste — Pump operator	1.15	1.05	0.90
Démonteur — Demolisher	0.90	0.80	0.70
Tout salarié qui exécute des travaux non autrement désignés — Any employee performing work not otherwise designated	0.70	0.70	0.70
	Taux hebdomadaire Weekly rate		
Concierge ou gardien de nuit — Janitor or night watchmen	$79.80	$70.00	$60.00
Commissionnaire — Commissionnaire	47.00	47.00	42.00
Préposé aux pièces de rechange:— Stock room clerk:			
4ième classe — 4th class	59.90	54.25	42.00
3ième classe — 3rd class	64.90	59.55	47.00
2ième classe — 2nd class	72.90	67.55	52.00
1ère classe — 1st class	82.90	77.55	57.00

d) Nonobstant les dispositions du paragraphe « *b* » de l'article X, un salarié de quelque catégorie que ce soit qui travaille comme préposé au service ou gardien, du samedi midi au lundi matin (7 a.m.) ou un jour chômé, peut être rémunéré au taux horaire minimum de l'apprenti préposé au service — 1ère année, dans chacune des zones. Cependant, si au cours de cette période, il doit exécuter du travail qui relève de son propre métier, il doit alors être rémunéré au taux déterminé pour son métier pendant tout le temps ainsi consacré.

d) Notwithstanding the provisions of paragraph "*b*" of article "X", an employee of any category who works as a general hand or watchman, from Saturday noon to Monday morning (7:00 a.m.) or on a holiday, shall be remunerated at the minimum rate of wages of the apprentice service man first year determinted for each zone. However if, in such period, he must perform work of his own trade he shall be remunerated at the rate of his trade for all time so worked.

Article IV

HORAIRES DE TRAVAIL

a) Salariés de garages, de magasins de pièces, d'ateliers de mécanique, de terrain de démontage et de terrain de stationnement:

La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures.

La journée normale de travail est de neuf (9) heures à être faites entre 7 a.m. et 6 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi. Le samedi, le travail est réparti entre 7 a.m. et midi.

b) Préposé au service:

La semaine normale de travail est de soixante (60) heures.

La journée normale de travail est de dix (10) heures, par jour ou par nuit, avec interruption d'une (1) heure pour le repas.

Le préposé au service doit avoir un jour de repos de vingt-quatre (24) heures par semaine de sept (7) jours.

Article IV

HOURS OF WORK

a) Employees of garages, stock rooms, machine shops, scrap yards and parking grounds:

The regular work week shall consist of forty-nine (49) hours.

The regular work day shall consist of nine (9) hours distributed from 7:00 a.m. to 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusively with one (1) hours off for the noon meal; on Saturday, work is distributed between 7:00 a.m. and noon.

b) Service man:

The regular work week shall consist of sixty (60) hours.

The regular work day shall consist of ten (10) hours for day or night work with one (1) hour off for meals.

Service men shall be given one (1) day (twenty-four (24) hours) off per week of seven (7) days.

c) Concierge, gardien de nuit:
La semaine normale de travail est de soixante-douze (72) heures comprenant six (6) nuits de douze (12) heures.

d) L'employeur ne peut pas obliger un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

Article V

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

a) Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures normales de la journée normale et de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de 50%.

b) Tout travail exécuté un jour de congé du salarié entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%).

c) Tout travail exécuté un jour férié non payé entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%), sauf pour les préposés de service.

d) Tout travail exécuté les jours fériés et payés entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%), en plus du paiement de l'indemnité de la fête. Cependant, les préposés au service doivent être payés à raison du salaire normal et ils toucheront, en plus, l'indemnité de la fête, s'ils y ont droit.

e) Toute majoration de salaires pour les heures supplémentaires doit être calculée sur le salaire effectivement payé et non sur le salaire minimum.

f) Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement, doit être payé au taux du salaire majoré applicable et il a droit à une indemnité minimum égale à deux (2) heures de paie, au taux normal.

Article VI

HEURES DE PRÉSENCE

L'indication des heures normales de travail ne constitue pas la garantie d'un minimum d'heures de travail. Cependant, tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toute les heures où il a été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que ses services aient été utilisés ou non, sans préjudice du droit de l'employeur de faire des mises à pied.

Article VII

JOURS FÉRIÉS ET JOURS FÉRIÉS ET PAYÉS

a) Il n'y a aucun travail les dimanches, ni les jours fériés suivants: le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

b) Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial ou tout règlement d'un conseil municipal qui fixe à un autre jour la célébration de l'une ou l'autre des fêtes chômées susmentionnées s'appliquera de droit. Si Noël et le Premier Jour de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant sera réputé jour férié.

c) Les jours suivants seront des jours fériés et payés: en 1964: Le Premier Jour de l'An, la fête du Travail, le Jour de Noël; en 1965: Le Premier Jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le Jour de Noël en 1966: Le Premier Jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour de Noël.

d) Tout salarié doit recevoir à l'occasion de chaque jour férié susmentionné, une indemnité

c) Janitors, night watchmen:
The regular work week shall consist of seventy-two (72) hours comprising six (6) nights of twelve (12) hours.

d) The employer cannot oblige an employee to work more than six (6) hours between each meal.

Article V

OVERTIME

a) All time worked in addition to or outside daily regular hours or weekly regular hours shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half.

b) All time worked on the employee's days off shall be paid double time.

c) All time worked on a holiday without pay shall be paid at the rate of double time, except for service men.

d) All time worked on a holiday with pay shall be remunerated at the rate of time and a half plus the holiday pay except for service men which will be paid at the rate of regular time plus the remuneration for the holiday if they are entitled to it.

e) Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

f) Any employee who is called back to work after he left the establishment will be paid at the overtime rate applicable and shall receive à minimum pay equivalent to two (2) hours at regular rate.

Article VI

HOURS OF PRESENCE

The regular hours of work do not constitute a guarantee of work. However every employee shall be remunerated according to the provisions of the decree for all hours during which he has been present and available in the standard work day whether his services have been used or not. However, this does not mean that an employer may not dismiss employees.

Article VII

HOLIDAYS WITH OR WITHOUT PAY

a) There shall be no regular work on Sundays, and the following holidays: New Year Day, Epiphany, Good Friday, St-John the Baptist Day, Confederation Day, Labor Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

b) Any Federal, Provincial or Municipal Order in Council, Ordinance, law or by-law transferring the celebration of one of the above mentioned holidays shall be applied as if contained herein. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

c) The following holidays are considered as holidays with pay: in 1964; New Year's Day, Labor Day, Christmas Day; in 1965; New Year's Day, St. John Baptiste Day, Labor Day, Christmas Day; in 1966: New Year's Day, St. John Baptist Day, Confederation Day, Labor Day, Christmas Day.

d) For the above mentioned holidays with pay, every employee shall be paid for the number

égale à la rémunération à laquelle il a droit pour une journée normale de travail.

e) Pour bénéficier de ces jours fériés et payés, le salarié doit avoir au moins six (6) mois de service continu pour son employeur et il doit avoir travaillé ou être en congé d'absence autorisé le jour ouvrable qui précède et celui qui suit ce jour férié. L'absence d'un salarié par maladie ou accident depuis moins d'un (1) mois ne le prive pas de son droit à ces jours fériés et payés.

Article VIII

VACANCES PAYÉES

a) Tout salarié qui a, au premier mai de chaque année, moins d'un (1) an de service continu dans une entreprise, a droit à une demi-journée de vacances par mois de service et à un montant égal à deux pour cent (2%) de sa rémunération au cours des douze (12) mois qui précèdent ce premier mai.

b) Tout salarié qui a, au premier mai de chaque année, un (1) an de service continu chez un employeur, a droit à une (1) semaine de vacances payées à raison de deux pour cent (2%) de sa rémunération au cours des douze (12) mois qui précèdent ce premier mai.

c) Tout salarié qui a, au premier mai de chaque année, cinq (5) ans de service continu chez un employeur, a droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de quatre pour cent (4%) de sa rémunération au cours des douze (12) mois qui précèdent ce premier mai.

d) La première semaine de vacances doit être prise entre le premier mai et le premier novembre de chaque année, sauf entente contraire entre l'employeur et le salarié. La deuxième (2ième) semaine de vacances est fixée par l'employeur.

e) L'employeur pourra déterminer l'ordre des départs des salariés au sein d'une même classification. Le choix des périodes de vacances se fera par ordre d'ancienneté au sein d'une même classification et dans la première semaine de mai. Après cette période, le salarié indécis se verra accorder une période de vacances fixée par l'employeur.

f) Tout salarié a droit de recevoir l'indemnité pour ses vacances avant son départ.

g) Si un ou plusieurs jours fériés tombent dans la période de vacances annuelles d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il y a de tels jours.

h) Tout salarié qui quitte son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ l'indemnité de vacances à laquelle il avait droit au premier mai précédent et qu'il n'a pas touchée depuis cette date ainsi que tous les crédits de vacances accumulés depuis cette même date.

Article IX

COSTUMES ET UNIFORMES

a) L'employeur doit fournir et faire blanchir à ses frais, les costumes, uniformes et salopettes qu'il impose à ses salariés. Ces vêtements restent cependant sa propriété.

Toutefois, dans le cas des préposés au service, les uniformes imposés par l'employeur doivent être payés à raison de cinquante pour cent (50%) par l'employeur et cinquante pour cent (50%) par le salarié et demeurent la propriété de l'employeur pendant les six (6) mois qui suivent la date d'achat.

of hours established for a regular day of work.

e) To be entitled to holidays with pay, the employee must have seniority and must be actually working or be on an authorized holiday the work day preceding the holiday and the work day following the holiday. The employee who is absent for illness or accident-illness for less than one (1) month remains entitled to holidays with pay.

Article VIII

VOCATION WITH PAY

a) Every employee who has, on the first of May of each year, less than one (1) year's continuous service in the employ of his employer is entitled to an annual vocation with pay of a minimum duration of as many half days as his number of calendar months of service in the employ of his employer and to a remuneration equal to two per cent (2%) of the wages he has earned in the twelve (12) months preceding this first of May.

b) Every employee who has, on the first of May of each year, completed one (1) year's continuous service in the employ of his employer is entitled to one (1) week's vacation with pay, equal to two per cent (2%) of the wages he has earned in the twelve (12) months preceding this first of May.

c) Every employee who has, on the first of May of each year, completed his fifth (5) year of continuous service in the employ of his employer is entitled to two (2) weeks vacation with pay equal to four per cent (4%) of the wages he has earned in the twelve (12) months preceding this first of May.

d) Unless agreed otherwise between the employer and the employee, the first week of vacation shall be taken between the first of May and the first of November. However the second week of vacation will be scheduled by the employer.

e) The employer may, within the same classification, determine how many employees will take their vacation at the same time and the choice of the periods of vacation shall be made in the first week of May, by order of seniority. After that period, employees who have not decided on the date of their vacation shall be given a period determined by the employer.

f) The employees shall receive their vacation pay before leaving for their vacation.

g) If one or more holidays fall during the period of annual vacation of an employee, this employee is entitled to as many additional days of vacation.

h) Every employee who is dismissed for justified reason or who leaves his employ, is entitled to receive at the time of his leaving the remuneration for vacation to which he was entitled on the preceding May 1, and for all vacation credits acquired since.

Article IX

COSTUMES AND UNIFORMS

a) All costumes, uniforms and overalls required by the employer shall be furnished and cleaned at his expense. They remain his property.

Nevertheless, in the case of service men, uniforms required by employer shall be paid fifty (50%) per cent by the employer and fifty (50%) per cent by the employee, and shall remain the property of the employer for the six (6) months following the date of purchase.

b) L'employeur doit fournir les housses pour la protection des automobiles et des sièges. Le salarié doit payer le coût de ces housses s'il les perd.

Article X

TAUX SUPÉRIEURS AUX SALAIRES MINIMA

a) Les taux de salaires supérieurs à ceux que prévoit le présent décret ne doivent pas être réduits à l'occasion de son entrée en vigueur, ni pendant sa durée, pourvu que le salarié occupe encore la ou les mêmes fonctions pour laquelle ou lesquelles ce supplément lui avait été accordé.

b) *Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle qui est indiquée sur son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification.

c) *Pourboires:* Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire.

d) Le salarié doit recevoir le jeudi de chaque semaine le salaire gagné pendant la semaine précédente.

e) Le bulletin de paye doit contenir les mentions écrites suivantes:

Les nom et prénom du salarié;
La date de la période de paie;
Le taux de salaire;
Les heures supplémentaires;
Les déductions;
Le montant net.

Article XI

OUTILS

Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le travail de carosserie et des lames de scie à fer.

Article XII

ESSENCE

Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

Article XIII

APPRENTISSAGE

a) Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire et obtenir un carnet d'apprentissage afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience.

b) L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

c) La durée de l'apprentissage est de quatre (4) années.

d) À l'expiration de son apprentissage, soit quarante-huit (48) mois de travail, l'apprenti doit se présenter devant le bureau d'examinateurs du Comité paritaire pour y subir l'examen requis en vue de l'obtention de son certificat de qualification de compagnon.

S'il rate son examen, le candidat a droit à une reprise après douze (12) mois de travail.

Cependant, à la fin de sa troisième année d'apprentissage, tout apprenti peut exiger d'être

b) The employer shall furnish sheets or covers for the protection of autos and seats. The employee shall pay the cost of such sheets or covers if he loses them.

Article X

HIGHER WAGES

a) The rates of wages higher than those determined in the decree, shall not be reduced at the time of its coming into force nor for its duration, provided the employee still does the work for which this supplement had been granted.

b) *Inferior category:* The employer can cause any employee of his establishment to execute work of a category inferior to that of his qualification certificate provided the employee continues to receive the wages applying to the category to which he belongs, according to his qualification certificate.

c) *Tips:* The tips are the property of the employee and the employer cannot retain it or use it, even with the consent of the employee, as part of the latter's wages.

d) The employee's wages for the preceding week shall be paid on Thursday.

e) The pay slip shall mention the following particulars:

Name and surname of employee;
Dated of pay period;
Rate of wages;
Overtime;
Deductions;
Net amount.

Article XI

TOOLS

The employee shall furnish the manual tools necessary for his work with the exception of files required for bodywork and steel saw blades.

Article XII

GASOLINE

No employee can be held responsible for the evaporation or contraction of gasoline.

Article XIII

APPRENTICESHIP

a) Upon entering the industry subject to the decree, the apprentice shall register with the Joint Committee so as to make possible the filing of his stages of apprenticeship and experience.

b) The employer cannot hire an apprentice who did not conform to this provision.

c) The duration of apprenticeship shall consist of four (4) years.

d) At the term of his apprenticeship, that is forty-eight (48) months of work, the apprentice must sit before the Board of Examiners of the Joint Committee for the examination required to obtain his qualification certificate as journeyman.

If he fails in his examination, the candidate has the right to sit for another examination after twelve (12) months of work.

Nevertheless at the end of the third year, any apprentice can require an examination which, if

admis à un examen. S'il réussit cet examen, il a alors droit au certificat de qualification de compagnon de 1ère ou de 2ième classe et au salaire prévu au décret.

S'il ne réussit pas l'examen, il poursuit alors sa quatrième année d'apprentissage.

e) Le salarié qui est détenteur d'un certificat de qualification d'une classe inférieure à la première classe et qui désire obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure, doit demander de subir un examen à cet effet, après douze (12) mois de travail.

Ces douze (12) mois de travail doivent être prouvés à la satisfaction dudit comité. Le rapport mensuel de l'employeur et la déclaration du salarié seront considérés comme preuves jugées suffisantes.

f) Dans chaque établissement reconnu comme atelier de mécanique ou garage, et définis successivement dans les paragraphes « *m* » et « *p* » de l'article « *1* » du décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) compagnon, il est permis d'avoir un apprenti.

Cette répartition du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés mis en bloc. Dans les établissements visés au présent paragraphe, aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métiers. Il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier.

g) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir seize (16) ans révolus et d'avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

h) Tout apprenti qui a fréquenté une école visée par la Loi de l'Enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens.

Au cas de conflit pour l'établissement de la compétence acquise ailleurs, le comité paritaire lui fera subir un examen afin d'établir sa classification.

i) Dans chaque établissement reconnu comme poste d'essence ou station-service et défini successivement dans les paragraphes « *n* » et « *o* » de l'article « *1* » du décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par compagnon.

Article XIV

FIDÉLITÉ

Il est interdit à un salarié d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de l'employeur, pour le compte d'un tiers, si ce tiers est un employeur professionnel, un employeur quelconque ou un client autre que son employeur régulier.

Article XV

CONVENTIONS INTERDITES

Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, aux fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et salariés, relative à la location de surface couverte disponible ou d'une place d'affaires ou aux conditions de travail, et aussi toute autre formule qui aurait pour effet de diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

it is successfull, will give him a right to the appropriate journeyman's card and rate of pay.

If he fails in his examination, he shall serve the fourth year of apprenticeship.

e) The employee who holds a certificate of journeyman of a class lower than the first class may, after twelve (12) months of work, ask for an examination to obtain a qualification certificate of a higher class.

These twelve (12) months of work must be proved to the satisfaction of the said committee. The monthly report of the employer and the declaration of the employee are considered as sufficient proofs.

f) In every establishment considered as machine shop or garage, as successively defined in paragraphs "*m*" and "*p*" of article "*1*" of the decree, there shall not be more than one (1) apprentice, to two (2) journeymen. However, in establishments where there is only one (1) journeyman, there may be one apprentice.

This proportion of the number of apprentices must comprise all qualified trades taken as a whole. In establishments to which this paragraph applies, no employer can cause an apprentice to work alone, and no apprentice shall do tradework alone. He shall always be accompanied by a qualified journeyman of his trade.

g) No apprentice can be accepted before having attained the age of sixteen (16) years; he must have finished at least his fifth year of the elementary grade.

h) Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act, or who has acquired experience elsewhere, must received a credit proportionned to the duration of his studies and to the result of his examinations.

Nevertheless, in cases of disputes as regards experience acquired elsewhere, the Joint Committee shall require an examination so as to establish his qualification.

i) In every establishment known as a gasoline station or service station as described respectively in paragraphs "*n*" and "*o*" of article "*1*" of the decree, there shall not be more than one apprentice per journeyman.

Article XIV

LOYALTY

No employee shall execute any work comprised in any one of the automobile trades inside or outside the employer's establishment for the account of any person if such person is a professional employer, an employer or a customer other than the employee's regular employer.

Article XV

NULLITY OF AGREEMENT

For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee concerning the renting of space or place of business, the conditions of work or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the decree is hereby declared illegal and shall be considered as null and void.

Article XVI

Le présent décret abroge le décret numéro 828 du 16 juillet 1953 et tous ses amendements.

Article XVII

Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à la formation d'un nouveau Comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

Article XVIII

DURÉE

Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1966.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 octobre de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
7712-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Article XVI

The present decree annuls the decree number 828 of July 16, 1953 and its amendments.

Article XVII

On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree, in the territorial scope determined by the present decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the new decree until a new committee be formed. This new committee supersedes the old one and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

Article XVIII

DURATION

The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1966.

It is renewed automatically from year to year after unless one of contracting parties gives the other party a written notice to the contrary, within the period extending from the sixtieth day (60th) to the thirtieth (30th) day before October 31st, of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
7712-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Cité de Rimouski

Bill 173

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Sous réserve des articles suivants, les actes ci-après mentionnés confèreront aux personnes qui y sont visées, aux conditions qui y sont énoncées, un juste titre de propriété définitif sur les lots qui leur sont attribués dans ces actes:

— l'acte passé le 19 février 1963 entre la ville de Rimouski, et J.-Antonio Verreault et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 11647 de ses minutes;

— l'acte passé le 22 mai 1964 entre la cité de Rimouski, et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12510 de ses minutes;

— l'acte de cession passé le 29 mai 1964 par J.-A. Verreault et autres en faveur de la cité de Rimouski, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12518 de ses minutes;

— l'acte passé le 2 juin 1964 entre la cité de Rimouski, et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12529 de ses minutes.

2. Dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la cité doit en faire publier le texte intégral trois fois dans la *Gazette*

Miscellaneous notices

City of Rimouski

Bill 173

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the following sections, the deeds hereinafter mentioned shall confer on the persons contemplated therein, upon the conditions therein specified, a valid and definitive title of ownership in the lots assigned to them in such deeds:

— deed made the 19th of February 1963, between the city of Rimouski and J.-Antonio Verreault and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 11647 of his minutes;

— deed made the 22nd of May 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12510 of his minutes;

— deed of transfer made the 29th of May 1964 by J.-A. Verreault and others in favour of the city of Rimouski, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12518 of his minutes;

— deed made the 2nd of June 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12529 of his minutes.

2. Within two months after the coming into force of this act, the city shall cause to be published the entire text thereof three times in the

officielle de Québec et dans un hebdomadaire publié à Rimouski, le texte français trois fois dans deux quotidiens de langue française, un publié à Montréal et un à Québec, et le texte anglais trois fois dans deux quotidiens de langue anglaise, un publié à Montréal et un à Québec.

Un intervalle d'au moins deux semaines doit s'écouler entre chaque publication dans la *Gazette officielle de Québec*, dans l'hebdomadaire ou dans un quotidien.

3. Toute personne qui prétend avoir des droits sur les lots visés dans les actes mentionnés à l'article 1 doit les faire valoir dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi au moyen d'une requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Rimouski.

Cette requête doit être signifiée à la cité et à la personne qui, d'après l'article 1, pourrait devenir propriétaire des lots faisant l'objet de la requête, si cette personne est autre que la cité, ou aux ayants droit de cette personne, selon le cas.

Il y a appel du jugement final rendu par le juge de la même manière que d'un jugement final de la Cour supérieure.

La juridiction attribuée à un juge de la Cour supérieure par le premier alinéa ne peut en aucun cas être exercée par le protonotaire.

4. Après l'expiration des six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la cité ou tout autre intéressé pourra faire déclarer propriétaires des lots qui leur sont attribués les personnes désignées dans les actes visés à l'article 1, aux conditions énoncées dans ces actes, sur simple requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Rimouski. Le requérant devra joindre à sa requête une déclaration sous serment, signée par le greffier de la cité, attestant qu'aucune requête visée à l'article 3 ne lui a été signifiée au sujet des lots visés dans la requête, ou que, si une telle requête lui a été signifiée, elle a été renvoyée par un jugement devenu définitif.

Le juge saisi de cette requête doit s'assurer que les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies, avant d'y accéder, et il peut ordonner la signification de cette requête selon qu'il le juge à propos.

L'enregistrement d'un jugement rendu en vertu du présent article confère un juste titre définitif.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Copie conforme du statut de Québec, sanctionné le 16 juillet 1964 et dont l'original est aux archives de mon bureau.

L'Assisant-greffier de la Législature,
LÉONARD PARENT.

Le Procureur de la cité de Rimouski,
7466-32-3-o C.-A. BEAULIEU, C.R.

Quebec Official Gazette and in a weekly newspaper published in Rimouski, the French text three times in two French daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec, and the English text three times in two English daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec.

An interval of at least two weeks must elapse between each publication in the *Quebec Official Gazette*, the weekly and each daily newspaper.

3. Every person claiming to have rights in the lots referred to in the deeds mentioned in section 1 must asser such rights within six months after the coming into force of this act by means of a petition to a judge of the Superior Court of the district of Rimouski.

Such petition must be served on the city or the person who, under section 1, would become the owner of the lots that are the subject of the petition, if such person is not the city, or to the legal representatives of such person, as the case may be.

An appeal shall lie from the final judgment rendered by the judge in the same manner as from a final judgement of the Superior Court.

The jurisdiction assigned to a judge of the Superior Court by the first paragraph shall in no case be exercised by the prothonotary.

4. After the expiry of six months following the coming into force of this act, the city or any other interested party may have the persons indicated in the deeds mentioned in section 1 declared the owners of the lots assigned to them, upon the conditions speciqed in such deeds, upon simple petition addressed to a judge of the Superior Court of the distrct of Rimouski. The petitioner must annex to his petition a sworn statement, signed by the clerk of the city, establishing that no petition contemplated in section 3 has been served upon him respecting the lots contemplated in the petition, or, if he was served with such petition, it was dismissed by a judgement that has become final.

The judge seized of such petition, before granting it, shall make sure that the formalities prescribed by this act have been complied with, and may order such service of the petition as he deems proper.

The registration of a judgement rendered under this section shall confer a valid definitive title.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

True copy of the Statute of Quebec, assented to on July 16th, 1964, the original of which is of record in my office.

LÉONARD PARENT,
Assistant-Clerk of the Legislature.

C.-A. BEAULIEU, Q.C.,
7466-32-3-o *Attorney for the city of Rimouski.*

Village de L'Isletville

Avis public est, par les présentes, donné par les soussignés que la corporation municipale du village de L'Isletville, comté de L'Islet, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (chapitre 233 S.R.Q., 1941);

La municipalité de ville projetée portera le nom de « L'Isletville »;

Village of L'Isletville

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the village of L'Isletville, county of L'Islet, after the expiry of the legal delays following the publication of the present notice, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory into a town municipality, and to obtain letters patent for this purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (chapter 233, R.S.Q. 1914);

The municipality of the proposed town will bear the name of "L'Isletville";

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de « L'Isletville »;

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de L'Isletville établit à 1,191 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Montmagny, ce 26e jour d'août 1964.

Les Aviseurs légaux de la corporation,
7722-36-2-o MERCIER et CARRIER, *Avocats.*

Royal Bar

Avis aux créanciers du « Royal Bar », opérant jadis au No 1223 Est, rue Craig, Montréal.

La cité de Montréal, à la suite de l'expropriation du « Royal Bar », a déposé, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure de Montréal, l'indemnité y relative.

Tous les créanciers du « Royal Bar », en date du 1er octobre 1963, sont avisés de produire leur réclamation dans un délai de 15 jours des présentes, à l'étude légale de Mes Gosselin & Crête, 3440 est, rue Ontario, Montréal, procureurs des ayants droit à fin d'être colloqués dans la distribution.

Montréal, le 31 août, 1964.

Les Avocats,
7749-o GOSSELIN & CRÊTE.

The boundaries of the municipality of the proposed town will be the same as those of the municipality of the village of "L'Isletville";

The census ordered by the council of the municipality of the village of L'Isletville establishes the population of the said municipality at 1,191 souls.

Given at Montmagny, this 26th day of August, 1964.

MERCIER and CARRIER, *advocates,*
7722-36-2 *Legal advisers for the corporation.*

Royal Bar

Notice to the creditors of "Royal Bar", carrying on business heretofore at No. 1223 Craig Street, East, Montreal.

The city of Montreal, following the expropriation of "Royal Bar", has deposited at the office of the Protonotary of the Superior Court of Montreal, the indemnity thereto related.

All the creditors of "Royal Bar", on October 1, 1963, are advised to produce their claim in a delay of 15 days from these presents, at the legal firm of Mes Gosselin & Crête, 3440 Ontario Street East, Montreal, attorneys for the beneficiaries, for the purpose of being collocated in the distribution.

Montreal, August 31, 1964.

GOSSELIN & CRÊTE,
7749 *Attorneys.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des facteurs

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des facteurs ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera tous les facteurs membres de l'Association Fédérée des Facteurs du Canada, de la Succursale No 10.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Montréal-Ste-Anne.

Québec, le 27 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
7723-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Rimouski

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Établissement de L'U.C.C. de Rimouski ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les comtés provinciaux de Matane, Matapédia, Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup, à l'exception de la ville de Rivière-du-Loup, St-Antonin et Notre-Dame du Portage, ainsi que les paroisses de Matapédia, St-François d'Assise, L'Ascension, St-Fidèle, St-André et St-Alexis, dans le comté de Bonaventure.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Rimouski, Québec, dans le district électoral de Rimouski.

Québec, le 27 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
7724-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des facteurs

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des facteurs".

The group from which the union will recruit its members will be all the mailmen who are members of the Association Fédérée des Facteurs du Canada, Branch No. 10.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Montreal-Ste-Anne.

Quebec, August 27, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
7723 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Rimouski

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Établissement de L'U.C.C. de Rimouski".

The territory within which the union will recruit its members will by the provincial counties of Matane, Matapédia, Rimouski, Témiscouata, Rivière-du-Loup, with the exception of the town of Rivière-du-Loup, St-Antonin and Notre-Dame du Portage, as well as the parishes of Matapédia, St-François d'Assise, L'Ascension, St-Fidèle, St-André and St-Alexis, in the county of Bonaventure.

The head office of this savings and credit union is situated in Rimouski, Quebec, in the electoral district of Rimouski.

Quebec, August 27, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
7724 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse Populaire de Rivière du Moulin

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la « Caisse Populaire Saint-Isidore » en celui de « Caisse Popu'aire de Rivière du Moulin », et qu'il a aussi approuvé que le territoire dans lequel cette caisse peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse Saint-Isidore, comté de Chicoutimi, à celles de la ville de Rivière du Moulin.

Québec, le 27 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

7725-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse Populaire de Rivière du Moulin

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of the "Caisse Populaire Saint-Isidore" to that of "Caisse Populaire de Rivière du Moulin" and that it has also approved that the territory within which this union may recruit its members be extended from the limits of the parish of Saint-Isidore, county of Chicoutimi, to those of the town of Rivière du Moulin.

Quebec, August 27, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7725 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

The Singer Company

Avis est donné que, le 15e jour de juin 1964, un nouveau permis a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec à « The Singer Manufacturing Company », l'autorisant à exercer son commerce dans ladite province sous son nouveau nom « The Singer Company », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

7702 RAYMOND DOUVILLE.

Central Park Lodges of Canada Ltd.

Avis est donné que « Central Park Lodges of Canada Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies de la province du Manitoba, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Lawrence G. McDougall, Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi au 4e étage, 505, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

7702 45-64 — 1232/42

Investors Syndicate Limited

Avis est donné que « Investors Syndicate Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée Législative de Manitoba, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre

Companies Licensed to do Business

The Singer Company

Notice is hereby given that, on the 15th day of June, 1964, a new license was granted by the Administrator of the Government of the Province of Quebec to "The Singer Manufacturing Company", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "The Singer Company", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7702-o *Assistant Secretary of the Province.*

Central Park Lodges of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Central Park Lodges of Canada Ltd.", an extra-provincial company incorporated by letters patent under the Companies Act of the province of Manitoba, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Lawrence G. McDougall, of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 4th floor, 505 Dorchester Boulevard West, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

7702-o 45-64 — 1232/42

Investors Syndicate Limited

Notice is hereby given that "Investors Syndicate Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of a Special Act of the Legislative Assembly of Manitoba, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company,

ladite compagnie, est M. Andrew H. Hughes, gérant régional, de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à « Canadian Imperial Bank of Commerce », chambre 2501, 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702 42-64 — 1232/45

is Mr. Andrew H. Hughes, Region Manager, of Montreal.

The principal office of the said company in the province is to be established at Canadian Imperial Bank of Commerce, room 2501, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702-o 42-64 — 1232/45

Chartes — Abandon de

Roland Roy Ltée

Avis est donné conformément à la loi des compagnies de Québec, que la compagnie « Roland Roy Ltée », demandera au Secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Chicoutimi, ce 26e jour d'août 1964.

Signé: *Les Procureurs de la compagnie,*
7705-o DUFOUR & TREMBLAY, avocats.

Heavy-Rock Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « Heavy-Rock Mines Ltd. », (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies Minières de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de ladite province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour d'août, 1964.

Le Secrétaire,
7709-o L. S. OCHMAN.

President, Inc.

Avis est par les présentes donné que "President Inc.", une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son bureau chef en la cité de Montréal, province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28e jour d'août 1964.

Le Secrétaire,
7750-o R. COURTOIS.

Charters — Surrender of

Roland Roy Ltée

Notice is hereby given that the company "Roland Roy Ltée", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Chicoutimi, this 26th day of August 1964.

Signed: DUFOUR & TREMBLAY, Advocates,
7705-o *Attorneys for the company.*

Heavy-Rock Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Heavy-Rock Mines Ltd.", (No Personal Liability), a corporation incorporated under Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this twenty-eight day of August, 1964.

L. S. OCHMAN,
7709-o *Secretary.*

President, Inc.

Notice is hereby given that "President, Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Compagnies Act, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 28th day of August, 1964.

R. COURTOIS,
7750 *Secretary.*

Compagnie dissoute

H. Butters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « H. Butters Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 août 1949.

Company Dissolved

H. Butters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "H. Butters Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 4, 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 6011-49

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 6011-49

Cinerama Theatres, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Cinerama Theatres, Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 17 septembre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 15273-59

Cinerama Theatres, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cinerama Theatres, Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 17, 1959.

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 15273-59

La Contessa Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première parte de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « La Contessa Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 avril 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 10977-57

La Contessa Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Contessa Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 4, 1957.

Notice is also given that from and after August 31, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 10977-57

Giguère & Laplante ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première parrtie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Giguère & Laplante ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 mai 1962.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 11952-62

Giguère & Laplante ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liabity enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Giguère & Laplante ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 30, 1962.

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 11952-62

Harmo Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par

Harmo Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provin-

l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Harmo Realty Corp. », constitué en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 août 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 6373-49

cial Secretary has been pleased to accept th surrender of the charter of the company "Harmo Realty Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 10, 1949.

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 6373-49

Metal Erectors Lrd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Metal Erectors Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 18 août 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 13977-59

Metal Erectors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Metal Erectors Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 18, 1959.

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 13977-59

National Tallow & Protein Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « National Tallow & Protein Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 14 mai 1962.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 12067-62

National Tallow & Protein Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "National Tallow & Protein Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 14, 1962.

Notice is also given that from and after August 31, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 12067-62

Shop & Save (Pte. aux Trembles) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Shop & Save (Pte. aux Trembles) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 février 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 28 août 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 10604-60

Shop & Save (Pte. aux Trembles) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Shop & Save (Pte. aux Trembles) Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 9, 1960.

Notice is also given that from and after August 28, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702 10604-60

Divers
Compagnies

École Bellerive

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1605, en date du 19 août 1964, le règlement de la corporation « Pensionnat St-Antoine de Padoue » changeant son nom en celui de « École Bellerive », a été validé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, Statuts refondus de Quebec, 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o 14408-60

Black Hawk Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Black Hawk Mining Ltd. », (No Personal Liability), a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 7.

Le Secrétaire-trésorier,
A. F. RISSO.

7726 12296-60

Cataracts Sporting Goods Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cataracts Sporting Goods Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
MARC LALONDE.

7727-o 4500-50

Le Club Dom Est inc.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 20 août 1964, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Le Club Dom Est inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 25 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7728-o 3140-63

Les Festivals de musique du Québec inc.
Quebec Music Festivals Inc.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 19 août 1964, approuvé le règlement numéro 13 de la corporation « Les Festivals de musique du Québec inc.— Quebec Music Festivals Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7729-o 13473-60

Gara-Loc inc.

Avis est donné que la compagnie « Gara-Loc inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL PROTEAU.

7730-o 2986-64

Miscellaneous
Companies

École Bellerive

Notice is hereby given that, by Order in Council number 1605, dated August 19, 1964, the by-law of the corporation "Pensionnat St-Antoine de Padoue"changing its name to that of "École Bellerive", has been validated, and such, pursuant to the provisions of section 6, Special Corporate Powers Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 280.

Given at the office of the provincial secretary, August 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

7702 14408-60

Black Hawk Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Black Hawk Mining Ltd.", (No Personal Liability), has changed the number of its directors from 5 to 7.

A. F. RISSO,
Secretary-Treasurer.

7726-o 12296-60

Cataracts Sporting Goods Ltd.

Notice is hereby given that "Cataracts Sporting Goods Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 3.

MARC LALONDE,
Secretary.

7727 4500-50

Le Club Dom Est inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 20, 1964, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Le Club Dom Est inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225A of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 25, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7728 3140-63

Les Festivals de musique du Québec inc.
Quebec Music Festivals Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 19, 1964, approved by-law number 13 of "Les Festivals de musique du Québec inc.— Quebec Music Festivals Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 25, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7729 13473-60

Gara-Loc inc.

Notice is given that "Gara-Loc inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JEAN-PAUL PROTEAU,
Secretary.

7730 2986-64

Les Festivals de musique du Québec inc.
Quebec Music Festivals Inc.

Avis est donné que la corporation « Les Festivals de musique du Québec inc.— Quebec Music Festivals Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 21.

Le Secrétaire,
HÉLÈNE M. STEVENS.

7729-o 13473-60

Le Poisson de Gaspé limitée

Avis est donné que la compagnie « Le Poisson de Gaspé limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 14.

Le Secrétaire,
GUY LEBLANC.

7731-o 2744-48

Association Tex-Club inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 août 1964, approuvé le règlement No 1 (articles 1 à 38) et le règlement No 2 (règlements généraux) de l'« Association Tex-Club inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7735-o 691-64

First National City Trust Company of Canada

Avis est donné que la compagnie « First National City Trust Company of Canada », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
G. S. LYNCH.

7736-o 160-60

Service des Bibliothèques de la Mauricie

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 juin 1964, approuvé le règlement numéro 4 du « Service des Bibliothèques de la Mauricie », et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7737-o 14827-61

Comité des Loisirs de St-Siméon inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 14e jour de février 1964, approuvé le règlement no 1 (règlements généraux) du « Comité des loisirs de St-Siméon inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7751-o 14388-62

Laurentide litho ltée
Laurentide Litho Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Laurentide litho ltée — Laurentide Litho Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
STANLEY CHARLES SHANAHAN.

7752-o 2340-64

Les Festivals de musique du Québec inc.
Quebec Music Festivals Inc.

Notice is hereby given that "Les Festivals de musique du Québec inc.— Quebec Music Festivals Inc.", has changed the number of its directors from 12 to 21.

HÉLÈNE M. STEVENS,
Secretary.

7729 13473-60

Le Poisson de Gaspé limitée

Notice is given that "Le Poisson de Gaspé limitée", has changed the number of its administrators from 9 to 14.

GUY LEBLANC,
Secretary.

7731 2744-48

Association Tex-Club inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 27, 1964, approved by-law No. 1 (sections 1 to 38) and by-law No. 2 (general by-laws) of "Association Tex-Club inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7735 691-64

First National City Trust Company of Canada

Notice is hereby given that "First National City Trust Company of Canada", has changed the number of its directors from 5 to 7.

G. S. LYNCH,
Secretary.

7736-o 160-60

Service des Bibliothèques de la Mauricie

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 15, 1964, approved by-law number 4 of the "Service des Bibliothèques de la Mauricie", and such, pursuant to section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 18, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7737 14827-61

Comité des Loisirs de St-Siméon inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 14th day of February, 1964, approved by-law No. 1 (general by-laws) on the "Comité des loisirs de St-Siméon inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7751 14388-62

Laurentide litho ltée
Laurentide Litho Ltd.

Notice is given that "Laurentide litho ltée — Laurentide Litho Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

STANLEY CHARLES SHANAHAN,
Secretary.

7752 2340-64

Lettres patentes

École normale du Christ Roi de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi constituant en corporation l'« Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule », 4-5 Elizabeth II, chapitre 150, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19e jour de juin 1964, constituant en corporation l'« École normale du Christ Roi de Trois-Rivières ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7732-o 20-64 — 1225/40

Letters Patent

École ormale du Christ Roi de Trois-Rivières

Notice is hereby given that under the provisions of section 22 of the Act incorporating l'"Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule", 4-5 Elizabeth II, chapter 150, letters patent bearing date the 19th day of June, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating "École normale du Christ Roi de Trois-Rivières."

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7732 20-64 — 1225/40

Sièges sociaux

J. Brault Inc.

Erratum

Dans l'avis de siège social concernant la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 22 août 1964, à la page 4534, veuillez apporter la correction suivante: le nom du Président de la compagnie devrait se lire Jacques Brault au lieu de Jacques Rancourt.

7702-o

Val Morin Enterprises Ltd

Avis est donné que la compagnie « Val Morin Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 5 février 1962 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 4169 de la rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20e jour d'août 1964.

Le Secrétaire,
GEORGES COSTEA.

7706-o

Le Baron Rouge Inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Baron Rouge Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 21e jour de juillet 1964 et ayant son bureau principal à Québec, district de Québec, a établi son bureau principal au numéro 2467, boulevard Ste-Anne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce premier jour d'août, mil neuf cent soixante-quatre.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
ALEXANDRE PAQUIN.

7714-o

H. Cardinal Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « H. Cardinal Construction Inc. », constituée en corporation par

Head Offices

J. Brault Inc.

Erratum

In the notice of head office concerning the above-mentioned company, published in the *Quebec Official Gazette* on August 22, 1964, on page 4534, kindly note the following correction: the name of the President of the Company should read Jacques Brault instead of Jacques Rancourt.

7702

Val Morin Enterprises Ltd

Notice is hereby given that the "Val Morin Enterprises Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, on February 5, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 4169 St. Hubert Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of August, 1964.

GEORGES COSTEA,
Secretary.

7706-o

Le Baron Rouge Inc.

Notice is hereby given that "Le Baron Rouge Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of July, 1964, and having its head office in Quebec, district of Quebec, has established its head office at number 2467 Ste-Anne Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this first day of August, one thousand nine hundred and sixty-four.

(Seal) ALEXANDRE PAQUIN,
Secretary.

7714

H. Cardinal Construction Inc.

Notice is given that "H. Cardinal Construction Inc.", incorporated by letters patent dated Fe-

lettres patentes en date du 6 février 1964 et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2801 Montée St-Rémi à Dorval, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour d'août 1964.

7715-o JACQUES SIMARD.

Georges Labrecque Ltée

Avis est donné que la compagnie « Georges Labrecque Ltée, constituée en corporation par lettres patentes du 24 juillet 1964 et ayant son bureau principal à Québec, district de Québec, a établi son bureau principal au numéro 1170, Taillon, Centre Industriel No 5.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce premier jour d'août mil neuf cent soixante-quatre.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
7716-o JACQUES ROBITAILLE.

Metropole Motel Ltd.
Metropole Motel Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Motel Metropole ltée — Metropole Motel Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 13e jour d'août 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 18e jour d'août 1964.

(Sceau) *Le Président,*
7717 PHILIP FILLER.

Optima Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Optima Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 30e jour de juin 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1500 rue Stanley, chambre 422, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Qué., ce 25e jour d'août 1964.

Le Secrétaire,
7718-o JEAN-PIERRE PFISTER.

Radio Laurentides (1964) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Radio Laurentides (1964) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 3 juillet 1964 et ayant son siège social à St-Jérôme, district de Terrebonne, province de Québec a établi son bureau à St-Jérôme, district de Terrebonne, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de juillet 1964.

Le Président,
7719-o P. WILBROD GAUTHIER.

bruary 6, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 2801 Montée St-Rémi et Dorval, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of August, 1964.

7715 JACQUES SIMARD.

Georges Labrecque Ltée

Notice is given that "Georges Labrecque Ltée", incorporated by letters patent on July 24, 1964, and having its head office at Qubeec, district of Quebec, has established its head office at number 1170 Taillon, Industrial Center No. 5.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this first day of August one thousand nine hundred and sixty-four.

(Seal) JACQUES ROBITAILLE,
7716 *Secretary.*

Motel Metropole Ltée
Motel Metropole Ltée

Notice is hereby given that "Motel Metropole Ltée — Metropole Motel Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 13th day of August, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 905, 132 St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 18th day of August, 1964.

(Seal) PHILLIP FILLER,
7717-o *President.*

Optima Inc.

Notice is hereby given that "Optima Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 30th day of June, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1500 Stanley St., room 422, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, Que., this 25th day of August, 1964.

JEAN-PIERRE PFISTER,
7718 *Secretary.*

Radio Laurentides (1964) Inc.

Notice is hereby given that "Radio Laurentides (1964) Inc.", incorporated by letters patent issued on July 3, 1964, and having its head office at St-Jérôme, district of Terrebonne, Province of Quebec, has established its office at St-Jérôme, district of Terrebonne, P.Q.

From and after the date of the present notice, this said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of July, 1964.

P. WILBROD GAUTHIER,
7719 *President.*

Le Poisson de Gaspé limitée

Avis est donné que la compagnie « Le Poisson de Gaspé limitée », a changé son siège social de Rimouski, district de Rimouski, à Montréal, district de Montréal.

Le Secrétaire,
GUY LEBLANC.

7731-o 2744-48

Le Poisson de Gaspé Limitée

Avis est donné que la compagnie « Le Poisson de Gaspé Limitée », constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies de Québec, en date du vingtième jour de mars 1948, qui avait son bureau situé, jusqu'à aujourd'hui, à 44, Ave de la Cathédrale, en la ville de Rimouski, dans la province de Québec, l'a transporté à 787, rue du Marché central, à Montréal, dans la province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 6e jour de juillet 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
7753-o GUY LEBLANC.

Sirois Électrique (Matane) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sirois Électrique (Matane) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du six août mil neuf cent soixante-quatre, ayant son bureau principal dans la ville de Matane, a établi son bureau principal au No 31 de la rue St-Pierre, dans la ville de Matane.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Matane, ce onzième jour d'août mil neuf cent soixante-quatre.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
7754-o JULES SIROIS.

Timrod Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Timrod Mining Co. Ltd. », (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1964, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à chambre 1014, 132, rue St-Jacques, ouest.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'août 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
7761 PAUL TRÉPANIER.

Le Poisson de Gaspé limitée

Notice is given that "Le Poisson de Gaspé limitée", has changed its head office from Rimouski, district of Rimouski, to Montreal, district of Montreal.

GUY LEBLANC,
Secretary.

7731 2744-48

Le Poisson de Gaspé Limitée

Notice is hereby given that the "Le Poisson de Gaspé Limitée" company incorporated by letters patent under Quebec Companies Act, on the twentieth day of March, 1948, where its head office was situated up to day, at 44, Ave de la Cathédrale, in the town of Rimouski, in the Province of Quebec, has moved it to 787, Marché central street, Montreal, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, the 6th day of July, 1964.

(Seal) GUY LEBLANC,
7753-o *Secretary.*

Sirois Électrique (Matane) Inc.

Notice is given that "Sirois Électrique (Matane) inc.", incorporated by letters patent dated August six one thousand nine hundred and sixty-four, having its principal office in the town of Matane, has established its principal office at No. 31, St-Pierre Street, in the town of Matane.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Matane, this eleventh day of August one thousand nine hundred and sixty-four.

(Seal) JULES SIROIS,
7754 *Secretary-Treasurer.*

Timrod Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that the "Timrod Mining Co. Ltd.", (No Personal Liability), incorporated by letters patent on the 6th day of August 1964, and having its head office in Montreal has established its office at suite 1014, 132 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of August, 1964.

(Seal) PAUL TRÉPANIER,
7761-o *Secretary.*

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau d'Arthabaska — Bar of Arthabaska

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence
Aubert	Claude	21	70, Lavigne, Victoriaville.

Victoriaville, le 28 août 1964.— Victoriaville, August 28, 1964.

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETIÈRE,
Secretary.

7739-o

Barreau de Bedford — Bar of Bedford

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence
Guay	Alain	21	290 Paré, Granby.

Sweetsburg, ce 26 août 1964.— Sweetsburg, August 26, 1964.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
JEAN MARQUIS,
Secretary for the Bar of Bedford.

7739-o

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Pierrefonds, par sa requête en date du 19 mars 1964, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant:

l'article 18 du chapitre 110 de la Loi 7-8 Elizabeth II.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1466, en date du 29 juillet 1964, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Pierrefonds, en date du 19 mars 1964, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Pierrefonds soient remplacés par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2, de l'article 2, de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS in paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon petition of the council of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding thereto;

WHEREAS the council of the city of Pierrefonds, by its petition dated March 19, 1964, requests that letters patent be issued in its favor with the effect of amending its charter by replacing:

section 18 of chapter 110 of the Act 7-8 Elizabeth II.

WHEREAS all the formalities prescribed by the Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to acquiesce to this request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1466, dated July 29, 1964, We grant the petition of the council of the city of Pierrefonds dated March 19, 1964, and We declare and order, by these present letters patent which shall enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions above mentioned in the charter of the city of Pierrefonds be replaced by corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole in accordance with the provisions of paragraph 2, of section 2, of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and an others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

En foi de quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable André Taschereau, ll.d., d.c.l., juge à la Cour du banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec:

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
Raymond Douville.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
7720-o Jean-Louis Doucet, c.r.

Ville de Cowansville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1635 du 26 août 1964 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 410 du conseil municipal de la ville de Cowansville, tel que modifié en date du 26 mai 1964, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du village de Sweetsburg, comté de Missisquoi, et annexé à la ville de Cowansville, la municipalité du village de Sweetsburg devant cesser d'exister.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Sweetsburg, comté de Missisquoi, comprenant en référence au cadastre officiel dudit village, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

partant du point d'intersection de la ligne ouest du lot 105 avec la rive droite de la rivière Yamaska; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes:

la rive droite de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot de subdivision 99-37; ledit prolongement jusqu'à la ligne ouest dudit lot 99-37; une ligne brisée limitant à l'ouest, au sud, au sud-est et à l'est suivant les directions qu'elle prend, les lots de subdivision 99-37 à 99-53 inclusivement, 99-15 (rue), 99-20, 99-21, 99-22, 99-13, 99-14 (rue), 96-34 (rue), 96-19, 96-18, 96-17, 96-16, 96-15, 96-49, 96-50, 93-15 (rue), en rétrogradant jusqu'à 93-9 inclusivement; le prolongement de la ligne est dudit lot 93-9 jusqu'à la ligne sud du lot 91; partie de la ligne sud du lot 91 et la ligne sud du lot 90; la ligne séparant le lot 89 des lots 93 et 92; partie de la ligne séparative des lots 87 et 92 jusqu'à la ligne centrale de la rivière Yamaska; ladite ligne centrale de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement vers l'ouest de la ligne sud du lot 64; ledit prolongement et la ligne sud des lots 64 et 62; une ligne brisée séparant le lot 63 des lots 62, 59, 52b et 52a; partie de la ligne séparative des lots 48 et 63 sur une distance de 112 pieds à partir du coin sud-ouest du lot 52a; une ligne dans le lot 48 jusqu'à son point d'intersection avec côté ouest d'un chemin public lequel

In testimony whereof, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

Witness: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable André Taschereau, ll.d., d.c.l., Judge of the Court of Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

Raymond Douville,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into force from and after this publication.

Jean-Louis Doucet, c.r.,
7720 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Cowansville

Notice is given by these presents that, by order in council number 1635 of August 26, 1964 and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in council has been pleased to approve by-law number 410 of the municipal council of the town of Cowansville, as amended dated May 26, 1964, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of the village of Sweetsburg, county of Missisquoi, and annexed to the town of Cowansville, the municipality of the village of Sweetsburg to cease to exist.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the village of Sweetsburg, county of Missisquoi, including wiht reference to the official cadaster of the said village, lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, routes, rivers, water courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit:

starting from the point of intersection from the west line of lot 105 with the right bank of the Yamaska River; thence, successively, the following lines and demarcations:

the right bank of the said river ascending its course up to the extension of the north line of the subdivision lot 99-37; the said extension up to the west line of the said lot 99-37; a broken line limiting on the west, on the south, on the south-east and on the east according to whatever directions it takes, subdivision lots 99-37 to 99-53 inclusively, 99-15 (street), 99-20, 99-21, 99-22, 99-13, 99-14 (street), 96-34 (street), 96-19, 96-18, 96-17, 96-16, 96-15, 96-49, 96-50, 93-15 (street), by retrograding as far as 93-9 inclusively; the extension of the east line of the said lot 93-9 as far as the south line of lot 91; part of the south line of lot 91 and the south line of lot 90; the line dividing lot 89 from lots 93 and 92; part of the dividing line of lots 87 and 92 as far as the central line of the Yamaska River; the said central line of the said river by ascending its course as far as the extension toward the west of the south line of lot 64; the said extension and the south line of lots 64 and 62; a broken line dividing lot 63 from lots 62, 59, 52b and 52a; part of the dividing line of lots 48 and 63 along a distance of 112 feet starting from the south-west corner of lot 52a; a line in lot 48 as far as

point est à une distance de 109 pieds du coin sud-est du lot 52a et mesurée le long dudit côté ouest; le susdit côté ouest dudit chemin public en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot de subdivision 48-1; ledit prolongement et les lignes nord et est dudit lot 48-1; partie de la ligne nord du lot de subdivision 48-2 jusqu'à la ligne est dudit lot 48-2; le prolongement dans le lot 48 de la ligne est du susdit lot 48-2 jusqu'à la ligne sud du lot 42; partie de la ligne sud du lot 42 jusqu'à la ligne est dudit lot 42; le prolongement vers le sud de la ligne est du susdit lot 42 jusqu'au côté sud-est d'un chemin public limitant au nord-ouest le lot de subdivision 48-4; ledit côté sud-est dudit chemin en allant vers le nord-est jusqu'au sommet de l'angle nord du lot de subdivision 48-3; une ligne à travers un chemin public (route 51) jusqu'à un point sur le côté nord-est dudit chemin à une distance de 464.8 pieds de la ligne séparative des lots 42 et 48 mesurée le long dudit côté nord-est; une ligne dans le lot 48 allant vers le nord et parallèle à la ligne est dudit lot 42 sur une distance de 172.5 pieds; une ligne allant vers le nord-ouest sur une longueur de 147.2 pieds et faisant un angle de déflecion à gauche de 72°18′; une ligne droite en allant vers le nord jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 32 et 48 à une distance de 298.3 pieds à partir du coin nord-est du lot de subdivision 42-20 mesurée le long de ladite ligne séparative de lots; partie de la susdite ligne séparative de lots en allant vers l'ouest sur ladite distance de 298.3 pieds; une ligne brisée séparant le lot 32 des lots de subdivision 42-20, 42-13 (rue) et des lots 42, 37, 33, 31 jusqu'à la ligne ouest du lot de subdivision 31-26; la ligne ouest des lots de subdivision 31-26 et 31-37 (rue); partie de la ligne sud du lot de subdivision 31-38 en allant vers l'ouest et son prolongement faisant le côté nord d'une rue jusqu'à la ligne nord-est du lot de subdivision 31-25; une ligne brisée limitant au sud et au sud-est les lots de subdivision 31-25, 31-24 et 31-22; le côté nord-est de la rue Elm en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 30 à travers ladite rue; ledit prolongement et une ligne brisée séparant le lot 31 des lots 30, 29, 23, 20, 19 18, 17, 16 et du lot de subdivision 8-1; la ligne nord-est dudit lot 8-1; une ligne droite traversant les lots 8 et 7 jusqu'au coin sud-est du lot de subdivision 7-17; la ligne est des lots de subdivision 7-17 à 7-21 inclusivement; la ligne nord des lots de subdivision 7-21, 6-24, 6-2, 6-25 et son prolongement jusqu'à la ligne ouest du lot 6; partie de la ligne ouest dudit lot 6 jusqu'à la ligne nord du susdit lot 6; la ligne nord des lots 4, 3 et 1; la ligne ouest du lot 1 et son prolongement dans un chemin public et dans la ligne ouest du lot 105 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
7720-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Saint-Hyacinthe

Erratum

Dans l'avis d'annexion concernant la cité de Saint-Hyacinthe, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 juillet 1964, veuillez apporter la correction suivante: à la page 3918, dans la version française, à la dix-septième ligne, après les mots « sud-ouest », veuillez ajouter « de la route No 12; ledit côté sud-ouest », la phrase se lisant comme suit: « partie de ladite ligne séparative en allant vers le nord jusqu'au côté sud-ouest de la route No 12; ledit côté sud-ouest de ladite route en allant vers le nord-ouest . . . »
7316-x

its point of intersection with the west side of a public road which point is at a distance of 109 feet from the southeast of lot 52a and measured along the said west side; the said west side of the said public road going toward the north up to the extension of the north line of the subdivision lot 48-1; the said extension and the north and east lines of the said lot 48-1; part of the north line of subdivision lot 48-2 as far as the east line of the said lot 48-2; the extension in lot 48 of the east line of the above said lot 48-2 up to the south line of lot 42; part of the south line of lot 42 as far as the east line of the above said lot 42; the extension toward the south of the east line of the above said lot 42 as far as the southeast side of a public road limiting on the northwest subdivision lot 48-4; the said southeast side of the said road going toward the northeast as far as the summit of the north angle of subdivision lot 48-3; a line across a public road (route 51) as far as a point on the northeast side of the said road for a distance of 464.8 feet from the dividing line of lots 42 and 48 measured along the said northeast side; a line in lot 48 going toward the north and parallel with east line of the said lot 42 along a distance of 172.5 feet; a line going toward the northwest along a length of 147.2 feet and forming a defeltion angle to the left of 72°18′; a straight line going toward the north up to a point on a dividing line of lots 32 and 48 for a distance of 298.3 feet starting from the northeast corner of subdivision lot 42-20 measured along the said dividing line of lots; part of the above mentioned dividing line of lots going toward the west on the said distance of 298.3 feet, a broken line dividing lot 32 from subdivision lots 42-20, 42-13 (street) and lots 42, 37, 33, 31 as far as the west line of subdivision lot 31-26; the west line of subdivision lots 31-26 and 31-37 (street); part of the south line of subdivision lot 31-38 going toward the west and its extension forming the north side of a street as far as the northeast line of subdivision 31-25; a broken line limiting on the south and on the southeast subdivision lots 31-25, 31-24 and 31-22; the northeast side of Elm Street going toward the southeast as far as the extension of the north line of lot 30 across the said street; the said extension and a broken line dividing lot 31 from lots 30, 29, 23, 20, 19, 18, 17, 16 and of subdivision lot 8-1; the northeast line of the said lot 8-1; a straight line crossing lots 8 and 7 as far as the southeast corner of subdivision lot 7-17; the east line of subdivision lots 7-17 to 7-21 inclusively; the north line of subdivision lots 7-21, 6-24 6-2, 6-25 and its extension as far as the west line of lot 6; part of the west line of the said lot 6 as far as the north line of the said lot 6; the north line of lots 4, 3 and 1; the west line of lot 1 and its extension into a public road and in the west line of lot 105 up to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
7720 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

City of Saint-Hyacinthe

Erratum

In the notice of annexation concerning the city of Saint Hyacinthe, published in the *Quebec Official Gazette*, on July 25, 1964, kindly note the following correction: on page 3918, in the French version, on the seventeenth line, after the words "sud-ouest", kindly add "de la route No 12; ledit côté sud-ouest", the sentence to be read as follows: "partie de ladite ligne séparative en allant vers le nord jusqu'au côté sud-ouest de la route No 12; ledit côté sud-ouest de ladite route en allant vers le nord-ouest . . ."
7316-x

Ministère des Finances
Assurances

The Reliable Life Insurance Society

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « The Reliable Life Insurance Society », une société fraternelle, constituée en corporation en 1887, sous l'empire des Lois de la province d'Ontario, et dont le siège social est situé à Hamilton, Ontario, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de « Reliable Life Insurance Company », une compagnie d'assurance-vie à fonds soial, constituée en corporation sous l'empire des Lois de la province d'Ontario, et dont le siège social est situé à Hamilton, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre les deux parties le 1er janvier 1964;

Attendu que « Reliable Life Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The Reliable Life Insurance Society » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de « The Reliable Life Insurance Society » est annulé à compter du 30 juin 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19 août 1964.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

7647-35-2-o

Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal
Benevolent Mortuary Association of Montreal

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que la « Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal », une société de secours mutuels provinciale, constituée en corporation par arrêté en conseil le 15 mars 1935, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Maritime Life Assurance Company — La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie », une compagnie d'assurance vie à fonds social, constituée en corporation sous l'empire des Lois de la Nouvelle-Écosse et dont le siège social est situé à Halifax, Nouvelle-Écosse, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre les deux parties le 30 septembre 1963;

Attendu que « The Maritime Life Assurance Company — La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que la « Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benefolent Mortuary Association of Montreal » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de la « Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal » est annulé à compter du 30 juin 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1964.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

7738-o

Department of Finance
Insurance

The Reliable Life Insurance Society

Notice of Cancellation of Registration

Whereas "The Reliable Life Insurance Society", a fraternal society incorporated in 1887, under the Laws of the Province of Ontario, and whose head office is situate in Hamilton, Ontario, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Reliable Life Insurance Company" a joint stock life insurance company incorporated under the Laws of the Province of Ontario, and whose head office is situated in Hamilton, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by the two parties on the 1st of January 1964;

Whereas "Reliable Life Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The Reliable Life Insurance Society" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registration of "The Reliable Life Insurance Society" is cancelled as from the 30th of June 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th of August 1964.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

7647-35-2-o

Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal
Benevolent Mortuary Association of Montreal

Notice of Cancellation of Registration

Whereas « Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal", a provincial mutual benefit association incorporated by Order in Council on the 15th of March 1935, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Maritime Life Assurance Company — La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie", a joint stock life insurance company, incorporated under the Laws of Nova Scotia, and whose head office is situated in Halifax, Nova Scotia, according to a reinsurance agreement entered into by the two parties on the 30th of September 1963;

Whereas "The Maritime Life Assurance Company — La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registration of "Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal" is cancelled as from the 30th of June 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of June 1964.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

7738-o

Union du Commerce
Union of Commerce

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que l'« Union du Commerce — Union of Commerce », dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Laurentian Mutual Assurance Company », dont le siège social est situé à Québec, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 16 janvier 1964;

Attendu que « La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Laurentian Mutual Assurance Company' » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que l'« Union du Commerce — Union of Commerce » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de l'« Union du Commerce — Union of Commerce » est annulé à compter du 30 juin 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1964.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGRE-A. CAMARAIRE.

7738-o

Union du Commerce
Union of Commerce

Notice of Cancellation of Registration

Whereas « Union du Commerce — Union of Commerce », whose head office is situated in Montreal, Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Laurentian Mutual Assurance Company", whose head office is situated in Quebec, Province of Quebec, according to a reinsurance agreement entered into by the two companies on the 16th of January 1964;

Whereas "La Laurentienne, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Laurentian Mutual Assurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

WHEREAS "Union du Commerce — Union of Commerce" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registration of "Union du Commerce — Union of Commerce" is cancelled as from the 30th of June 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of June 1964.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

7738-o

Ministère de l'Éducation

Latulippe

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Latulippe, dans le comté de Témiscamingue, les lots 45 à 52 inclusivement des rangs V à IX inclusivement du canton Latulippe ainsi que tout le territoire de canton Gaboury, le tout non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 31 août 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7733-36-2-o 1310-63

Saint-Jean-Port-Joli

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-Port-Joli, dans le comté de L'Islet, cette partie du lot 459 du cadastre officiel de la paroisse de St-Aubert, mesurant quatre-vingts pieds de largeur au nord-ouest sur une profondeur approximative de cent soixante pieds, mesure anglaise, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Aubert, dans le même comté.

Québec, le 31 août 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7734-36-2-o 1222-58

Department of Education

Latulippe

Application is made to annex to the school municipality of Latulippe, in the county of Témiscamingue, lots 45 to 52 inclusively on ranges V to IX inclusively in the township of Latulippe, as well as the territory of the township of Gaboury, the whole not yet organized from a school point of view.

Quebec, August 31, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7733-36-2 1310-63

Saint-Jean-Port-Joli

Application is made to detach from the school municipality of St-Jean-Port-Joli, in the county of L'Islet, that part of lot 459 in the official cadaster of the parish of St-Aubert, measuring eighty feet in width on the northwest along an approximate depth of one hundred and sixty feet, English measure, to annex it to the school municipality of St-Aubert, in the same county.

Quebec, August 31, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7734-36-2 1222-58

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Cox

Cadastre officiel du canton de Cox, municipalité de Paspébiac, division d'enregistrement de Bonaventure No 1.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Cox

Official cadastre of the township of Cox, municipality of Paspébiac, registration division of Bonaventure No. 1.

Avis est par la présente donné que le lot 2449 (Lot de grève en eau profonde) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Notice is hereby given that lot 2449 (Beach lot in deep water) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 17, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

7707-o

Canton Letellier

Cadastre officiel du canton Letellier, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le Bloc « 2 » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Township of Letellier

Official cadastre of the township of Letellier, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lot Block "2" is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Canton de Manicouagan

Cadastre officiel du canton de Manicouagan, municipalité du village de Pointe-Lebel, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 1b-1, 1b-2, 2b-1, 2b-2, 3b-1, 3b-2, 4b-1, 4b-2, 5-1, 6-1, 4a-1, 4a-2 rang IV et les lots 17-1, 17-2 rang Manicouagan sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Township of Manicouagan

Official cadastre of the township of Manicouagan, municipality of the village of Pointe-Lebel, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 1b-1, 1b-2, 2b-1, 2b-2, 3b-1, 3b-2, 4b-1, 4b-2, 5-1, 6-1, 4a-1, 4a-2 range IV and lots 17-1, 17-2 range Manicouagan are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 27, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno-de-Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 492-159 à 492-164 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno-de-Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 492-159 to 492-164 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 3, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Quartier St-Laurent (Revisé)

Cadastre officiel du Quartier St-Laurent (revisé), municipalité de la cité de Lévis, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 150 à 177, 183, 184, 194, 195, 206 à 208, 661 à 665 sont annulés et le lot 706 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

St-Laurent Ward (Revised)

Official cadastre of the St-Laurent Ward (revised), municipality of the city of Lévis, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 150 to 177, 183, 184, 194, 195, 206 to 208, 661 to 665 are cancelled and lot 706 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 18, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Paroisse de St-François-de-Sales

Cadastre officiel de la paroisse de St-François-de-Sales, municipalité de la ville de St-François, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 212 est ajouté en vertu de l'article 1274A du Code civil.

Québec, le 18 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Parish of St-François-de-Sales

Official cadastre of the parish of St-François-de-Sales, municipality of the town of St-François, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 212 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 18, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Paroisse de St-Lin des Laurentides

Cadastre officiel de la paroisse de St-Lin des Laurentides, municipalité de la ville de St-Lin

Parish of St-Lin des Laurentides

Official cadastre of the parish of St-Lin des Laurentides, municipality of the town of St-

des Laurentides, division d'enregistrement de l'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 953 à 967 et partie des lots 952, 968 à 970 sont annulés et les lots 2044 à 2070 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 août 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7707-o

Lin des Laurentides, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 953 to 967 and part of lots 952, 968 to 970 are cancelled and lots 2044 to 2070 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 20, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7707-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — région de Trois-Rivières

L'honorable Carrier Portin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 520 (C) du 27 mai 1959 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décesion du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Le deuxième alinéa du paragraphe « *e* » de l'article 7 sera remplacé par le suivant:

« Le 15 août est également un jour chômé dans les cités de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine. »

2° L'article 9 (vacances payées) sera remplacé par le suivant:

« *Vacances payées: a*) Tout employeur assujetti au décret doit donner, chaque année, des vacances payées à ses salariés, comme suit:

1° *Coiffeurs pour hommes:* Tout salarié ayant plus d'une année de service continu pour le même employeur, aura droit à huit (8) jours ouvrables consécutifs de vacances payees, soit une semaine de cinq (5) jours et les trois (3) premiers jours ouvrables de la semaine suivante.

Après trois (3) années de service continu pour le même employeur, un salarié aura droit à deux (2) semaines complètes de vacances payées.

2° *Coiffeurs pour dames:* Tout salarié aura droit à deux (2) semaines ouvrables consécutives de vacances payées et, à titre de rémunération, à 4% du salaire et de la commission gagnés.

3° Les vacances doivent être prises entre le 1er juin et le 1er septembre de chaque année à moins d'entente contraire des intéressés. Cependant, la deuxième semaine de vacances des coiffeurs pour hommes pourra être prise entre les mois de septembre et juin, à la discrétion de l'employeur.

b) Lorsqu'un salon professionnel est vendu, cédé ou transféré ou est changé de propriétaire ou d'employeur, le nouveau propriétaire ou employeur assume vis-à-vis chacune des salariés l'obligation du propriétaire ou de l'employeur précédant en ce qui concerne lesdites vacances qui sont dues en conformité avec le décret.

c) L'employeur doit faire connaître au salarié, au moins un mois à l'avance, la date fixée pour ses vacances; la rémunération des vacances est payable avant le départ pour la semaine de vacances. »

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades — Region of Trois-Rivières

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 520 (C) of May 27, 1959 and amendments, have petitined him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree;

1. The second sub-paragraph of paragraph "*e*" of article 7 will be replaced by the following:

"August 15 is also a day kept as a holiday in the cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine."

2. Article 9 (Vacation with pay) will be replaced by the following:

"9. *Vacation with pay: a*) Every year, employers governed by the decree shall give vacations with pay to their employees as follows:

1. *Men's hairdressers:* Every employee who has more than one year of continuous service for the same employer shall be entitled to eight (8) consecutive working days of vacation with pay, that is, one week of five (5) days and the first three (3) working days of the following week.

After three (3) years of continuous service for the same employer, an employee shall be entitled to two (2) complete weeks of vacation with pay.

2. *Ladies' hairdressers:* Every employee shall be entitled to two (2) consecutive working weeks of vacation with pay and the vacation pay shall be 4% of the wages and commissions earned.

3. The vacation shall be taken between June 1st and September 1st of each year unless otherwise agreed upon by the interested parties. However, the second week's vacation for men's hairdressers May be taken between the months of September and June, at the option of the employer.

b) When a professional parlour is sold or transferred, the new ownér or employer assumes towards every employee the obligations of the former owner or employer as regards the said vacations with pay to be granted under the decree.

c) The employer shall notify the employees, at least one month in advance, of the date fixed for their vacation. Vacation pay shall be given the employees before they leave for their vacation."

3° L'article 9-A suivant sera ajouté:

« 9-A *Congés de maladie:* Tout salarié a droit à douze (12) jours de congés de maladie payés, non cumulatifs, par année.

Toute absence de moins de deux (2) jours pour cause de maladie ne sera pas payée. Si l'absence est de plus de deux (2) jours, un certificat médical devra être présenté. »

4° L'article 9-B suivant sera ajouté:

« 9-B *Période de repos:* Une période de repos de quinze (15) minutes par demi-journée de travail sera accordée aux employés, individuellement. Cette période est comprise pendant les heures normales de travail de la journée et sera accordée le plus près possible du milieu de la période de travail. »

5° L'article 9-C suivant sera ajouté:

« 9-C *Avantages supplémentaires:* Les salariés qui bénéficient de conditions de travail plus avantageuses que celles prévues au présent décret, conserveront ces avantages et privilèges. »

6° L'article 22 sera remplacé par le suivant:

« 22° *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés.

Coiffeurs pour hommes

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux pour adultes	$1.25	$1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans	0.75	0.60
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	1.35	1.15
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans	0.90	0.75
Barbe	0.75	0.60
Flambage des cheveux	0.50	0.50
Shampooing	1.00	0.75
Massage	1.00	1.00
Lotion ou tonique	0.50	0.50
Aiguisage de rasoir	0.50	0.50 »

7° L'alinéa intitulé « zone II », apparaissant à l'article 23, où l'on détermine les heures de travail des coiffeurs pour hommes, sera remplacé par le suivant:

« *Zone II*

Lundi: fermé toute la journée, excepté les veilles de fêtes,

Mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.,

Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.,

Samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Les trois (3) jours précédant Noël, le Jour de l'An et Pâques: de 8 a.m. à 9 p.m. »

8° L'article 28 sera remplacé par le suivant:

« 28° *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coiffeurs pour dames

	Zone I	Zone II
Coupe de cheveux pour enfants	$1.00	$0.75
Coupe de cheveux pour adultes	1.50	1.00
Shampooing	0.70	0.50

3. The following article 9-A will be added:

"9-A *Days off for illness:* Every employee is entitled to twelve (12) non-cumulative days off for illness with pay per year.

Any absence of less than two (2) days for illness shall not be paid. If the absence is more than two (2) days, a doctor's certificate shall be produced."

4. The following article 9-B will be added:

"9-B *Rest period:* A fifteen minute rest period shall be granted to employees, individually, for every half work day. Such period shall be within the standard working hours of the day and shall be given as close as possible to the middle of the work period."

5. The following article 9-C will be added:

"9-C *Additional advantages:* Employees who benefit by working conditions more advantageous than those of the decree shall keep such advantages and privileges

6. Article 22 will be replaced by the following:

"22. *Minimum prices of services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Men's hairdressers

	Zones I	Zones II
Haircut for adults	$1.25	$1.00
Haircut for children under 15 years of age	0.75	0.60
Brushcut for adults	1.35	1.15
Brushcut for children under 15 years of age	0.90	0.75
Shave	0.75	0.60
Singeing of the hair	0.50	0.50
Shampoo	1.00	0.75
Massage	1.00	1.00
Lotion or tonic	0.50	0.50
Razor setting	0.50	0.50"

7. Sub-paragraph entitled "Zone II", mentioned in article 23 and concerning the hours of work for men's hairdressers will be replaced by the following:

"*Zone II*

Monday: no work, except on holiday eves,

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.,

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.,

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

On the three (3) working days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m."

8. Article 28 will be replaced by the following:

"28. *Minimum prices of services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Ladies' hairdressers

	Zones I	Zones II
Haircut for children	$1.00	$0.75
Haircut for adults	1.50	1.00
Shampoo	0.70	0.50

	Zones I	Zones II
Ondulation permanente avec ou sans « sachets chimiques »	$8.00	$6.00
Mise en plis	1.50	0.75
Massage facial	1.00	1.00
Épilation des sourcils	0.75	0.50
Manucure	1.00	0.50
Traitement à l'huile (sans mise en plis)	1.50	1.50
Rinçage	0.50	0.50
Teinture ou décoloration des cheveux (sans mise en plis)	5.00	4.00
Shampooing cocktail (sans mise en plis)	3.50	3.00 »

9° À l'article 29, l'alinéa intitulé « zone I », concernant les heures de travail des coiffeurs pour dames, sera remplacé par le suivant:

« *Coiffeurs pour dames*

Zone I

Lundi: chômé,
Mardi: de 9 a.m. à 6 p.m.,
Mercredi: de 9 a.m. à 9 p.m.,
Jeudi: de 9 a.m. à 6 p.m.,
Vendredi: de 9 a.m. à 9 p.m.,
Samedi: de 8 a.m. à 3 p.m.

Le lundi précédant Noël, le premier de l'An et Pâques, il y aura travail, aux mêmes heures que le mercredi.

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le travail doit cesser à l'heure précise déterminée ci-haut. »

10° L'article 33 sera remplacé par le suivant:

« 33° *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er septembre de l'année 1965 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 septembre 1964. 7712-o

	Zones I	Zones II
Permanent wave, with or without chemical pads	$8.00	$6.00
Water wave	1.50	0.75
Facial (massage)	1.00	1.00
Depilation of eyebrows	0.75	0.50
Manicure	1.00	0.50
Oil treatment (without water wave)	1.50	1.50
Rinse	0.50	0.50
Dyeing or bleaching of the hair (without water wave)	5.00	4.00
Cocktail shampoo (without water wave)	3.50	3.00"

9. In article 29, sub-paragraph entitled "Zone I", concerning the hours of work of ladies' hairdressers, will be replaced by the following:

"*Ladies' hairdressers*

Zone I

Monday: no work,
Tuesday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.,
Wednesday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.,
Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.,
Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.,
Saturday: 8:00 a.m. to 3:00 p.m.

On Mondays preceding Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours shall be those of a regular Wednesday.

On Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, work shall cease at the exact time determined above."

10. Article 33 will be replaced by the following:

"33. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until September 1, 1965. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before September 1st of the year 1965 or of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions with or without amendments, can only be rendred obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 5, 1964. 7712-o

Avis de modification

Industries de la sacoche — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec, rendue

Notice of amendment

Handbag Industry — Province

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the handbag industry in the Province of Quebec, rendered obligatory

obligatoire par le décret numéro 233 du 14 mars 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret.

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Taux minima de salaires:* Les taux horaires de salaires sont les suivants:

by the decree number 233 of March 14, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum scale of wages:* The following shall be the minimum wage rates:

	Taux horaires minima — Minimum hourly wage rates		
	1964 Semaine de 40 hres Jusqu'au 31 déc. 1964 — *1964 40-hour week up to Dec. 31, 1964*	*1965 Semaine de 38¾ hres Du 1er jan. 1965, au 31 déc. 1965* — *1965 38¾-hour week beginning Jan. 1, 1965 to Dec. 31, 1965*	*1966 Semaine de 37½ hres Du 1er jan. 1966, et subséquemment* — *1966 37½-hour week beginning Jan. 1, 1966 and thereafter*
Zone I			
Coupeur d'extérieurs — Outside cutter:			
Cuir et cuir laminé plastique — Leather and plastic leather backing	$1.60	$1.652	$1.707
Plastique ou autres matériels — Plastic and other materials	1.50	1.548	1.60
Coupeur d'intérieurs — Inside cutter:			
Manuel — Manual	1.45	1.497	1.547
À la machine — Machine	1.40	1.445	1.493
De papier — Paper	1.35	1.393	1.44
Monteur — Framer:			
Montures « push up » — Fush up frames	1.65	1.703	1.76
Montures à barres droites — Rail frames	1.50	1.548	1.60
Montures « Children Box » — Children box frames	1.25	1.29	1.333
Monteur de porte-monnaie — Change purse framer	1.00	1.032	1.067
Préposé à la machine haute — High post machine operator	1.60	1.652	1.707
Préposé à la machine basse — Glat machine operator	1.50	1.548	1.60
Faiseur de doublures — Lining operator:			
Cuir et cuir laminé plastique — Leather and plastic leather backing	1.25	1.29	1.333
Plastique et autres matériels — Plastic and other materials	1.20	1.239	1.28
Préposé machine à sceller à chaud — Heat sealer:			
Préposé à la mise en train — Set up man	1.45	1.497	1.547
Fournisseur — Feeder	1.05	1.084	1.12
Plieur d'extérieurs — Outside folder	1.30	1.342	1.387
Plieur de doublures — Lining folder	1.00	1.032	1.067
Cimenteur — Cementer:			
Pulvérisateur — Sprayer	1.00	1.032	1.067
Manuel — Manual	0.95	0.981	1.013
Brocheur — Stapler	1.15	1.187	1.227
Poseur d'ornements et de fermoirs — Ornamenter and lock fitter:			
Manuel — Manual	1.20	1.239	1.28
À la machine — Machine	1.10	1.135	1.173
Riveteur, poseur de courroies, d'œillets et de boutons — Riveter, handle, eyelet and button fitter	0.95	0.981	1.013
Pareur — Skiver	1.50	1.548	1.60
Finisseur — Trimmer	0.90	0.929	0.96
Bourreur — Packer:			
Bourreur et inspecteur — Packer and inspector	1.05	1.084	1.12
Bourreur — Packer	1.00	1.032	1.067
Tourneur et façonneur — Turner and shaper:			
Tourneur et façonneur — Turner and shaper	1.40	1.445	1.493
Tourneur — Turner	1.25	1.29	1.333
Tourneur sacoches d'enfants — Turner children handbags	1.10	1.135	1.173
Couvreur de montures — Frame coverer	1.15	1.187	1.227
Aide général — General worker	1.40	1.445	1.493
Aide — Helper:			
Premier trois (3) mois — First three (3) months	0.80	0.826	0.853
Par la suite — Thereafter	0.90	0.929	0.96
Apprenti (taux des débutants) — Apprentices (starting rate)	0.80	0.826	0.853

Zone II: Les taux minima de salaires de la zone II sont de quatre pour cent (4%) inférieurs à ceux de la zone I. »

2° Les articles IV-A et IV-B seront biffés.

3° L'article VI intitulé « Heures de Travail » sera remplacé par le suivant:

Zone II: The minimum rates of wages in zone II shall be four percent (4%) less than the rates hereinabove specified for zone I."

2. Article IV-A and article IV-B will be deleted.

3. Article VI entitled "Working Hours" will be replaced by the following:

« VI. *Heures de travail:* 1° Jusqu'au 31 décembre 1964 inclusivement, la semaine régulière de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq (5) jours ouvrables de huit (8) heures chacun, comme suit: du lundi au vendredi inclusivement, 8 a.m. à midi, avec une (1) heure d'interruption pour le repas du midi entre midi et 1 p.m. et le travail doit reprendre de 1 p.m. jusqu'à 5 p.m.

Aucun travail ne doit être exécuté: *a*) durant la période des repas, *b*) le samedi après 12 (midi), *c*) les dimanches.

Tout travail exécuté après 5.00 p.m. et tout travail exécuté les samedis, lorsque le permet l'article VI-A, doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier.

Si un salarié perd du temps parce qu'il arrive en retard au travail, le temps supplémentaire ne comptera, le jour où il est en retard au travail, que lorsqu'il aura repris le temps perdu.

Les salariés requis par l'employeur de se présenter au travail le matin doivent être rémunérés pour au moins quatre (4) heures de travail, qu'ils soient mis au travail ou non.

2° À compter du 1er janvier 1965 jusqu'au 31 décembre 1965 inclusivement, la semaine régulière de travail comprendra trente-huit heures et trois quarts (38¾) réparties en cinq (5) jours de sept heures et trois quarts (7¾) chacun, comme suit:

Du lundi au vendredi inclusivement de 8 a.m. à midi avec une (1) heure d'interruption pour le repas du midi entre midi et 1 p.m. et le travail reprendra de 1 p.m. jusqu'à 4.45 p.m. Aucun travail ne doit être exécuté: *a*) durant la période des repas, *b*) le samedi après 12 (midi), *c*) les dimanches.

Tout travail exécuté après 4.45 p.m. et tout travail exécuté les samedis, lorsque le permet l'article VI-A, doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier.

Si un salarié perd du temps parce qu'il arrive en retard au travail, le temps supplémentaire ne comptera, le jour où il est en retard au travail, que lorsqu'il aura repris le temps perdu.

Les salariés requis par l'employeur de se présenter au travail le matin doivent être rémunérés pour au moins quatre (4) heures de travail, qu'ils soient mis au travail ou non.

3° À compter du 1er janvier 1966 et subséquemment, la semaine régulière de travail comprendra trente-sept heures et demie (37½) réparties en cinq (5) jours de sept heures et demie (7½) chacun, comme suit:

Du lundi au vendredi inclusivement de 8 a.m. à midi avec une (1) heures d'interruption pour le repas du midi entre midi et 1 p.m. et le travail reprendra de 1 p.m. jusqu'à 4.30 p.m.

Aucun travail ne doit être exécuté: *a*) durant la période des repas, *b*) le samedi après 12 (midi), *c*) les dimanches.

Tout travail exécuté après 4.30 p.m. et tout travail exécuté les samedis, lorsque le permet l'article VI-A, doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier.

Si un salarié perd du temps parce qu'il arrive en retard au travail, le temps supplémentaire ne comptera, le jour où il est en retard au travail, que lorsqu'il aura repris le temps perdu.

Les salariés requis par l'employeur de se présenter au travail le matin doivent être rémunérés pour au moins quatre (4) heures de travail, qu'ils soient mis au travail ou non. »

"VI. *Working hours:* 1. Up to and including December 31, 1964, a regular week's work shall consist of forty (40) hours divided into five (5) working days of eight (8) hours each, as follows: from Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8:00 a.m. and cease at 12:00 noon, with one (1) hour's interval for lunch between 12:00 noon and 1:00 p.m. and the work shall be resumed from 1:00 p.m. until 5:00 p.m.

No work shall be performed: *a*) during the interval for lunch, *b*) on Saturdays after 12:00 noon, *c*) on Sundays.

All work performed after 5:00 p.m. and on Saturdays, when permitted by article VI-A hereunder, shall be deemed to be overtime and shall be paid for at the rate of time and one-half based on the regular wages.

Should an employee lose time through lateness in arriving at work, overtime shall begin on the day when the lateness occurs only after the lost time is made up by the said employee.

All employees requested by the employer to report to work in the morning shall be paid for a minimum of four (4) hours wages, whether or not there is work to be done.

2. Beginning with January 1, 1965, up to and including December 31, 1965, a regular week's work shall consist of thirty-eight and three-quarter hours (38¾) divided into five (5) days of seven and three-quarter (7¾) hours each, as follows:

Prom Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8:00 a.m. and cease at 12:00 noon, with one (1) hour's interval for lunch between 12:00 noon and 1:00 p.m. and work shall resume from 1:00 p.m. until 4:45 p.m. No work shall be performed: *a*) during the interval for lunch, *b*) on Saturdays after 12:00 (noon), *c*) on Sundays.

All work performed after 4:45 p.m. and on Saturdays, when permitted by article VI-A hereunder, shall be deemed to be overtime and shall be paid for at the rate of time and one-half based on the regular wages.

Should an employee lose time through lateness in arriving at work, overtime shall begin on the day when the lateness occurs only after the lost time is made up by the said employee.

All employees requested by the employer to report to work in the morning shall be paid for a minimum of four (4) hours wages, whether or not there is work to be done.

3. Beginning with January 1, 1966 and thereafter, a regular week's work shall consist of thirty-seven and one-half (37½) hours, divided into five (5) days of seven and one-half (7½) hours each, as follows:

Prom Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8:00 a.m. and cease at 12:00 noon, with one (1) hour's interval for lunch between 12:00 noon and 1:00 p.m. and work shall resume from 1:00 p.m. until 4:30 p.m.

No work shall be performed: *a*) during the interval for lunch, *b*) on Saturdays after 12:00 (noon), *c*) on Sundays.

All work performed after 4:30 p.m. and on Saturdays, when permitted by Article VI-A hereunder, shall be deemed to be overtime and shall be paid for at the rate of time and one-half based on the regular wages.

Should an employee lose time through lateness in arriving at work, overtime shall begin on the day when the lateness occurs only after the lost time is made up by the said employee.

All employees requested by the employer to report to work in the morning shall be paid a minimum of four (4) hours wages, whether or not there is work to be done."

4. L'article VI-A intitulé « Travail supplémentaire » sera remplacé par le suivant:

« VI-A. *Travail supplémentaire:* 1° Jusqu'au 31 décembre 1964 inclusivement, tout travail supplémentaire exécuté en plus et en dehors des heures régulières, n'est permis que jusqu'à 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, et entre 8 a.m. et midi le samedi de chaque semaine.

2° Du 1er janvier 1965 jusqu'au 31 décembre 1965, tout travail supplémentaire exécuté en plus et en dehors des heures régulières n'est permis que jusqu'à 6.45 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, et entre 8 a.m. et midi le samedi de chaque semaine.

3° Du 1er janvier 1966 et subséquemment, tout travail supplémentaire exécuté en plus et en dehors des heures régulières n'est permis que jusqu'à 6.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, et entre 8 a.m. et midi le samedi de chaque semaine. »

5° L'article IX intitulé « Jours de fêtes » sera amendé en ajoutant les sous-paragraphes suivants au paragraphe « *c* »:

« De plus, pour avoir droit à la rémunération desdits sept (7) jours de fêtes légales payées, un salarié ne doit pas avoir été absent le jour ouvrable précédant le jour de fête ou le jour ouvrable suivant le jour de fête, excepté dans les cas d'incapacité dus à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur.

Pour les fins du paragraphe précédent, tout jour proclamé jour de fête par les autorités compétentes ne sera pas considéré comme un jour de travail. »

6° L'article XII-A intitulé « Travail à domicile » sera remplacé par le suivant:

« XII-A *Travail à domicile:* 1° Tout travail exécuté sur les produits ou parties d'iceux entrant dans le champ d'application du présent décret et donné à toute personne ou accepté par toute personne pour être exécuté dans ou à proximité d'un domicile, d'un appartement, d'un logement ou d'une chambre ou pièce dans toute maison ou lieu d'habitation doit être considéré comme du travail à domicile.

2° Aucun travail ne doit être donné au salarié ou autre personne pour être manufacturé ou exécuté à domicile, et aucun salarié ou autre personne ne doit exécuter tel travail à domicile sur tout produit régi par le présent décret. »

7° L'article XIII intitulé « Vacances payées » sera amendé en remplaçant les mots « 15 juin » partout où ils apparaissent dans ledit article, par les mots « 1er juillet ».

8° L'article XIV-C intitulé « Sécurité sociale » sera amendé en remplaçant les mots « deux pour cent (2%) » partout où ils apparaissent dans ledit article, par les mots « trois pour cent (3%) ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 septembre 1964. 7712-o

4. Article VI-A entitled "Overtime" will be replaced the following:

"VI-A. "*Overtime*". 1. Up to and including December 31, 1964, overtime work in addition to and after regular hours is permitted only up to and not later than 7:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, and between the hours of 8:00 a.m. and 12:00 noon on Saturday of each week.

2. From January 1, 1965 up to December 31, 1965, overtime work in addition to and after regular hours is permitted only up to and not later than 6:45 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, and between the hours of 8:00 a.m. and 12:00 noon on Saturday of each week.

3. From January 1, 1966 and thereafter, overtime work, in addition to and after regular hours, is permitted only up to and not later than 6:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, and between the hours of 8:00 a.m. and 12:00 noon on Saturday of each week."

5. Article IX entitled "Holidays" will be amended by adding the following sub-paragraphs to paragraph "*c*":

"Furthermore, to qualify for the payment of the said seven (7) legal holidays, an employee must not be absent during the first work day before the holiday or the first work day after the holiday, except in the case of incapacity caused by sickness or layoff of employment by the employer.

Any day proclaimed by competent authority as a holiday will not be considered to be a work day for this purpose."

6. Article XII-A entitled "Home Work" will be replaced by the following:

"XII-A *Home Work:* 1. All work on products or any parts thereof coming under the jurisdiction of this decree, which is given to or accepted by any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such shall be deemed to be "Home Work".

2. No work shall be given to employees or any other persons to be manufactured or worked upon at home, and no employees or other persons shall perform any work at home upon any of the products coming within the jurisdiction of the decree."

7. Article XIII entitled "Vacation with Pay" will be amended by replacing the words "June 15th" wherever they occur therein by the words "July 1st".

8. Article XIV-C entitled "Social Security" will be amended by replacing the words "two percent (2%)" wherever they occur in the said article by the words "three percent (3%)".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 5, 1964. 7712-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité Paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull, établi en exécution du décret numéro 387 du 24 avril 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 26 août 1964, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1964 au 1er septembre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen du compagnon fixé à $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull, pour la période comprise entre le 1er septembre 1964 et le 1er septembre 1965.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull", formed under decree number 387 of April 24, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1638 of August 26, 1964, Section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from September 1, 1964 to September 1, 1965, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the decree.

b) The artisans governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of $50.00 per week (average wage rate fixed for journeymen).

c) The employees governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates, March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull" for the period between September 1, 1964 and September 1, 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE HULL

Siège social: 175 rue Eddy, Hull

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1964 et le 1er septembre 1965.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, artisans et salariés	$1,700.00
Déboursés:	
Frais de déplacement	$ 460.00
Inspection	450.00
Frais professionnels	250.00
Délégations	250.00
Vérificateur	120.00
Secrétariat	70.00
Téléphone	60.00
Papeterie et timbres	40.00
	$1,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 septembre 1964. 7712-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel établi en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 26 août 1964, (section « C ») d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1964 au 10 septembre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE HULL

Head office: 175, Eddy St. Hull

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1, 1964 and September 1, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers, artisans and employees	$1,700.00
Disbursements:	
Travelling expenses	$ 460.00
Inspection	450.00
Professional fees	250.00
Delegations	250.00
Auditor	120.00
Secretary's office	70.00
Telephone	60.00
Stationery and postage	40.00
	$1,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 5, 1964. 7712-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree number 602, of June 9, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1638 of August 26, 1964, (section "C"), in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the conditions and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levey extends from September 10, 1964, to September 10, 1965; and is applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le dixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1964 et le 10 septembre 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1964 et le 10 septembre 1965.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$34,500.00
Salariés	34,500.00
Artisans	600.00
Honoraires d'examens	1,750.00
Intérêts sur obligations	7,815.00
	$79,165.00
Déboursés:	
Administration générale:	
Salaire des employés	$30,940.00
Frais de déplacements pour assemblées extérieures et inspections	10,488.00
Jetons de présence et frais d'assistance aux assemblées	4,900.00
Poste, téléphone	740.00
Vérificateur	300.00
Bureau des examinateurs	7,500.00
Papeterie	425.00
Assurance-chômage	240.24
Entretien des bureaux	750.00
Fonds de pension	2,120.48
Assurance-groupe	505.68
Chauffage	275.00
Éclairage	135.00
Taxes	369.50
Assurances – automobiles	409.00
Assurances – propriété	59.00
Entretien sur bâtisse	200.00
Dépréciation – autos des inspecteurs	2,400.00
Aide à l'apprentissage	2,000.00
Divers	2,000.00
	$66,756.90
Surplus	12,408.10
	$79,165.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 septembre 1964. 7712-o

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail then to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, for the period between September 10, 1964 and September 10, 1965.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1964, and September 10, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$34,500.00
Employees	34,500.00
Artisans	600.00
Examination fees	1,750.00
Bonds interest	7,815.00
	$79,165.00
Expenses:	
General administration:	
Employees' salaries	$30,940.00
Travelling expenses for meetings and inspections	10,488.00
Attendance Fees and meetings expenses	4,900.00
Postage and telephone	740.00
Auditor	300.00
Board of Examiners	7,500.00
Stationery	425.00
Unemployment insurance	240.24
Office maintenance	750.00
Pension fund	2,120.48
Group insurance	505.68
Heating	275.00
Electricity	135.00
Taxes	369.50
Insurances – – auto	409.00
Insurances – Properties	59.00
Maintenance of building	200.00
Depreciation – inspectors' automobiles	2,400.00
Subvention to apprenticeship	2,000.00
Miscellaneous	2,000.00
	$66,756.90
Estimated surplus	12,408.10
	$79,165.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 5, 1964. 7712-o

Nominations

Conseils en loi de la Reine

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1338, en date du 15 juillet 1964, MM. Gérard Doyon, de Ste-Foy, Paul-Marcel Prévost, de Montréal, et F. Edmund Barnard, de Sherbrooke, tous trois avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7702-o

Appointments

Queen's Counsel

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 1338 dated July 15, 1964, Messrs. Gérard Doyon, of Ste-Foy, Paul-Marcel Prévost, of Montreal, and F. Edmund Barnard, of Sherbrooke, all three advocates and members of the Quebec Bar, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7702

Soumissions

Cité de Lévis
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Camille Forgues, greffier, Hôtel de ville, 8, rue Fraser, Lévis, (Lévis), P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 24 septembre 1964, pour l'achat de $184,500 d'obligations de la cité de Lévis, comté de Lévis, datées du 1er octobre 1964 et remboursables par séries du 1er octobre 1965 au 1er octobre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 609 — $70,000 — aqueduc et égouts; 618 — $50,000 — voirie; 622 — $23,600 — aqueduc et égouts; 625 — $13,000 — mur de soutènement; 627 — $27,900 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $184,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1965	$ 9,000
1er octobre 1966	9,000
1er octobre 1967	9,000
1er octobre 1968	9,000
1er octobre 1969	9,000
1er octobre 1970	9,000
1er octobre 1971	9,000
1er octobre 1972	9,000
1er octobre 1973	9,000
1er octobre 1974	9,000
1er octobre 1975	9,000
1er octobre 1976	9,000
1er octobre 1977	9,500
1er octobre 1978	9,500
1er octobre 1979	10,000
1er octobre 1980	10,000
1er octobre 1981	9,500
1er octobre 1982	9,500
1er octobre 1983	9,500
1er octobre 1984	9,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

Tenders

City of Lévis
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Camille Forgues, city clerk, Town Hall, 8 Fraser Street, Lévis, (Lévis), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, September 24, 1964, for the purchase of an issue of $184,500 of bonds for the city of Lévis, county of Lévis, dated October 1, 1964, and redeemable serially from October 1, 1965 to October 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 609 — $70,000 — aqueduct and sewers; 618 — $50,000 — roads; 622 — $23,600 — aqueduct and sewers; 625 — $13,000 — retaining wall; 627 — $27,900 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $184,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1965	$ 9,000
October 1, 1966	9,000
October 1, 1967	9,000
October 1, 1968	9,000
October 1, 1969	9,000
October 1, 1970	9,000
October 1, 1971	9,000
October 1, 1972	9,000
October 1, 1973	9,000
October 1, 1974	9,000
October 1, 1975	9,000
October 1, 1976	9,000
October 1, 1977	9,500
October 1, 1978	9,500
October 1, 1979	10,000
October 1, 1980	10,000
October 1, 1981	9,500
October 1, 1982	9,500
October 1, 1983	9,500
October 1, 1984	9,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 24 septembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 8, rue Fraser, Lévis, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis, (Comté de Lévis), ce 28 août 1964.

Le Greffier,
CAMILLE FORGUES.

Hôtel de ville, 8, rue Fraser,
Lévis, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-9311, code 418. 7740-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord

Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné David Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2587, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 septembre 1964, pour l'achat de $170,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, datées du 1er octobre 1964 et remboursables par séries du 1er octobre 1965 au 1er octobre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 25 novembre 1963 — $170,000 — construction d'une école de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $170,000 — 15 ans

Année		*Capital*
1er octobre 1965	x	$20,000
1er octobre 1966	x	21,000
1er octobre 1967	x	22,000
1er octobre 1968	x	23,000
1er octobre 1969	x	25,000
1er octobre 1970		4,000
1er octobre 1971		4,000
1er octobre 1972		5,000
1er octobre 1973		5,000
1er octobre 1974		6,000
1er octobre 1975		6,000
1er octobre 1976		7,000
1er octobre 1977		7,000
1er octobre 1978		7,000
1er octobre 1979		8,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $110,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $22,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on September 24, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 8 Fraser Street, Lévis, county of Lévis.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lévis, (County of Lévis), August 28, 1964.

CAMILLE FORGUES,
City Clerk.

Town Hall, 8 Fraser Street,
Lévis (Lévis), P.Q.
Telephone: 837-9311, code: 418. 7740

The school commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi-North

County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned David Boucher, secretary-treasurer, Town Hall, 2587 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 21, 1964, for the purchase of an issue of $170,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, dated October 1, 1964, and redeemable serially from October 1, 1965 to October 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 25, 1963 — $170,000 — construction of an 8-class school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $170,000 — 15 years

Year		*Capital*
October 1, 1965	x	$20,000
October 1, 1966	x	21,000
October 1, 1967	x	22,000
October 1, 1968	x	23,000
October 1, 1969	x	25,000
October 1, 1970		4,000
October 1, 1971		4,000
October 1, 1972		5,000
October 1, 1973		5,000
October 1, 1974		6,000
October 1, 1975		6,000
October 1, 1976		7,000
October 1, 1977		7,000
October 1, 1978		7,000
October 1, 1979		8,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $110,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $22,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour de obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2587, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord, (Comté de Chicoutimi), ce 1er septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID BOUCHER.

Hôtel de ville, 2587, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord, (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: 543-2303, code 418. 7756-o

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, September 21, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at in the Town Hall, 2587 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Chicoutimi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North, (County of Chicoutimi), September 1, 1964.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2587 Roussel Street,
Chicoutimi-North, (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: 543-2303, code 418. 7756

Village de St-Joseph
St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Presseau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1000 rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 septembre 1964, pour l'achat de $50,000 d'obligations du village de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er octobre 1964 et remboursables par séries du 1er octobre 1965 au 1er octobre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 142 — $50,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $50,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1965	$1,000
1er octobre 1966	1,500
1er octobre 1967	1,500
1er octobre 1968	1,500
1er octobre 1969	1,500
1er octobre 1970	2,000
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	2,000
1er octobre 1973	2,000
1er octobre 1974	2,500
1er octobre 1975	2,500
1er octobre 1976	2,500
1er octobre 1977	3,000
1er octobre 1978	3,000
1er octobre 1979	3,000
1er octobre 1980	3,500

Village of St-Joseph
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Presseau, secretary-treasurer, Town Hall, 1000 Villeneuve Street, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 21, 1964, for the purchase of an issue of $50,000 of bonds for the village of St-Joseph, county of St-Hyacinthe, dated October 1, 1964, and redeemable serially from October 1, 1965 to October 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No.: 142 — $50,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $50,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1965	$1,000
October 1, 1966	1,500
October 1, 1967	1,500
October 1, 1968	1,500
October 1, 1969	1,500
October 1, 1970	2,000
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	2,000
October 1, 1973	2,000
October 1, 1974	2,500
October 1, 1975	2,500
October 1, 1976	2,500
October 1, 1977	3,000
October 1, 1978	3,000
October 1, 1979	3,000
October 1, 1980	3,500

1er octobre 1981	$3,500
1er octobre 1982	3,500
1er octobre 1983	4,000
1er octobre 1984	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1000 rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph, (Comté de St-Hyacinthe), ce 1er septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD PRESSEAU.

Hôtel de ville, 1000, rue Villeneuve,
St-Joseph, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-1717, code 514. 7758-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Pierreville
Yamaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Luc Côté, secrétaire-trésorier, 104 rue Maurault, Pierrebille, comté de Yamaska, jusqu'à 8.30 heures du soir, jeudi, le 24 septembre 1964, pour l'achat de $357,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Pierreville, comté de Yamaska, datées du 1er octobre 1964 et remboursables par séries du 1er octobre 1965 au 1er octobre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 17 juillet 1964 — $357,500. — agrandissement de l'école Maurault (10 classes et un cafétéria).

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $357,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1 octobre 1965	x$39,500
1 octobre 1966	x 42,000
1 octobre 1967	x 44,500
1 octobre 1968	x 47,000
1 octobre 1969	x 50,000
1 octobre 1970	6,000
1 octobre 1971	6,000
1 octobre 1972	6,500

October 1, 1981	$3,500
October 1, 1982	3,500
October 1, 1983	4,000
October 1, 1984	4,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the banks, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 21, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1000 Villeneuve St., St-Joseph, county of St-Hyacinthe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph, (County of St-Hyacinthe), September 1, 1964.

GÉRARD PRESSEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1000 Villeneuve St.,
St-Joseph (St-Hyacinthe) P.Q.
Téléphone: 773-1717, code 514. 7758

The school commissioners for the municipality of Pierreville
County of Yamaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Luc Côté, secretary-treasurer, 104 Maurault St., Pierreville, county of Yamaska, until 8:30 o'clock p.m., Thursday, September 24, 1964, for the purchase of an issue of $357,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Pierreville, county of Yamaska, dated October 1, 1964, and redeemable serially from October 1, 1965 to October 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 17, 1964 — $357,500 — enlarging of the Maurault school (10 classes and one cafeteria).

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $357,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1965	x $39,500
October 1, 1966	x 42,000
October 1, 1967	x 44,500
October 1, 1968	x 47,000
October 1, 1969	x 50,000
October 1, 1970	6,000
October 1, 1971	6,000
October 1, 1972	6,500

1 octobre 1973	$7,000
1 octobre 1974	7,500
1 octobre 1975	8,000
1 octobre 1976	8,000
1 octobre 1977	8,500
1 octobre 1978	9,000
1 octobre 1979	9,500
1 octobre 1980	10,500
1 octobre 1981	11,000
1 octobre 1982	11,500
1 octobre 1983	12,500
1 octobre 1984	13,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $235,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $47,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierreville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligarions au moment de leur libraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 24 septembre 1964, à 8.30 heures du soir, à la Salle des Chevaleirs de Colomb, Pierreville, comté de Yamaska.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierreville, (Comté de Yamaska), ce 1er septembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-LUC CÔTÉ.

104, rue Maurault,
Pierreville, (Yamaska), P.Q.
Téléphone: 568-3332 (jour)
568-2108 (soir), code 514. 7757-o

Ville de Trois-Pistoles
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné P. E. Bérubé, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 21 septembre 1964, pour l'achat de $45,000 d'obligations de la ville de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er octobre 1964 et remboursables par séries du 1er octobre 1965 au 1er octobre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 230 — $45,000 — aqueduc et égouts.

October 1, 1973	$7,000
October 1, 1974	7,500
October 1, 1975	8,000
October 1, 1976	8,000
October 1, 1977	8,500
October 1, 1978	9,000
October 1, 1979	9,500
October 1, 1980	10,500
October 1, 1981	11,000
October 1, 1982	11,500
October 1, 1983	12,500
October 1, 1984	13,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $235,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $47,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierreville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, September 24, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at the Hall of the Knights of Colombus, Pierreville, county of Yamaska.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pierreville, (County of Yamaska), September 1, 1964.

JEAN-LUC CÔTÉ,
Secretary-Treasurer.

104 Maurault Street,
Pierreville, (Yamaska), P.Q.
Telephone: 568-3332 (day)
568-2108 (night), code 514. 7757-

Town of Trois-Pistoles
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned P. E. Bérubé, secretary-treasurer, Town Hall, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, until 7:30 o'clock p.m., Monday, September 21, 1964, for the purchase of an issue of $45,000 of bonds for the town of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, dated October 1, 1964, and redeemable serially from October 1, 1965 to October 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 230 — $45,000 — aqueduct and sewers.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $45,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1965	$ 500
1er octobre 1966	500
1er octobre 1967	500
1er octobre 1968	500
1er octobre 1969	500
1er octobre 1970	1,000
1er octobre 1971	1,000
1er octobre 1972	1,000
1er octobre 1973	1,000
1er octobre 1974	1,000
1er octobre 1975	1,000
1er octobre 1976	1,000
1er octobre 1977	1,000
1er octobre 1978	1,000
1er octobre 1979	1,500
1er octobre 1980	1,500
1er octobre 1981	1,500
1er octobre 1982	1,500
1er octobre 1983	1,500
1er octobre 1984	26,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau seulement, et que les offres qui qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Pistoles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 21 septembre 1964, à 7.30 heures du soir, Hôte de ville, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Pistoles, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 1er septembre 1964.

Le secrétaire-trésorier,
P. E. BÉRUBÉ.

Hôtel de ville, C.P. 550,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone: 851-1995, code 418. 7759-o

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $45,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1965	$ 500
October 1, 1966	500
October 1, 1967	500
October 1, 1968	500
October 1, 1969	500
October 1, 1970	1,000
October 1, 1971	1,000
October 1, 1972	1,000
October 1, 1973	1,000
October 1, 1974	1,000
October 1, 1975	1,000
October 1, 1976	1,000
October 1, 1977	1,000
October 1, 1978	1,000
October 1, 1979	1,500
October 1, 1980	1,500
October 1, 1981	1,500
October 1, 1982	1,500
October 1, 1983	1,500
October 1, 1984	26,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Pistoles.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanie by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, September 21, 1964, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Pistoles (County of Rivière-du-Loup), September 1, 1964.

P. E. BÉRUBÉ.
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 550,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 851-1995, code 418. 7759

Ville de L'Assomption
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ernest Archambault, greffier, Hôtel de ville, 210, rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de L'Assomption, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 septembre 1964, pour l'achat de $261,500 d'obligations de la ville de L'Assomption, comté de L'Assomption, datées du 1er septembre 1964 et remboursables par séries du 1er septembre 1965

Town of L'Assomption
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ernest Archambault, City Clerk, Town Hall, 210 Ste-Anne St., L'Assomption, county of L'Assomption, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 22, 1964, for the purchase of an issue of $261,500 of bonds for the town of L'Assomption, county of L'Assomption, dated September 1, 1964, and redeemable serially from September 1, 1965 to

au 1er septembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 14-i — $90,000 — renouvellement; 40 — $21,500 — aqueduc et égouts; 41 — $75,000 — aqueduc et égouts; 45 — $20,000 — trottoirs; 46 — $55,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1964.

Tableau d'amortissement — $261,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1965	$10,500
1er septembre 1966	10,500
1er septembre 1967	11,000
1er septembre 1968	11,500
1er septembre 1969	11,500
1er septembre 1970	11,000
1er septembre 1971	12,000
1er septembre 1972	11,500
1er septembre 1973	12,000
1er septembre 1974	12,000
1er septembre 1975	11,000
1er septembre 1976	12,000
1er septembre 1977	12,000
1er septembre 1978	13,000
1er septembre 1979	13,500
1er septembre 1980	14,500
1er septembre 1981	15,000
1er septembre 1982	15,500
1er septembre 1983	16,000
1er septembre 1984	25,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 septembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 210, rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Assomption, (Comté de L'Assomption), ce 2 septembre 1964.

Le Greffier,

ERNEST ARCHAMBAULT.

Hôtel de ville, 210, rue Ste-Anne,
C. P. 100,
L'Assomption, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 837-4792, code 514. 7762-o

September 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 14-i — $90,000 — renewal; 40 — $21,500 — aqueduct and sewers; 41 — $75,000 — aqueduct and sewers; 45 — $20,000 — sidewalks; 46 — $55,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1964.

Table of redemption — $261,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1965	$10,500
September 1, 1966	10,500
September 1, 1967	11,000
September 1, 1968	11,500
September 1, 1969	11,500
September 1, 1970	11,000
September 1, 1971	12,000
September 1, 1972	11,500
September 1, 1973	12,000
September 1, 1974	12,000
September 1, 1975	11,000
September 1, 1976	12,000
September 1, 1977	12,000
September 1, 1978	13,000
September 1, 1979	13,500
September 1, 1980	14,500
September 1, 1981	15,000
September 1, 1982	15,500
September 1, 1983	16,000
September 1, 1984	25,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 22, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 210 Ste-Anne St., L'Assomption, county of L'Assomption.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Assomption, (County of L'Assomption), September 2, 1964.

ERNEST ARCHAMBAULT,
City Clerk.

Town Hall, 210 Ste-Anne St.,
P.O. Box 100,
L'Assomption (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 837-4792, code 514. 7762

Syndicats professionnels

Le Syndicat des employés de bureau de la Compagnie d'électricité Shawinigan (C.S.N.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 juin 1964, autorisé le changement de nom de « L'Union des employés de bureau de The Shawinigan Water & Power Company », dont la constitution a été autorisée le 26 avril 1944, et dont le siège social est situé à Trois-Rivières, en celui de « Le Syndicat des employés de bureau de la Compagnie d'électricité Shawinigan (C.S.N.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapiter 162.

Québec, le 2 juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7710-o

Le Syndicat des producteurs de bleuets de St-Henri de Taillon (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets de St-Henri de Taillon (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 9 juillet 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Henri-de-Taillon, district judiciaire de Roberval.

Québec, le 10 juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7711-o

Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation du diocèse de Rimouski

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation du diocèse de Rimouski », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 18 août 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Québec, le 21 août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7741-o

Association des employés de Ernest Quintal limitée

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Ernest Quintal limitée », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 15 juillet 1964,

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 20 juillet 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7760-o 43-64

Professional Syndicates

Le Syndicat des employés de bureau de la Compagnie d'électricité Shawinigan (C.S.N.)

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 29, 1964, authorized the change of name of "L'Union des employés de bureau de The Shawinigan Water & Power Company", the corporation of which was authorized on April 26, 1944, and whose head office is situated at Trois-Rivières, into that of "Le Syndicat des employés de bureau de la Compagnie d'électricité Shawinigan (C.S.N.)", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, July 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7710

Le Syndicat des producteurs de bleuets de St-Henri de Taillon (U.C.C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de bleuets de St-Henri de Taillon (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on July 9, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Henri-de-Taillon, judicial district of Roberval.

Quebec, July 10, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7711

Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation du diocèse de Rimouski

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation du diocèse de Rimouski", has been authorized by the Provincial Secretary on August 18, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Quebec, August 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7741

Association des employés de Ernest Quintal limitée

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Ernest Quintal limitée", has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Charlemagne, judicial district of Joliette.

Quebec, July 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7760 43-64

Ventes — Loi de faillite

Romuald Langlois

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure C. S. No F 243 (en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de: Romuald Langlois, industriel, Rimouski, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1964 à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Octave de Métis, comté de Matane, les immeubles de cette faillite comme suit:

Item A: Une partie du lot numéro cent soixante-cinq (p. 165) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave-de-Métis, Seigneurie de Métis, étant un terrain ou emplacement situé à St-Octave de Métis, contenant environ cent cinquante et un pieds (151′) de front, le long de la route, sur environ cent quarante pieds (140′) de profondeur de la route au ruisseau, le tout mesure anglaise, borné au nord à Jean Martin, à une ligne passant à dix-huit pieds au sud de la propriété d'Alphonse Lévesque, à l'est à Jean Martin, au sud à la propriété vendue à Gordon McArthur et à l'ouest à la route, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Item B: Une partie du lot numéro cent soixante-cinq (p. 165) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, Seigneurie de Métis, étant un terrain situé dans la paroisse de St-Octave de Métis, mesurant cent soixante-trois pieds (163′) de longueur, sur soixante-dix pieds (70′) de largeur, avec une entrée de douze pieds de largeur sur cent pieds de longueur pour atteindre le chemin public, le terrain principal est borné au nord par le chemin de fer, à l'est partie par le chemin de douze pieds et partie au terrain de Pierre Savard ou représentant, au sud et au sud-ouest au terrain de Jean Martin, avec la meunerie et autres bâtisses dessus construites et dépendances, avec tout l'outillage de meunerie et autre mobilier, tel que le tout se trouve acuellement et dont l'acheteur se déclare satisfait.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps, et s'adressant au bureau du syndic, soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, registraire des faillites le 27e jour de juillet 1964.

Condition de paiement: Comptant.

Rimouski, Québec, ce 20e jour d'août 1964.

Le Syndic licencié,
HENRI-A. MARTIN.

160, Évêché, Rimouski. 7670-35-2-o

Georges-René Gagné

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 7693-F; dans l'affaire de la faillite de Georges-René Gagné, vendeur à commission, St-Urbain, comté Charlevoix, débiteur.

Sales — Bankruptcy Act

Romuald Langlois

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (In the matter of Bankruptcy) C. S. No. F 243 in the matter of the bankruptcy of: Romuald Langlois, industrialist, Rimouski, Que., bankrupt.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door of St-Octave de Métis, county of Matane, the immoveables of this bankruptcy, as follows:

Item A: A part of lot number one hundred and sixty-five (Pt. 165) of the official cadaster of the parish of St-Octave-de-Métis, Seigniory of Métis, being a lot of land or emplacement situated at St-Octave de Métis, containing about one hundred and fifty-one feet (151′) in front, along the highway, by about one hundred and forty feet (140′) in depth along the route "au ruisseau", the whole English measure, bounded on the north by Jean Martin, by a line passing at eighteen feet south of the property of Alphonse Lévesque, on the east, by Jean Martin, on the south, by the property sold to Gordon McArthur and on the west by the highway, with buildings thereon erected and dependencies.

Item B: A part of lot one hundred and sixty-five (Pt. 165) on the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, Seigniory of Métis, being a lot of land situated in the parish of St-Octave de Métis, measuring one hundred and sixty-three feet (163′) in length, by seventy feet (70′) in width, with an entrance of twelve feet in width by one hundred feet in length to attain the public highway, the principal lot of land is bounded on the north by the railroad, on the east, partly by the road of twelve feet and partly by the lot of land of Pierre Savard, or representative, on the south and on the southwest by the lot of Jean Martin, with the flour mill and other buildings thereon erected and dependencies, with all the flour mill equipment and other furniture, such as the whole is to be found presently and with which the purchaser declares himself to be satisfied.

These immoveables shall be offered to the highest and last bidder.

Titles and certificates of research may be examined at any time, applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also with section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by the sheriff with the effect of a decree, and is made in accordance with the judgment rendered by Mr. J.-Bte. Desjardins, Registrar of Bankruptcies, on the 27th day of July, 1964.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 20th day of August, 1964.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

160 Évêché, Rimouski. 7670-35-2

Georges-René Gagné

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (in bankruptcy) No. 7693-F; in the matter of bankruptcy of Georges-René Gagné, salesman on commission, St-Urbain, county of Charlevoix, debtor.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1964 à TROIS heures p.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Urbain, comté Charlevoix, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un emplacement de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 421-19; au nord-est par les lots 421-14 et 421-17, au sud-est par le lot 421-17, au sud-ouest par le lot 421-19 mesurant trente-quatre pieds (34′) et soixante-seize pieds et six dixièmes (76.6′) au nord-ouest quarante-trois pieds (43′) et vingt-six pieds (26′) au nord-est; quarante pieds (40′) et soixante-dix pieds (70′) au sud-est et vingt-sept pieds (27′) et vingt-six pieds (26′) au sud-ouest formant le lot numéro vingt de la subdivision du lot original quatre cent vingt et un (421-20) du cadastre de St-Urbain, contenant en superficie quatre mille trois cent soixante-dix pieds carrés M. A. (4,370 p. c.) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant:

Québec, 21 août 1964.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
111, Côte de la Montagne, Québec, 7681-35-2-o

Notice of sale

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1964, at THREE o'clock p.m., the immoveable hereinafter described will be sold by public auction at the church door in the parish of St-Urbain, county of Charlevoix, to wit:

"An emplacement irregular in shape, bounded on the northwest by lot 421-19, on the northeast by lots 421-14 and 421-17, on the southeast by lot 421-17, on the southwest by lot 421-19 measuring thirty-four feet (34′) and seventy-six and six-tenths feet (76.6′) on the northwest, forty-three feet (43′) and twenty-six feet (26′) on the northeast, forty feet (40′) and seventy feet (70′) on the southeast and twenty-seven feet (27′) and twenty-six feet (26′) on the southwest, forming lot number twenty of the subdivision of original lot four humdred and twenty-one (421-20) in the cadaster of St-Urbain, having an area of four thousand three hundred and seventy square feet, E. M. (4,370 sq. ft.) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

This immoveable will be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents and church apportionnements which may exist as well as subject to the active and passive servitudes which may exist.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash:

Quebec, August 21, 1964.

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.
111 Mountain Hill, Quebec, 7681-35-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, Cause No 19-215. { DAME VEUVE ACHILLE HENRI, rentière, domiciliée à St-Ferdinand, demanderesse, *vs* PAUL GRENIER, de Victoriaville, défendeur.

« Un terrain étant la subdivision numéro un du numéro originaire numéro quatre cent soixante-dix (470-1) du cadastre officiel revisé de cette partie du canton d'Arthabaska, formant une partie de la paroisse Ste-Victoire, avec bâtisses dessus construites, servitude active et passive, apparente et occulte, attachée audit immeuble ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille, de Victoriaville, comté d'Arthabaska, SAMEDI le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1964 à UNE heure P.M.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.
10 août 1964. 7548-33-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, Case No. 19-215. { DAME VEUVE ACHILLE HENRI, annuitant, domiciled at St-Ferdinand, plaintiff, *vs* PAUL GRENIER, of Victoriaville, defendant.

"A piece of land being subdivision number one of the original number four hundred and seventy (470-1) of the revised official cadaster of this part of the township of Arthabaska, forming part of the parish of Ste-Victoire, with buildings thereon erected, active and passive servitude, apparent and non-apparent, attached to the said immoveable".

To be sold at the parochial church door of Ste-Famille, of Victoriaville, county of Arthabaska, SATURDAY, the NINETEENTH, day of SEPTEMBER 1964, at ONE o'clock P.M.

LÉO FAUCHER,
Sheriff's office, *Sheriff.*
August 10, 1964. 7548-33-2

Fieri Facias de Bonis & de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure No 18,176. { CANADIAN PETROFINA LTD, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* JEAN GUY COLLINS, 137, 9e avenue Drummondville, district d'Arthabaska, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé dans le canton de Wendover, de figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot No 2 non subdivisé, au sud-est par le lot No 2,294 (rue Côté), au sud-ouest par le lot No 2 non subdivisé et au nord-ouest par le Boul. St-Charles (route Nationale), ledit lot ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wendover sous le No 336 des subdivisions officielles du lot No 2. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Charles de Drummondville comté de Drummond, SAMEDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1964 à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 31 août 1964. 7743-36-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 18,176. { CANADIAN PETROFINA LTD, body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN GUY COLLINS, 137, 9th Ave., Drummondville, district of Arthabaska, defendant.

"A lot of land or emplacement situated in the township of Wendover, rectangular in shape, bounded on the northeast by lot No. 2, unsubdivided, on the southeast by lot No. 2,294 (Côté St.), on the southwest by St-Charles Blvd. (National Highway), the said lot or emplacement known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the Township of Wendover under No. 336 of the official subdivisions of lot No. 2."

To be sold at the parochial church door of St-Charles de Drummondville, county of Drummond, on SATURDAY, the TENTH day of OCTOBER, 1964, at ONE o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 31, 1964. 7743-36-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 29-782. { DAME SIMONE POULIOT, Arthabaska, Qué., demanderesse, *vs* BENOIT BARIL, a/s Hôtel Giguère, Princeville, Québec, défendeur.

« Ce terrain situé au neuvième rang du canton de Stanfold, maintenant connu et désigné au cadastre officiel dudit canton de Stanfold, neuvième rang, comme étant une partie de la subdivision du lot originaire dix (P. 10-2, rang IX, Stanfold), mesurant, mesure anglaise, en front vers le nord, sur l'ancienne route 5, cent sept (107) pieds, en arrière vers le sud, soixante-quinze (75) pieds, pour avoir des côtés est et ouest une profondeur de cent trente (130) pieds, plus ou moins, tel qu'actuellement clôturé, borné, ledit terrain, comme suit: en front vers le nord par l'ancienne route 5, en arrière vers le sud par Armand Turgeon, à une autre partie dudit lot 10-2, du côté est par Paul R. Lacoursière et du côté ouest par un Monsieur Boissonneault.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, spécialement avec droit à la servitude concernant un système de drainage d'égout, tel qu'établie dans un acte enregistré le 8 mai 1952, sous le No 106443. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Princeville, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 31 août 1964. 7744-36-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court No. 29-782. { DAME SIMONE POULIOT, Arthabaska, Que., plaintiff, *vs* BENOIT BARIL, c/o Hôtel Giguère, Princeville, Quebec, defendant.

"This lot of land situated in the ninth range of the township of Stanfold, presently known and designated on the official cadaster of the said township of Stanfold, ninth range, as being a part of the subdivision of original lot ten (Pt 10-2, range IX, Stanfold), measuring, English measure, in front on the north, on the old road 5, one hundred and seven (107) feet, in rear on the south, seventy-five (75) feet, to have on the east and west sides a depth of one hundred and thirty (130) feet, more or less, as presently fenced-in, bounded, the said lot of land, as follows: in front, on the north, by the old route 5, in rear, on the south, by Armand Turgeon, on another part of the said lot 10-2, on the east side, by Paul R. Lacoursière and on the west side, by Mr. Boissonneault.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable, especially with right to the servitude concerning a system of sewer drainage, as established in a deed registered on May 8, 1952, under No. 106443."

To be sold at the parochial church door of Princeville, county of Arthabaska, SATURDAY, the TENTH day of OCTOBER, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 31, 1964. 7744-36-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, No 30,940. à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 30,940. to wit: { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head

son siège social à Québec, demandeur, *contre* ROSAIRE MAHEUX, cultivateur, de St-François de la Beauce, P. Qué., comté de Beauce, défendeur.

« 1. Le lot quarante-cinq (45) du cadastre de St-François, Beauce, avec bâtisses et dépendances.

A distraite l'emplacement de Xavier Poulin ou représentants, suivant acte enrégistré à Beauce, No 102-880. À distraire également les parties de ce lot vendues au Gouvernement de la Province de Québec (Ministère de la Voirie), par actes enrégistrés à Beauce, Nos 132-481 et 134-134.

Sujet aux droits que peut avoir Xavier Poulin ou représentants, dans un aqueduc pour l'utilité de son emplacement, suivant titres. Sujet aussi à une servitude de ligne électrique, en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant acte consenti par l'emprunteur, devant Me L.-P. Turgeon, notaire, le 29 mars 1954, enrégistré à Beauce, No 165-488.

2. Le lot quarante-sept (47) du même cadastre. Avec la grange et dépendances.

À distraire l'emplacement de Josaphat Maheux ou représentants, suivant titres, les parties appartenant au Gouvernement de la Province de Québec, suivant actes enrégistrés à Beauce, Nos 132-606 et 133-162, et la partie appartenant à Adélard Poulin, suivant acte enrégistré à Beauce No 184-249.

Sujet à des servitudes en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., résultant d'un acte consenti par Vénère Cliche, devant Me L.-P. Turgeon, notaire, le 21 septembre 1953, enrégistré à Beauce, No 163-508 et d'un autre acte par Odilon Cloutier, devant le même notaire, le 13 novembre 1945, enrégistré à Beauce, No 138-209. Sujet aussi aux droits d'eau et de source en faveur de la partie dudit lot propriété d'Adélard Poulin, suivant son titre enrégistré à Beauce No 184-249.

À distraire la coupe de bois dudit lot vendue à Robert Poulin, avec droits d'exploitation ordinaires, et ce, jusqu'au 29 octobre prochain (1960). »

Sujets aussi lesdits lots aux servitudes consenties en faveur de la « Compagnie Québec Téléphone » et la « Compagnie d'Électricité Shawinigan. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Beauceville Ouest, comté de Beauce, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif*,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 3 août 1964. 7521-33-2-o
[Première insertion: le 15 août 1964]
[Deuxième insertion: le 5 septembre 1964]

Fieri Facias de Terris
Cour du Magistrat — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, No 32,548. à savoir: LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE GRANDE COUDÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à St-Martin, comté de Beauce, demanderesse, *contre* GÉRARD LANGELIER, de St-Martin, Beauce, défendeur.

« Un emplacement situé au village St-Martin, Beauce, étant partie du lot numéro huit-E (P/8-E), du cadastre pour le premier rang du canton de Shenley-Nord, en le comté de Beauce, ayant sur le sens du chemin public une largeur

office at Quebec, plaintiff, *against* ROSAIRE MAHEUX, farmer, of St-François de la Beauce, P.Q., county of Beauce, defendant.

"1. Lot forty-five (45) on the cadaster of St-François, Beauce, with buildings and dependencies.

To withdraw the emplacement of Xavier Poulin or representatives, according to deed registered at Beauce, No. 102-880. To withdraw also the parts of this lot sold to the Government of the Province of Quebec (Department of Roads), by deeds registered at Beauce, Nos. 132-481 and 134-134.

Subject to the rights which Xavier Poulin or representatives may have in an aqueduct for the use of his emplacement, according to titles. Subject also to a servitude of an electric power line, in favor of The Shawinigan Water & Power Co., according to deed consented to by the borrower, before Me. L.-P. Turgeon, notary, on March 29, 1954, registered at Beauce, No. 165-488.

2. Lot number forty-seven (47) on the same cadaster. With the barn and dependencies.

To withdraw the emplacement of Josaphat Maheux or representatives according to titles, the parts belonging to the Province of Quebec, according to deeds registered at Beauce, Nos. 132-606 and 133-162, and the part belonging to Adélard Poulin, according to deed registered at Beauce No. 184-249.

Subject to the servitudes in favor of The Shawinigan Water & Power Co., resulting from a deed consented to by Vénère Cliche, before L.-P. Turgeon, notary, on September 21, 1953, registered at Beauce, No. 163-508, and by another deed by Odilon Cloutier, before the same notary, on November 13, 1945, registered at Beauce, No. 138-209. Subject also to water and spring rights in favor of the part of the said property of Adélard Poulin, according to his registered title at Beauce No. 184-249.

To withdraw the wood-cut of the said lot sold to Robert Poulin, with ordinary rights of operation, and such until October 29 next (1960)."

Subject also the said lots to the servitudes consented to in favor of the "Quebec Telephone Company" and the "Shawinigan Power Company."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Beauceville West, county of Beauce, on the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, *Deputy-Sheriff*.
August 3, 1964. 7521-33-2
[First insertion: August 15, 1964]
[Second insertion: September 5, 1964]

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 32,548. to wit: LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE GRANDE COUDÉE, legally incorporated corporation having its head office at St-Martin, county of Beauce, plaintiff, *against* GÉRARD LANGELIER, of St-Martin, Beauce, defendant.

"An emplacement situated in the village of St-Martin, Beauce, being part of lot number eight-E (Pt/8-E), of the dadaster for the first range of the township of Shenley-North, in the county of Beauce, having along the public

de quarante-cinq pieds (45′), environ, sur une profondeur d'environ cent dix pieds (110′), mesure anglaise; à enlever de la profondeur, cependant, les terrains pris pour l'élargissement de la route; et borné comme suit: au nord: à la route; au sud: au terrain appartenant à G. O. Poulin, ou représentants; a l'ouest: à Marie-Annette Couture; et à l'est: au terrain de G. O. Poulin, ou représentants. « Avec toutes bâtisses et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Martin, comté de Beauce, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 28 août, 1964.
7745-36-2-o

[Première insertion: le 5 septembre 1964]
[Deuxième insertion: le 26 septembre 1964]

highway a width of about forty-five feet (45′), by a depth of about one hundred and ten feet (110′), English measure; to remove from the depth, however, the lots of land taken for the widening of the route; and bounded as follows: on the north: by the route; on the south: by the lot of land belonging to G. O. Poulin, or representatives; on the west; by Marie-Annette Couture; and on the east: by the lot of land of G. O. Poulin, or representatives. With all buildings and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Saint-Martin, county of Beauce, on the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
St-Joseph de Beauce, August 28, 1964.
7745-36-2

[First insertion: September 5, 1964]
[Second insertion: September 26, 1964]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 8136. MAXIME LEVESQUE, marchand, de Pointe-Cascades, comté Soulanges, district de Beauharnois, demandeur, *contre* JULIEN MISSON, de Coteau du Lac, comté Soulanges, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure, dans notre dit district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant, savoir:

« Une certaine étendue de terrain située dans le comté de Vaudreuil, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro cent-onze (No P. de 111) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, tenant devant au sud-ouest à la route numéro deux, en arrière au nord-est et d'un côté au nord-ouest au résidu du lot 111 appartenant pour les deux tiers indivis auxdits vendeurs et pour un tiers indivis au présent acquéreur, et d'autre côté au sud-est à partie du lot 110 dudit cadastre, sans bâtisse y érigée, mais avec un solage d'une bâtisse détruite par le feu. Ainsi que le tout se trouve présentement, sans en rien excepter, ni réserver. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel de Vaudreuil, comté et district de Beauharnois, le MERCREDI, le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 24 août 1964. 7746-36-2-o

[Première insertion: le 5 septembre 1964]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 8136. MAXIME LEVESQUE, merchant, of Pointe-Cascades, county of Soulanges, district of Beauharnois, plaintiff, *versus* JULIEN MISSON, of Coteau du Lac, county of Soulanges, district of Beauharnois, defendant, has obtained before Our Superior Court, in our said district of Beauharnois, a judgement declaring the following immoveable, to wit:

" A certain extent of land situated in the county of Vaudreuil, known and designated as being a part of lot number one hundred and eleven (P. No. 111) in the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, registry division of the county of Vaudreuil, measuring seventy-five feet in width by one hundred and ten feet in depth, the whole English measure and more or less, bordering in front, on the southwest, on highway number two, in the rear, on the northeast and on one side, on the northwest, on the remainder of lot 111 belonging, two-undivided thirds to the said vendors, and one undivided third to the present purchaser, and on the other side, on the southeast, on part of lot 110 in the said cadaster; without any building thereon erected, but with the foundation of a building destroyed by fire. The whole as it is presently to be found, with no exceptions nor reservations."

To be sold at the parochial church door of Saint-Michel de Vaudreuil, county and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of OCTOBER, 1964, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Valleyfield, August 24, 1964. 7746-36-2

[First insertion: September 5, 1964]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, District de Québec, No 131-005. LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC., corps politique et incorporé ayant une place d'affaire à Qué-

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, District of Quebec, No. 131-005. LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC., body politic and corporate, having a place of business in

bec, P.Q., demanderesse, *vs* OVILA CHENARD, St-Gabriel, comté de Kamouraska, P.Q., défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 620 du cadastre officiel de St-Pacôme, dans la municipalité de St-Gabriel cté Kamouraska, P.Q. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Gabriel, comté de Kamouraska, le VINGT-TROISIÈME (23e) jour de SEPTEMBRE 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 6 août 1964. 7522-33-2-o
[Première insertion: le 15 août 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 21-242. JOSEPH FRANÇOIS DIONNE, cultivateur à Mont-Carmel, district de Kamouraska, demandeur, *vs* JOSEPH ROBERT LEVESQUE, domicilié à Mont-Carmel, district de Kamouraska, défendeur.

« Un terrain mesurant deux cent quatre-vingt-dix pieds est-ouest par deux cents pieds nord-sud, à l'est, et cent quarante pieds nord-sud à l'ouest, et contenu entre les bornes suivantes: au nord et à l'ouest au vendeur, à l'est à une route publique et au sud à Armand St-Onge, avec la maison et autres dépendances y érigées; lequel terrain fait partie du lot numéro deux cent soixante-dix-neuf (Pt 279) au cadastre officiel de Notre-Dame du Mont-Carmel. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Mont-Carmel, comté de Kamouraska, le VINGT-CINQUIÈME (25e) jour de SEPTEMBRE 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 11 août 1964. 7569-33-2-o
[Première insertion: le 15 août 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21-242. JOSEPH FRANÇOIS DIONNE, farmer at Mont-Carmel, district of Kamouraska, plaintiff, *vs* JOSEPH ROBERT LEVESQUE, domiciled at Mont-Carmel, district of Kamouraska, defendant.

"A piece of land measuring two hundred and ninety feet east-west by two hundred feet north-south, on the east, and one hundred and forty feet north-south on the west, and contained between following boundaries: to the north and west by the vendor, to the east by a public road and to the south by Armand St-Onge, with the house and other dependencies thereon erected; the said piece of land forming part of lot two hundred and seventy-nine (pt. 279) on official cadaster for Notre-Dame du Mont-Carmel."

To be sold at the church door of Mont-Carmel, county of Kamouraska, the TWENTY-FIFTH (25th) day of SEPTEMBER, 1964, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, August 11, 1964. 7569-33-2
[First insertion: August 15, 1964]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 10,116. EMILE POULIOT, domicilié et demeurant au No 790, Boul. St-Cyrille est, en la cité de Québec, demandeur, *vs* M. PAUL LAGUEUX, demeurant à St-Georges de Beauce, comté de Beauce et DONAT VACHON, demeurant à St-Georges de Beauce, comté de Beauce, défendeurs.

« Le lot de terre connu au cadastre officiel pour la paroisse de St-Michel, comté de Bellechasse, sous le numéro quatre cent (400) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Michel, comté de Bellechasse, MARDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent soixante-quatre (13e jour d'octobre 1964), à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, 1er septembre 1964. 7763-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 10,116. EMILE POULIOT, domiciled and residing at No. 790, St-Cyrille Blvd., east, in the city of Quebec, plaintiff, *vs* M. PAUL LAGUEUX, residing at St-Georges de Beauce, county of Beauce and DONAT VACHON, residing at St-Georges de Beauce, county of Beauce, defendants.

"The lot of land known on the official cadaster for the parish of St-Michel, county of Bellechasse, under number four hundred (400), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Michel, county of Bellechasse, on TUESDAY, THIRTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and sixty-four (13th day of October 1964), at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, September 1, 1964. 7763

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: No 618063. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, demanderesse, *vs* LÉOPOLD CLOUTIER, défendeur.

« Cet immeuble, ayant front sur la rue Vermont, en la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, composé des lots de terres connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéros quatre cent quatre-vingt-douze et quatre cent quatre-vingt-treize du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-492 et 493) au cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant chacun de cesdits lots, vingt-cinq pieds (25′) de largeur sur quatre-vingt pieds (80′) de profondeur mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes constructions, circonstances et dépendances y érigées, notamment une maison portant le numéro 400 de ladite rue Vermont. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, 1964 à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.,
Bureau du Shérif,
Montréal, 11 août 1964. 7570-33-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 638474. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse, *vs* DAME DOROTHY MARTEL & VIR, défenderesse.

« Ce certain emplacement faisant front sur Place Raymond en la cité de Chomedey, district de Montréal, connu comme subdivision sept du lot originaire trois cent quarante-huit (348-7) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Martin.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 2085 de ladite Place Raymond ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Martin, en la cité de Chomedey, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.
Bureau du Shérif,
Montréal, 11 août 1964. 7571-33-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 623370. { UKRAINIAN NATIONAL MONTREAL CREDIT UNION, demanderesse, *vs* EUGENE SOVENKO & PETER SOROCHYNSKYJ, défendeurs.

Comme appartenant à, et en la possession de, Peter Sorochynskyj, l'un desdits défendeurs.

« Un emplacement situé en la cité de Pointe aux Trembles, district de Montréal, et comprenant les lots numéros 84, 85, 86, 87, 88, 89 et 90 de la subdivision officielle du lot originaire 227 (227-84, 85, 86, 87, 88, 89 et 90) des plans et livre de renvoi officiel pour la paroisse de Pointe aux Trembles, avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant celle portant le numéro civique 524, 81e ave., Pointe aux Trembles. »

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.
Bureau du shérif,
Montréal, 11 août 1964. 7572-33-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit : No. 618063. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, plaintiff, *vs* LÉOPOLD CLOUTIER, defendant.

"That immoveable, fronting on Vermont Street, in the city of Jacques-Cartier, County of Chambly, composed of lots of land known and designated as being official subdivisions numbers four hundred and ninety-two and four hundred and ninety-three of the original lot number eighty-six (86-492 and 493) on the official cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring each of the said lots twenty-five feet (25′) in width by eighty feet (80′) in depth English measure.

Such as the whole exists presently with all buildings, circumstances and dependencies thereon erected, notably one house bearing number 400 of the said Vermont Street."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 11, 1964. 7570-33-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 638474. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* DAME DOROTHY MARTEL, & VIR, defendant.

"That certain emplacement fronting on Place Raymond in the city of Chomedey, district of Montreal, known as subdivision seven of original lot three hundred and forty-eight (348-7) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

With the building thereon erected bearing civic number 2085 of the said Place Raymond."

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Martin, in the city of Chomedey, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 11, 1964. 7571-33-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 623370. { UKRAINIAN NATIONAL MONTREAL CREDIT UNION, plaintiff, *vs* EUGENE SOVENKO & PETER SOROCHYNSKYJ, defendants.

As belonging to and in the possession of Peter Sorochynskyj one of the said defendants.

"An emplacement situated in the city of Pointe aux Trembles, district of Montreal, and comprising lots numbers 84, 85, 86, 87, 88, 89 and 90 of the official subdivision of the original lot 227 (227-84, 85, 86, 87, 88, 89 and 90) of the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, with all buildings thereon erected, including that bearing civic number 524, 81st Ave, Pointe aux Trembles."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, August 11, 1964. 7572-33-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Arthabaska

Montréal, à savoir: No 18-842. { COMPAGNIE DE FIDUCIE NORD-AMÉRIQUE, demanderesse, *vs* UNIVERSAL TRANSPORT INC., défenderesse.

Un emplacement composé des subdivisions cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf et cent quarante du lot originaire cent quarante-huit (148-137, 148-138, 148-139 et 148-140) du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, division d'enrégistrement de Chambly.

Ces lots sont situés sur l'Avenue René, en la cité de Jacques-Cartier.

Chacun de ces lots mesure 25 pieds de front sur l'avenue René par 80 pieds de profondeur.

Un emplacement situé au même endroit et ayant front sur l'Avenue René et étant composé de:

a) une partie de la subdivision cent quarante-quatre du lot originaire cent quarante-huit (P. 148-144) du même cadastre, bornée au nord-est par le lot 148-143 au sud-est par la rue Beauregard, au sud-ouest par l'Avenue René et au nord-ouest par une ruelle (lot 148-141).

Ce lot mesure 80 pieds et 6 pouces dans sa ligne nord-est, 30 pieds dans sa ligne nord-ouest et 71.28 pieds dans sa ligne sud-ouest.

b) une partie de la subdivision cent quarante-trois du même lot originaire cent quarante-huit (P. 148-143) du même cadastre, bornée au nord-est par le lot 148-142, au sud-est par la rue Beauregard, au sud-ouest par le lot 148-144 et au nord-ouest par une ruelle, (lot 148-141).

Ce lot mesure 80 pieds et 6 pouces dans sa ligne sud-ouest, 31 pieds dans sa ligne nord-ouest et 86.17 pieds dans sa ligne nord-est.

c) une partie de la subdivision cent quarante-deux du même lot originaire cent quarante-huit (P. 148-142) du même cadastre, bornée au nord-est par le lot 147-147, au sud-est par la rue Beauregard, au sud-ouest par le lot 148-143 et au nord-ouest par une ruelle, lot 148-141.

Ce lot mesure 31 pieds dans sa ligne nord-ouest et 86.17 pieds dans sa ligne sud-ouest. Avec les bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendus, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 août 1964.

7573-33-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Arthabaska

Montreal, to wit: No. 18-842. { COMPAGNIE DE FIDUCIE NORD-AMÉRIQUE, plaintiff, *vs* UNIVERSAL TRANSPORT INC., defendant.

An emplacement composed of subdivisions one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight, one hundred and thirty-nine and one hundred and forty of original lot one hundred and forty-eight (148-137, 148-138, 148-139 and 148-140) in the official cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil, registry division of Chambly.

These lots are situated on René Ave., in the city of Jacques-Cartier.

Each of these lots measures 25 feet in front on René Ave., by 80 feet in depth.

An emplacement situated in the same place, and having frontage on René Ave. and being composed of:

a) a part of subdivision one hundred and forty-four of original lot one hundred and forty-eight (P. 148-144) in the same cadaster, bounded on the northeast by lot 148-143, on the southeast by Beauregard St., on the southwest by René Ave., and on the northwest by a lane (lot 148-141).

This lot measures 80 feet and 6 inches on its northeast line, 30 feet on its northwest line and 71.28 feet on its southwest line.

b) a part of subdivisions one hundred and forty-three of the same original lot one hundred and forty-eight (P. 148-143) in the same cadaster, bounded on the northeast by lot 148-142, on the southeast by Beauregard St., on the southwest by lot 148-144 and on the northwest by a lane (lot 148-141).

This lot measures 80 feet and 6 inches on its southwest line, 31 feet on its northwest line and 86.17 feet on its northeast line.

c) a part of subdivision one hundred and forty-two of the same original lot one hundred and forty-eight (P. 148-142) in the same cadaster, bounded on the northeast by lot 147-147, on the southeast by Beauregard St., on the southwest by lot 148-143 and on the northwest by a lane lot 148-141.

This lot measures 31 feet on its northwest line and 86.17 feet on its southwest line. With the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office in the county of Chambly, in Longueuil, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 11, 1964.

7573-33-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 640 234. { LAURENTIDE FINANCE COMPANY LTD., demanderesse, *vs* NICK CARASOULIS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Gascon, en la ville de Pierrefonds, de forme irrégulière, mesurant soixante-deux pieds et cinq dixièmes d'un pied sur sa ligne nord-est, cent quatroze pieds sur sa ligne sud-est le long de la courbe, trente-deux pieds et quatre-vingt-onze centièmes d'un pied sur une autre ligne sud-est étant une courbe et trente-deux pieds et neuf dixièmes d'un pied sur sa ligne sud-ouest étant une courbe et quatre-vingt-onze pieds et trois-

---

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 640 234. { LAURENTIDE FINANCE COMPANY LTD. plaintiff, *vs* NICK CARASOULIS, defendant.

An emplacement fronting on Gascon Street, in the town of Pierrefonds, of irregular form, measuring sixty-two feet and five-tenths of a foot in its northeast line, one hundred and fourteen feet in its southeast line along the curve, thirty-two feet and ninety-one hundredths of a foot in another southeast line being a curve, thirty-two feet and nine-tenths of a foot in its southwest line being a curve and ninety-one feet and three-tenths of a foot in its northwest line,

dixièmes d'un pied sur sa ligne nord-ouest, contenant une superficie 6,795 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et connu et désigné comme étant la subdivision numéro vingt-deux du lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87-22) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève; avec une maison résidentielle dessus érigée, portant le numéro civique 12,499 de ladite rue Gascon.

Tel que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Montréal, 1er septembre 1964. 7755-36-2-o

containing a superficial area of 6,795 square feet, English measure and more or less, and known and designated as subdivision number twenty-two of original lot number eighty-seven (87-22) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève; with a dwelling house thereon erected bearing civic number 12,499 of said Gascon Street.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of OCTOBER 1964, at TEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, 1st September 1964. 7755-36-2-o

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, No 6697. { JOHN PATRICK CLARKE, cultivateur retiré, domicilié à 379, rue Cooper,

en la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, demandeur, *vs* WILLIAM ANDREW LLOYD ALEXANDER, domicilié à 1748, rue Scott, en la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, DAME LOUILA MOSS ALEXANDER, de 430, rue Lyon, en la cité d'Ottawa et province d'Ontario, épouse de Marvin Murray de la même place et ledit Marvin Murray, partie ci-nommée aux fins d'autoriser sa dite épouse, DAME AGNES ELIZABETH NADA ALEXANDER, de Belmont dans la province d'Ontario, épouse de Léo Gauthier, partie ci-nommée aux fins d'autoriser sa dite épouse, défendeurs.

Toute cette étendue ou parcelle de terre s'étendant et située dans ledit village de Quyon, formant partie du lot numéro trois cent trente-neuf (Ptie 339), conformément aux plan et livre de référence officiels dudit village de Quyon, et étant plus particulièrement décrite comme suit: commençant au point d'intersection du côté ouest du chemin Pontiac avec le côté sud de la rue Clarendon dudit village de Quyon, de là allant vers le sud le long du côté ouest du chemin Pontiac une distance de cent trente-deux pieds (132′); de là à angles droits audit chemin Pontiac dans une direction ouest une distance de soixante-treize pieds (73′) à l'intersection d'une autre partie dudit lot la propriété d'un certain Patrick Derouin ou ses ayants droit; de là à angles droits dans une direction nord une distance de cent trente-deux pieds (132′) au côté sud de la rue Clarendon, de là allant dans une direction est une distance de soixante-treize pieds (73′) au point de départ; le tout plus ou moins et borné comme suit: au nord par la rue Clarendon, à l'est par le chemin Pontiac, à l'ouest par ladite propriété de Patrick Derouin ou représentants, et au sud par la propriété d'un certain Moore ou ses ayants droit; avec ensemble les bâtisses dessus érigées et tous les membres et appartenances y appartenant, le tout tel que décrit dans un acte enregistré sous le #68538 au bureau d'enregistrement pour le district de Pontiac.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontaic à Campbell's Bay, P.Q., MARDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. D. SLOAN.
Campbell's Bay, P.Q., 7 août 1964.
7535-33-2

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, No. 6697. { JOHN PATRICK CLARKE, retired farmer, domiciled at 379 Cooper Street in the city

of Ottawa in the province of Ontario, plaintiff, *vs* WILLIAM ANDREW LLOYD ALEXANDER, domiciled at 1748 Scott St., in the city of Ottawa in the province of Ontario, DAME LOUILA MOSS ALEXANDER of 430 Lyon St., in the city of Ottawa and province of Ontario, wife of Marvin Murray of the same place and the said Marvin Murray, party hereto for the purposes of authorizing his said wife, DAME AGNES ELIZABETH NADA ALEXANDER of Belmont in the province of Ontario, wife of Léo Gauthier, a party hereto for the purposes of authorizing his said wife, defendants.

All that parcel or tract of land lying and situate in the village of Quyon, forming part of lot number three hundred and thirty-nine (Pt. 339), according to the official plan and book of reference of the said village of Quyon, and being more particularly described as follows: Commencing at the point of intersection of the west side of the Pontiac Road with the south side of Clarendon Street of the said village of Quyon, thence running south along the west side of the Pontiac Road a distance of one hundred and thirty-two feet (132′); thence at right angles to the said Pontiac Road in a Westerly direction a distance of seventy-three feet (73′) to the intersection of another part of said lot the property of one Patrick Derouin or his assigns; thence at right angles in a northerly direction a distance of one hundred and thirty-two feet (132′) to the south side of Clarendon Street, thence running in an easterly direction a distance of seventy-three feet (73′) to the point of commencement; the whole more or less and bounded as follows: northerly by Clarendon Street, easterly by the Pontiac Road, westerly by the said property of Patrick Derouin or representatives, and southerly by the property of one Moore or his assigns; together with the buildings thereon erected and all members and appurtenances thereunto belonging, the whole as described in a deed registered under #68538 at the registry office for the district of Pontiac.

To be sold at the Registry office for the county of Pontiac at Campbell's Bay, P.Q., on TUESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. D. SLOAN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Campbell's Bay, P.Q., August 7 1964.
7535-33-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: C.S. 131,398. { AUGER & AUGER LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Québec, *contre* PHILIPPE VACHON, restaurateur, Boulevard Talbot, Stoneham et JEAN CHARLES PICHER, en sa qualité de registrateur de la division d'enregistrement de Québec, is-en-cause.

« Un terrain ou emplacement de forme irrégulière faisant partie du lot numéro soixante-six (No 66) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Edmond de Stoneham, partant d'un point situé au sud de cet emplacement à l'intersection de la limite est de la propriété de William Craig ou représentants et du boulevard Talbot, tel qu'élargi en se dirigeant vers le nord jusqu'au terrain de la cité de Québec, et de là vers le nord-est, longeant la ligne du terrain de la cité de Québec, jusqu'au terrain de M. Alphonse Bédard ou représentants, et de là vers le sud sur une distance de deux cent vingt-cinq pieds (225′), environ longeant la ligne de M. Alphonse Bédard, et de là vers l'est longeant la ligne de M. Alphonse Bédard jusqu'à un fossé, et de là vers le sud longeant ce fossé jusqu'au boulevard Talbot; borné, ledit terrain vers l'ouest par William Craig ou représentants, vers le nord-ouest par le terrain de la cité de Québec, vers le nord par M. Alphonse Bédard et vers l'est sur une partie par Alphonse Bédard et sur l'autre partie par Jean-Baptiste Drouin ou représentants; la ligne séparative de la propriété ci-dessus vendue et de celle de Jean-Baptiste Drouin ou représentants se trouve à être le fossé qui court du chemin public en se rendant jusqu'au terrain d'Alphonse Bédard, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Stoneham, comté de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 7 août 1964. 7575-33-2
[Première insertion: 15 août 1964]
[Deuxième insertion: 5 septembre 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: C.S. 120-210 { DAME COLETTE POULIN, épouse séparée de biens de Marie-Louis Fecteau, de St-Georges est, comté de Beauce, étant commerçant de bois à St-Georges est, sous la raison social de Marie-Louis Fecteau Enrg., *contre* E. M. MARTIN, de St-Basile, comté de Portneuf.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Basile, du côté sud-est du chemin public du rang du Petit Bois de l'Ail, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-neuf (P.19) du cadastre officiel de la paroisse de St-Basile, comté de Portneuf, cet emplacement contient cent trente-six pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest, une largeur de cent vingt-trois pieds dans sa ligne sud-est, une longueur de cent soixante-onze pieds dans la ligne nord-est, et une longueur de cent soixante-seize pieds dans sa ligne sud-ouest, et il est borné comme suit: en front au nord-ouest au chemin public du rang du Petit Bois de l'Ail, en profondeur au sud-est au terrain

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: S.C. 131,398. { AUGER & AUGER LTÉE, body legally incorporated, having its head office in the city of Quebec, *versus* PHILIPPE VACHON, restaurateur, Talbot Blvd., Stoneham, and JEAN CHARLES PICHER, in his capacity as registrar for the registry division of Quebec, mis-en-cause.

"A lot of land or emplacement, irregular in shape, forming part of lot number sixty-six (No. 66) in the official cadaster of the parish of St-Edmond de Stoneham, starting at a point situated south of this emplacement at the intersection of the east boundary of the property of William Craig or representatives and of Talbot Blvd., as widened, and going towards the north as far as the land belonging to the city of Quebec, and thence towards the northeast, lying along the line of the land belonging to the city of Quebec, as far as the terrain of Mr. Alphonse Bédard or representatives, and thence towards the south to a distance of two hundred and twenty-five feet (225′), approximately, lying along the line of Mr. Alphonse Bédard's property, and thence towards the east lying along the line of Mr. Alphonse Bédard's property as far as a ditch, and thence towards the south lying along this ditch as far as Talbot Blvd.; bounded, the said lot of land, on the west by William Craig or representatives, on the northwest by the land belonging to the city of Quebec, on the north by Mr. Alphonse Bédard and on the east partly by Mr. Alphonse Bédard and partly by Jean-Baptiste Drouin or representatives; the line separating the above-sold property and that of Jean-Baptiste Drouin or representatives is a ditch which runs between the public road and the land belonging to Alphonse Bédard, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door in Stoneham, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 7, 1964. 7575-33-2-e
[First insertion: August 15, 1964]
[Second insertion: September 5, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: S.C. 120-210. { DAME COLETTE POULIN, wife separate as to property of Marie-Louis Fecteau, of St-Georges East, county of Beauce, being a lumber merchant in St-Georges East, under the style of Marie-Louis Fecteau Enrg., *versus* E. M. MARTIN, of St-Basile, county of Portneuf.

"An emplacement situated in the parish of St-Basile, on the southwest side of the public road of Petit Bois de l'Ail range, known and designated as forming part of lot number nineteen (P. 19) in the official cadaster of the parish of St-Basile, county of Portneuf, this emplacement measures one hundred and thirty-six feet in width on its northwest line, one hundred and twenty-three feet in width on its southeast line, one hundred and seventy-one feet in lenthg on its northeast line and one hundred and seventy-six feet in length on its southwest line, and it is bounded as follows: in front, on the northwest by the public road of Petit Bois de l'Ail range,

du C.P.R., d'un côté au nord-est au terrain demeurant la propriété de la venderesse, et de l'autre côté au sud-ouest à la route de Cap-Santé, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Basile, comté de Portneuf, le NEUVIÈME jour de OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 28 août 1964. 7764-36-2-o

[Première insertion: 5 septembre 1964]
[Duexième insertion: 26 septembre 1964]

in depth, on the southeast, by the land belonging to the C.P.R., on one side, on the northeast, by the land remaining the property of the vendor, and on the other side, on the southwest, by the Cap-Santé Highway, with the house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Basile, county of Portneuf, on the NINTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 28, 1964. 7764-36-2

[First insertion: September 5, 1964]
[Second insertion: September 26, 1964]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski & Saguenay

Cour de Magistrat, No 15,633. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE SEPT ILES, corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires en la cité des Sept-Iles, district de Saguenay, demandeurs *vs* LAURENDALE HOMES LTD., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à 5210 Van Horne, cité de Montréal dit district, défendeur.

Les lots nos. 494-1-15, 495-14, 495-1-16, rang 2, d'après les plan et livre de renvoi au cadastre officiel pour le village de Sept-Iles, situés dans la cité de Sept-Iles, canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph, des Sept-Iles, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 4 août 1964. 7536-33-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski & Saguenay

Magistrate's Court, No. 15,633. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF SEP ILES, body politic legally incorporated having a place of business in the city of Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiffs, *vs* LAURENDALE HOMES LTD., body politic, legally incorporated having a place of business at 5210 Van Horne, city of Montreal, said district, defendant.

Lots Nos. 494-1-15, 495-14, 495-1-16, range 2, according to the official plan and book of reference for the village of Sept-Iles, situated in the city of Sept-Iles, township of Letellier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph, of Sept-Iles, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Office of the Deputy-Sheriff,
Rimouski, August 4, 1964. 7536-33-2

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 5071. REDMOND QUAIN Q.C., de Kingsmere dans la province de Québec, et REDMOND QUAIN JR. d'Ottawa, dans la province d'Ontario et HAMILTON QUAIN de Kingsmere dans la province de Québec, avocats pratiquants sous le nom de la firm de Quain & Quain, à Hull dans la province de Québec, demandeurs, *contre* RENFORD GOLD MINES LIMITED, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal, dans la province de Québec, défenderesse.

Concession minière No 11 (onze) et tous les droits qu'elle peut détenir dans le Block A 2 (A deux) dans le canton Boischatel, comté Rouyn-Noranda, province de Québec.

Pour être vendu au bureau du régistrateur dans le Palais de justice de Rouyn, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 26 août 1964. 7747-36-2-o

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 5071. REDMOND QUAIN, Q.C., of Kingsmere in the province of Quebec, and REDMOND QUAIN JR., of Ottawa, in the province of Ontario and HAMILTON QUAIN, of Kingsmere, in the province of Quebec, advocates practising under the style of Quain & Quain, in Hull, in the province of Quebec, plaintiffs, *versus* RENFORD GOLD MINES LIMITED, having its head office in the city of Montreal, in the province of Quebec, defendant.

Mining concession No. 11 (eleven) and all the rights which it may hold on Block A 2 (A two) in the township of Boischatel, county of Rouyn-Noranda, province of Quebec.

To be sold in the registrar's office in the Court House in Rouyn, on the SECOND day of OCTOBER, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, August 26, 1964. 7747-36-2

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 28,235. { IRVING OIL INC., une corporation ayant une place d'affaires dans la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse, *vs* JEAN JACQUES TREMBLAY, de l'endroit appelé Rivière Portneuf, district de Saguenay, défendeur.

(Lot 68) Rang B. « Un terrain situé dans la paroisse de St-Anne de Portneuf, au plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la Seigneurie de Mille-Vache; borné au sud par la route nationale No 15, à l'ouest par Paul-Émile St-Pierre, au nord et à l'est par Robert Tremblay; mesurant cent cinquante pieds (150′) de largeur, par cent cinquante pieds (150′) de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances, et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la de la paroisse de Ste-Anne de Portneuf, comté de Saguenay, MERCREDI, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 6 août 1964. 7537-33-2-o

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 28,235. { IRVING OIL INC., a corporation having its place of business in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* JEAN JACQUES TREMBLAY, from the place called Rivière Portneuf, district of Saguenay, defendant.

(Lot 68) Range B. "A lot of land situated in the parish of Ste-Anne de Portneuf, on the official plan and in the book of reference for the Seigniory of Mille-Vaches; bounded on the south by the national highway No. 15, on the west, by Paul-Émile St-Pierre, on the north and on the east by Robert Tremblay; measuring one hundred and fifty feet (150′) in width, by one hundred and fifty feet (150′) in depth, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne de Portneuf, county of Saguenay, WEDNESDAY, on the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, August 6, 1964. 7537-33-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 27,360. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* JEAN LEMAY, cultivateur, Hatley, R.R. 1, comté de Stanstead, P.Q., défendeur.

« Cette certaine terre connue et désignée comme étant les lots numéros quatorze « A » et quatorze « B » (14-A et 14-B) dans le premier rang du canton de Barnston, de la contenance de cent vingt (120) acres de terre plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Wilfrid de Barnston, Kingscroft, MARDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, 6 août 1964. 7523-33-2-o

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

[Première insertion le 15 août 1964]

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François
Sherbrooke

Cour Supérieure, No 4222. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district de Québec, requérant, *vs* MICHEL THIBAULT, de Paquetteville, comté de Compton, P.Q., district de St-François, intimé.

« Une propriété de ferme au canton de Hereford, connue et désignée comme étant le lot six-B (6-B), rang huit, avec les bâtisses y érigées, et les

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 27,360. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* JEAN LEMAY, farmer, Hatley, R.R. 1, county of Stanstead, P.Q., defendant.

"This certain farm known and designated as being lots numbers fourteen "A" and fourteen "B" (14-A and 14-B) on the first range in the township of Barnston, having an area of one hundred and twenty (120) acres of land, more or less, with all the buildings thereon construct, ed."

To be sold "en bloc" at the parochial church, door of St-Wilfrid de Barnston, Kingscroft, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, August 6, 1964. 7523-33-2

DONAT JACQUES,
Sheriff.

[First insertion: August 15, 1964]

Fieri Facias de Terris
District of Saint-Francis
Sherbrooke

Superior Court, No. 4222. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, district of Quebec, petioner *vs* MICHEL THIBAULT, of Paquetteville, county of Compton, P.Q., district of St. Francis, respondent.

"A farm property in the township of Hereford, known and designated as being lot six-B (6-B), range eight, with the buildings thereon erected

lots de cadastre numéros six-B (6-B) d'environ soixante-neuf acres, sept-A (7-A) d'environ vingt-trois acres, sept-B (7-B) d'environ cinquante-trois acres et sept-C (7-C) d'environ, quatre-vingt-deux acres de terre, tous du neuvième rang dudit canton, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Venant de Hereford, Paquetteville, MARDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, le 5 août 1964. 7524-33-2-o

[Pemière insertion, le 15 août 1964]

and the lots of the cadaster numbers six-B (6-B) of about sixty-nine acres, seven-A (7-A) of about twenty-three acres, seven-B (7-B) of about fifty-three acres and seven-C (7-C) of about eighty-two acres of land, all of the ninth range of the said township with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Venant de Hereford, Paquetteville, TUESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 5, 1964. 7524-33-2

[First insertion, August 15, 1964]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 628015. FERNAND PARDO, administrateur de la cité de Westmount, district de Montréal, demandeur, *vs* ISAAC MATALON de la cité de Jacksonville, dans l'État de Floride, un des États d'Amérique, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur:

« Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Adèle dans le comté de Terrebonne, faisant front sur une avenue privée connue comme le lot 7-8, composé des subdivisions numéros cinquante-huit et cinquante-neuf du lot originaire numéro sept (7-58 et 59) du rang cinq du canton de Wexford aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Ste-Adèle, ledit emplacement ayant une superficie de vingt-deux mille six cent soixante-quinze pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que plus amplement démontré sur un plan préparé par Jacques Poulin, A.G.Q., daté à Ste-Agathe des Monts le seizième jour de mai dernier (1961), dont copie a été déposée au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne aux fins de créer la subdivision officielle sous laquelle lesdits numéros de lot furent établis. Ledit emplacement est vacant, et ladite subdivision numéros cinquante-huit et cinquante-neuf ayant été connue antérieurement comme numéros de lot cent cinquante-trois et cent cinquante-deux, respectivement, du plan de subdivision privé pour la superficie préparée par la Succession Deauville ltée, le tout tel que plus amplement démontré sur ledit plan, lequel a été daté à Ste-Agathe des Monts, le vingt septembre, dix-neuf cent cinquante-huit, par Jacques Poulin, A.G.Q., (feuille A-3) ».

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Adèle en Haut, comté de Terrebonne, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1964 à DEUX heures de l'après-midi (17/9/64 à 2. p.m. heure avancée).

Le Shérif.
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 10 août 1964. 7557-33-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 628015. FERNAND PARDO, executive of the city of Westmount, district of Montreal, plaintiff, *vs* ISAAC MATALON of the city of Jacksonville, in the state of Florida, one of the United States of America, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereunder designed and in the possession of the defendant:

"An emplacement situate in the parish of Ste Adèle in the county of Terrebonne, fronting on a private Avenue known as lot 7-8, composed of subdivision numbers fifty-eight and fifty-nine of original lot number seven (7-58 and 59) of the fifth range of the township of Wexford on the official plan and book of reference for the parish of Ste Adèle, said emplacement having an area of twenty-two thousand six hundred and seventy-five square feet, English measure, the whole as more fully shown on a plan prepared by Jacques Poulin, Q.L.S., dated at Ste-Agathe des Monts the sixteenth day of May last (1961), copy of which was deposited at the county of Terrebonne, Registry Office for purposes of creating the official subdivision under which said lot numbers were established. Said emplacement is vacant, and said subdivision numbers fifty-eight and fifty-nine having been formerly known as lot numbers one hundred and fifty-three and one hundred and fifty-two, respectively, of the private subdivision plan for the area prepared by Deauville Estates Ltd., the whole as more fully shown upon said plan, which was dated at Ste-Agathe des Monts, on the twentieth of September nineteen, hundred and fifty-eight, by Jacques Poulin, Q.L.S. (Sheet A-3)."

To be sold at the church door of Ste Adèle en Haut, county of Terrebonne, THURSDAY, the SEVENTEEN day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon (17/9/64 at 2:00 o'clock p.m. daylight saving).

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, August 10, 1964. 7557-33-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 53297. NORMANDIE ENTERPRISES INC., corps légalement constitué, ayant

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 53297. NORMANDIE ENTERPRISES INC., body legally incorporated, having

son siège social en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* PAUL BRAULT, demeurant à 8580 rue Esplanade, Montréal, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble plus bas mentionné et en la possession du défendeur;

« Un lot de terre situé à St-Eustache, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (26-26) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Eustache, avec bâtisses dessus construites. »

Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes constituées sur ledit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Eustache, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1964 à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée (23/9/64 à 2 h. p.m.).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, 10 août 1964. 7556-33-2-o

its head office in the city of St. Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* PAUL BRAULT, residing at 8580, Esplanade St., Montreal, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereinunder mentioned and being in possession of the defendant:

"A lot of land situated at St. Eustache, known and designated as being lot number twenty-six of the official subdivision of original lot number twenty-six (26-26) on official plan and book of reference and the cadaster for the parish of St. Eustache, with buildings thereon erected."

As the whole now subsists with all passive and active servitudes, apparent or occult attached to the said immoveable."

To be sold at the church door of St. Eustache, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon, daylight saving time (23/9/64 at 2 o'clock p.m.)

VILLENEUVE HUOT.
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, August 10, 1964. 7556-33-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 50445. LAIRD DEVELOPMENT CORP., corps politique et incorporé, dûment constitué, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ORLANDO DEVELOPMENT CORP., corps politique et incorporé, dûment constitué, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de Orlando Development Corp.:

1° « Un certain morceau de terrain de forme irrégulière, étant connu et désigné comme partie du lot numéro quatre (Ptie 4) au XIe rang, au cadastre officiel du canton de Grenville, division d'enregistrement d'Argenteuil, et borné vers le nord par une partie du lot numéro un A (Ptie 1A) et partie du lot numéro un B (Ptie 1B) du premier rang du canton de Harrington, vers l'est partiellement par une partie du lot numéro vingt-huit B (28B) du premier rang du canton de Wentworth et partiellement par une partie du lot numéro trois (Ptie 3) du rang XI du canton de Grenville, vers le sud par le chemin public (route no 31) et vers l'ouest par une partie du lot numéro cinq (ptie 5) du rang XI du canton de Grenville. »

2° « Un certain morceau de terrain de forme irrégulière connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-huit B (28B) du premier rang du cadastre officiel du canton de Wentworth, division d'enregistrement d'Argenteuil, borné dans une de ses lignes nord par une autre partie dudit lot numéro vingt-huit B (28B); dans une de ses lignes sud par une autre partie dudit lot vingt-huit B (28B), dans une de ses lignes ouest par partie du lot numéro quatre (4) du rang XI du canton de Grenville; dans sa ligne est par une autre partie dudit lot vingt-huit B (28B) et dans une autre de ses lignes nord, ouest et sud par le niveau de haute mer de Little Black Lake. »

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No 50445. LAIRD DEVELOPMENT CORP., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ORLANDO DEVELOPMENT CORP., a body politic and corporate duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereafter designated and in the possession of Orlando Development Corp.:

1. "A certain piece of land of irregular figure, being known and designated as part of lot number four (Pt 4) on the XI range, on the official cadastre of the township of Grenville, registration division of Argenteuil, and bounded towards the north by a part of lot number one A (Pt 1A) and part of lot number one B (Pt 1B) of the first range of the township of Harrington, towards the east partly by a part of lot number twenty-eight B (28B) of the first range of the township of Wentworth and partly by a part of lot number three (Pt 3) of the XI range to the township of Grenville, towards the south by the public road (Highway No 31) and towards the west by a part of lot number five (Pt 5) of the XI range of the township of Grenville."

2. "A certain piece of land of irregular figure known and designated as being part of lot number twenty-eight B (28B) of the first range of the official cadastre of the township of Wentworth, registration division of Argenteuil, bounded in one of its north lines by another part of said lot number twenty-eight B (28B); in one of its south lines by another part of said lot twenty-eight B (28B), in one of its west lines by part of lot number four (4) of the XI range of the township of Grenville; in its east line by another part of said lot twenty-eight B (38B) and in another one of its north, west and south lines by the high water mark of little Black Lake."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Michel de Wentworth MERCREDI le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 31 août 1964. 7748-36-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 557 110. { TRUST GENERAL DU CANADA, corporation légalement constituée

ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* SYD MARON INC, corporation légalement constituée des cité et district de Montréal, défenderesse et BERNARD JODOIN, curateur au délaissement.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et qui appartenaient à la défenderesse;

« 1. Une terre connue et désignée sous des parties des lots originaires numéros deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize et deux cent quatre-vingt-dix-sept, (Parties 295, 296 et 297) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Augustin, sans bâtisse, de la contenance de quatre-vingt-dix-huit arpents carrés et cent quinze millièmes d'arpent carré (98.115 arp. ca.)

Partant d'un point « A » localisé sur un plan ci-après mentionné, tel point « A » étant situé à quatre cents pieds, mesure anglaise, de l'intersection de la ligne ouest de la montée Dobbie avec la ligne nord du terrain appartenant à la Compagnie du Pacifique Canadien, sur ladite ligne ouest, de la montée Dobbie, et allant en direction nord, la distance est de mille huit cent soixante-dix-huit pieds, pour atteindre un point marqué « B »; de ce point « B » et en direction nord-ouest, la distance est de cent quatre-vingt-cinq pieds et trois-dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « C »; de ce point « C » et en direction nord, la distance est de deux cent deux pieds pour atteindre un point marqué « D »; de ce point « D » et en direction ouest, la distance est de mille trois cent vingt-trois pieds et quatre dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « E »; de ce point « E » et en direction sud, la distance est de deux mille cinq cent sept pieds et huit-dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « F »; de ce point « F » et en direction est, la distance est de cinq cent trois pieds pour atteindre un point marqué « G »; de ce point « G » et en direction nord-est, la distance est de quarante-neuf pieds et sept dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « H »; de ce point « H » et en direction est, la distance est de six cent cinq pieds et neuf dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « I »; de ce point « I » et en direction nord, la distance est de quatre cents pieds pour atteindre un point marqué « J »; de ce point « J » et en direction est, la distance est de quatre cent vingt-cinq pieds pour atteindre le point de départ « A »; toutes les mesures susdites en pieds sont de la mesure anglaise, plus ou moins.

Cette terre est bornée vers le sud partie par le terrain appartenant à la Compagnie de Chemin de Fer Pacifique Canadien et partie par une autre partie du numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept ne faisant pas l'objet des présentes; vers le nord par d'autres parties des lots numéros 295, 296 et 297 ne faisant pas partie de cette vente; d'un côté, vers l'ouest, par une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-quinze et par une partie du lot numéro deux cent

To be sold at the church door of St-Michel de Wentworth, WEDNESDAY, the SEVENTH day of OCTOBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's office,
St-Jérôme, August 31, 1964. 7748-36-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 557 110. { TRUST GENERAL DU CANADA, legally incorporated corporation having

its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* SYD MARON INC, legally incorporated corporation of the city and district of Montreal; defendant, and BERNARD JODOIN, curator to the surrender.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and which belong to the defendant;

"1. A farm known and designated under parts of original lots numbers two hundred and ninety-five, two hundred and ninety-six and two hundred and ninety-seven, (Parts 295, 296 and 297) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Augustin, without building, of an area of ninety-eight square arpents and one hundred and fifteen thousandths of a square arpent (98.115 square arpents).

Starting from a point "A" located on a plan hereinafter mentioned, such point "A" being situated at four hundred feet, English measure, from the intersection of the west line of the Dobbie slope with the north line of the lot of land belonging the Canadian Pacific Company, on the said west line, from the Dobbie slope, and going in a northerly direction, the distance is of one thousand eight hundred and seventy-eight feet, to reach a point marked "B" and from this point "B" and in a northwesterly direction, the distance is of one hundred and eighty-five feet and three/tenths of a foot to reach a point marked "C"; from this point "C" and in a northerly direction, the distance is two hundred and two feet to reach a point marked "D"; from this point "D" and in a westerly direction, the distance is one thousand three hundred and twenty-three feet and four/tenths of a foot to reach a point marked "E"; from this point "E" and in a southerly direction, the distance is two thousand five hundred and seven feet and eight/tenths of a foot to reach a point marked "F"; from this point "F" and in an easterly direction, the distance is five hundred and three feet to reach a point marked "G"; from this point "G" and in a northeasterly direction, the distance is forty-nine feet and seven/tenths of a foot to reach a point marked "H"; from this point "H" and in an easterly direction, the distance is six hundred and five feet and nine/tenths of a foot to reach a point marked "I"; from this point marked "I" and in a northerly direction, the distance is four hundred feet to reach a point marked "J"; from this point "J" and in an easterly direction, the distance is four hundred and twenty-five feet to reach the starting point "A"; all the above mentioned measures in feet are English measures, more or less.

This farm is bounded on the south by the lot of land belonging to the Canadian Pacific Railway Company and partly by another part of number two hundred and ninety-seven not being part of these presents; on the north by other parts of lots numbers 295, 296 and 297 not included in this sale; on one side, toward the west, by a part of the original lot number two hundred and ninety-five and by a part of lot number two hundred and ninety-six; on the other

quatre-vingt-seize; d'autre côté vers l'est, partie par la montée Dobbie, partie par deux parties dudit lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept ne faisant pas l'objet des présentes et aussi par le terrain appartenant à ladite Compagnie de Chemins de Fer.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec un droit de passage affectant le lot No 295 créé dans une vente de Aldéric Tassé à Daniel Duquette passée devant Me N. Forest, notaire, le quinze novembre mil neuf cent trente-neuf, enregistrée sous no. 53433;

2. Une terre située en la paroisse de St-Augustin, composée des parties des lots originaires numéros deux cent quatre-vingt-dix-huit, trois cent et trois cent deux (Pties 298, 300 et 302) du cadastre de la paroisse de St-Augustin, de la contenance de quatre-vingt-cinq arpents carrés et cinq cent quatre-vingt-un millièmes d'arpent carré (85.581 arp. ca.) en superficie;

Partant d'un point marqué « A » sur un plan auquel on réfère ci-après, tel point « A » étant situé à l'intersection de la ligne est de la montée Dobbie avec la ligne nord de l'emplacement du Chemin de Fer de la Compagnie Pacifique Canadien, allant en direction nord, la distance est de deux mille trois cent six pieds et deux-dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « B »; de ce point « B » et en direction sud-est, la distance est de mille quatre cent soixante-dix pieds et huit dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « C »; de ce point « C » et en direction sud, la distance est de deux mille soixante-et-onze pieds et deux dixièmes de pied pour atteindre un point marqué « D »; de ce point « D » et en direction ouest, la distance est de mille quatre cent quarante pieds et trois dixièmes de pied pour atteindre le point de départ « A »;

Cette terre est bornée du côté ouest par la montée Dobbie; du côté nord-est par le lot originaire numéro deux cent quatre-vingt dix-neuf et par une partie du lot originaire numéro trois cent trois; d'un côté vers le sud par l'emplacement de la compagnie de chemins de fer Pacifique Canadien.

Tel que le tout se trouve présentement avec une servitude en faveur de The Laurentian Hydro Electric Limited, créée dans un acte passé devant Me Alphonse Senay, notaire, le onze février mil neuf cent vingt-sept, enregistré sous no 43126, le tout affectant le lot no 298 et telle servitude étant située le long de la Montée Dobbie; de même qu'une autre servitude en faveur du lot 302 créée dans un acte de vente par Robert Dobbie à J. B. Charbonneau passé devant Me D. Léonard, notaire, le neuf décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, enregistré sous no 22141; telle servitude étant située le long de la ligne du chemin de fer pour se rendre à la traverse construite par la Compagnie du Chemin de Fer Pacifique Canadien, et située à quatre cent cinquante pieds, mesure anglaise, de la partie du lot no 302 présentement vendue, calculé à compter de la ligne est de ladite partie vendue.

Lesdits immeubles sont décrits à deux plans préparés à cet effet par monsieur Lucien Palletier, arpenteur-géomètre, en date du premier et du trois avril mil neuf cent cinquante-neuf, revisés le dix-neuf mai mil neuf cent cinquante-neuf ».

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Augustin, comté des Deux-Montagnes, JEUDI, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, le 1er septembre 1964. 7765-36-2-o

side toward the east, partly by the Dobbie slope, partly by two parts of the said original lot number two hundred and ninety-seven not forming part of these presents and also by the lot of land belonging to the said Railway Company.

As the whole is to be found presently with a right of way affecting lot No. 295 created in a sale by Aldéric Tassé to Daniel Duquette passed before Me N. Forest, notary, on November fifteen, one thousand nine hundred and thirty-nine, registered under No. 53433;

2. A farm situated in the parish of St-Augustin, composed of parts of the original lots numbers two hundred and ninety-eight, three hundred and three hundred and two (Pts. 298, 300 and 302) on the cadaster of the parish of St-Augustin, containing eighty-five square arpents and five hundred and eighty-one thousandths of a square arpent (85.581 sq. arp.) in area;

Starting from a point marked "A" on a plan referred to hereinafter, such a point "A" being situated at the intersection of the line east of the Dobbie slope with the north line of the emplacement of Canadian Pacific Railway Company, going toward a northerly direction, the distance is two thousand three hundred and six feet and two/tenths of a foot to reach a point marked "B"; from this point "B" and in a southeasterly direction, the distance is one thousand four hundred and seventy feet and eight/tenths of a foot to reach a point marked "C"; from this point "C" and in a southerly direction, the distance is two thousand and seventy-one feet and two/tenths of a foot to reach a point marked "D"; from this point "D" and in a westerly direction, the distance is one thousand four hundred and forty feet and three/tenths of a foot to reach the starting point "A";

This farm is bounded on the west side by the Dobbie slope; on the northeast side by the original lot number two hundred and ninety-nine and by a part of the original lot number three hundred and three; on one side, on the south, by the emplacement of the Canadian Pacific Railway Company.

As the whole is to be found presently with a servitude in favor of The Laurentian Hydro Electric Limited, created in a deed passed before Me Alphonse Senay, notary, on February eleventh, one thousand nine hundred and twenty-seven, registered under No. 43126, the whole affecting lot No. 298 and such servitude being situated along the Dobbie slope; as well as another servitude, in favor of lot 302 created in a deed of sale by Robert Dobbie to J. B. Charbonneau passed before Me D. Léonard, notary, on December ninth, one thousand eight hundred and ninety-nine, registered under No. 22141; such a servitude being situated along the railroad line to reach the crossing built by the Canadian Pacific Railway Company, and situated at four hundred and fifty feet, English measure, of part of lot No. 302 presently sold, calculated on east the line of the said part sold.

The said immoveables are described in two plans prepared for this purpose by Mr. Lucien Palletier, surveyor, dated from the first and the third of April, one thousand nine hundred and fifty-nine, revised on May nineteenth, one thousand nine hundred and fifty-nine."

To be sold at the church door of Saint-Augustin, county of Two-Mountains, THURSDAY, the EIGHTH day of OCTOBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT.

Sheriff's Office, *Sheriff.*
St-Jérôme, September 1st, 1964. 7765-36-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 28191 { GEORGES CHAUVETTE, pâtissier, domicilié en les cité et district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* I. CAUMON, autrefois domicilié dans les cité et district de Trois-Rivières, défendeur.

Le lot numéro six cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze cent dix-neuf (1119-648) du cadastre de la cité des Trois-Rivières, ayant front sur la rue De Courval, contenant cinquante pieds de largeur par la profondeur de cent cinquante pieds (50 x 150) plus ou moins, et le plus ou le moins devant être au gain ou à la perte de l'emprunteur; avec restaurant dessus construit, portant le numéro civique 3525 de la rue De Courval à Trois-Rivières, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif au Palais de Justice à Trois-Rivières, MERCREDI, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent soixante-quatre à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 10 août 1964.

Le Shérif,
GUY MERCIER.
7550-33-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 28191. { GEORGES CHAUVETTE, pastry-cook, domiciled in city and district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* I. CAUMON, formerly domiciled in city and district of Trois-Rivières, defendant.

Lot number six hundred and forty-eight of the official subdivision of original lot number eleven hundred and nineteen (1119-648) on the cadaster for the city of Trois-Rivières, fronting on De Courval St., containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth (50 x 150) more or less, and the more or less to be the profit or loss of the borrower; with a restaurant thereon erected, bearing civic number 3525 De Courval St., at Trois-Rivières, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's office at the Court House in Trois-Rivières, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-four, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
August 10, 1964.

GUY MERCIER,
Sheriff.
7550-33-2

INDEX No 36

ACTIONS en séparation de biens — ***ACTIONS for Separation as to Property***

Cadorette *vs* Fontaine 4711
Langguth *vs* Belland 4711
Paquette *vs* Goulet 4711
Rychener *vs* Grunig 4711

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1491 — Régie de l'électricité et du gas et la sécurité publique (*Règl.*) (*Correction*) 4718
1491 — Electricity and gas board and public safety (*Regulations*) (*Correction*) 4718
1526 — Concours d'architecture scolaire du Québec 4724
1526 — Quebec School Architecture competition 4724
1547 — Hôtel-Dieu d'Arthabaska 4712
1637 — Employés de garage, Sherbrooke 4726
1637 — Garage employees, Sherbrooke 4737
1638-A — Construction (Électriciens-Electricians), Montréal 4725

AVIS — ***NOTICES***

L'Isletville, village (*Requête-Petition*) 4737
Rimouski, city - cité, Bill 173 4736
Royal Bar (Avis aux créanciers - Notice to the creditors) 4738

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des facteurs (La) (*Form.*) 4738
Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Rimouski (La) (*Form.*) 4738
Caisse Populaire de Rivière du Moulin (*Nom - Name ch.*) 4739

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires — ***COMPANIES Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

Central Park Lodges of Canada Ltd. 4739
Investors Syndicate Limited 4739
Singer Company (The) 4739

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Heavy-Rock Mines Ltd. 4740
President, Inc. 4740
Roy (Roland) Ltée 4740

Dissoutes — ***Dissolved***

Butters (H.) Ltd. 4740
Cinerama Theatres, Ltd. 4741
Contessa Inc. (La) 4741
Giguère & Laplante ltée 4741
Harmo Realty Corp. 4741
Metal Erectors Ltd. 4742
National Tallow & Protein Ltd 4742
Shop & Save (Pte. aux Trembles) Ltd.. 4742

Divers *Miscellaneous*

Association Tex-Club inc. (*Règl. – By-laws*) 4744
Black Hawk Mining Ltd. (*Dir.*) 4743
Cataracts Sporting Goods Ltd. (*Dir.*) 4743
Club Dom Est inc. (Le) (*Règl. – By-laws*) 4743
Comité des Loisirs de St-Siméon inc. (*Règl. – By-laws*) 4744
École Bellerive (*Règl. – By-laws*) 4743
Festivals de musique du Québec inc. (Les) (*Dir.*) 4744
Festivals de musique du Québec inc. (Les) (*Règl. – By-laws*) 4743
First National City Trust Company of Canada (*Dir.*) 4744
Gara-Loc inc. (*Dir.*) 4743
Laurentide Litho Ltd. (*Dir.*) 4744
Laurentide litho ltée (*Dir.*) 4744
Poisson de Gaspé limitée (Le) (*Dir.*) 4744
Quebec Music Festivals Inc. (*Dir.*) 4744
Quebec Music Festivals Inc. (*By-laws*) 4743
Service des Bibliothèques de la Mauricie (*Règl. – By-laws*) 4744

Lettres patentes *Letters Patent*

Aide sociale anonyme de St-Henri inc. 4678
Alnor Investments Ltd. 4678
Association des citoyens de la Rivière-Beaudette inc. 4679
Association des parents d'élèves du collège de Ste-Anne de la Pocatière. 4679
Association professionnelle des plâtriers Saguenay Lac St-Jean (L') 4680
Auto Club Sherbrooke Inc. 4680
B. & F. transport inc. 4680
Beauceville Lumber Co. Ltd. 4681
Bellaire Chesterfield Company Ltd. 4681
Biron Petroleum Inc. 4700
Book Mark Inc. (The) 4682
Boulangeries Maria Chapdelaine inc. (Les) 4682
Buddy Stone Inc. 4682
Camp R-7 inc. 4683
Caron (Alexis) Ltd 4683
Caron (Alexis) ltée. 4683
Casmar Construction Limited 4686
Chapleau papier journal inc. 4683
Charcuteries Vinaud ltée (Les) 4684
Chaussures Massy inc. 4684
Cie générale d'expansion de Terrebonne ltée (La) 4706
Collège Lapointe inc. 4685
Compagnie Bellaire Chesterfield ltée (La) 4681
Compagnie de gestion Tétreault, ltée (La) 4685
Compagnie Impériale des formules & systèmes commerciaux limitée (La) 4690
Comptoir familial de Sherbrooke inc. 4685
Constructions Casmar limitée 4686
Crémerie Union, inc. 4686
Croteau (Benoit) Ltée 4686
D-&-D Specialities Inc. 4687
Deguire Plumbing Inc. 4701
Robert développement inc. 4687
Dominion Textile Investments Limited. 4687
Domsteel Corporation 4688
Duber inc. 4688
Duradek Inc. 4689
École normale du Christ Roi de Trois-Rivières. 4745
Ehrlick (S.E.) Horse Transport (Quebec) Limited 4689
Entreprises Lac Louise inc. 4689
Gamache (Norman) inc. 4697
Garo Holdings Inc. 4701
Imperial Business Forms and Systems Co. Limited 4690
Importations Le Contre ltée (Les) 4690
Institutional Parking Services Limited 4690
Jadran Construction Company Incorporated 4691
Ligue des propriétaires de Lavaltrie (La) 4691
Liss Holdings Ltd. 4692
Location Champoux inc. 4692
Louche restaurant Inc. (La) 4692
Maison du Charme ltée (La) 4693
Maison Dury ltée 4693
Maison Lemoyne ltée 4693
Manoir Tadoussac inc. 4694
Marco Cleaners Inc. 4697
Marché Tessier inc. 4694
Marché Turgeon inc. 4694
M. Cadeau et associés limitée 4696
Middle-Eastern Investment Corporation 4695
Mitis Limited 4695
Mitis limitée 4695
Mon Colonel (Granby) inc. 4696
Motel Admiral inc. 4696
Mr. Gift and Associates Limited 4696
Nettoyeurs Marco inc. (Les) 4697
Noik-Brown Construction Ltd 4697
Nosov-Pedskalny (Quebec) Ltd. 4698
Novapak Inc. 4698
Otter Lake Investments Ltd. 4699
Paratech inc. 4699
Park Avenue Commercial Centre Ltd. 4699
Peintres Décorateurs du Québec inc. (Les) 4700
Pétroles Biron inc. 4700
Pilon (Paul) inc. 4700
Placements Garo inc. (Les) 4701
Placements immobiliers Hexagone ltée 4701
Plomberie Deguire inc. 4701
Pritchard (A. E.) Ltd. 4702
Produits ménagers du Québec inc. 4702
Reiter Construction Co. Ltd. 4702
Renaud (Claude) Ltd 4703
Renaud (Claude) ltée. 4703
River Beaudette Citizens Association Inc. 4679
Rôtisserie Le Paysan inc. 4703
St-Cyr (R.J.) & frère ltée 4704
St-Louis (J. Y.) inc 4704
Saints de ville St-Pierre inc. (Les) 4704
Service agrochimique inc. 4705
Service social scolaire Sainte-Croix 4705
Services de stationnement institutionnel limitée (Les) 4690
Société de documentation politique A B C ltée 4706
Table Ronde inc. 4706
Terrebonne General Development Co. Ltd. 4706
Terrekon Service Inc. 4707
Trépanier (Victor) inc. 4707
Turgeon & frères inc. 4707
Vincent (Trefflé) ltée 4708

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Bacman (Albert) Lumber Co. Ltd. 4708
Bellevue Photo Labs Inc. 4708
Charles & Dino haute coiffure Ltd. 4709
Charles & Dino haute coiffure ltée. 4709
Compagnie de fiducie Morgan (La) 4709
Commercial Finance Corporation Ltd. 4710
D.D. Creighton & Co. Incorporated 4709
Laboratoires de photos Bellevue inc. 4708
Morgan Trust Company (The) 4709
Morgan Insurance Services Ltd. 4710

Lettres patentes supplémentaires (suite) — ***Supplementary Letters Patent (continued)***

Nielsen (C.B.) & Co. Ltd. 4710
Propriétés Québec limitée (Les) 4710
Quebec Properties Ltd. 4710
Société commerciale de financement ltée (La) 4710
Visol Corp. 4711

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Baron Rouge Inc. (Le) 4745
Brault, (J.) Inc. (*Erratum*) 4745
Cardinal (H.) Construction Inc. 4745
Labrecque (Georges) Ltée 4746
Metropole Motel Ltd 4746
Motel Metropole Ltée 4746
Optima Inc. 4746
Poisson de Gaspé limitée (Le) 4747
Poisson de Gaspé limitée (Le) 4747
Radio Laurentides (1964) Inc. 4746
Val Morin Enterprises Ltd. 4745
Sirois Électrique (Matane) Inc. 4747
Timrod Mining Co. Ltd. 4747

EXAMENS du Barreau — ***EXAMINATIONS Bar***

Arthabaska, étude-study 4747
Bedford, étude-study 4748

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Cowansville, ville-town (*Annex.*) 4747
Pierrefonds, cité-city (L.P.) 4748
Saint-Hyacinthe, cité-city (L.P.) 4750

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Benevolent Mortuary Association of Montreal 4751
Reliable Life Insurance Society (The) .. 4751
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal 4751
Union du Commerce 4752
Union of Commerce 4752

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Latulippe (*Dem.–Appl.*) 4752
Saint-Jean-Port-Joli (*Dem.–Appl.*) ... 4752

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre*

Cox, canton – township 4752
Letellier, canton – township 4753
Manicouagan, canton – township 4753
St-Bruno, par. 4753
St-François-de-Sales, par. 4753
St-Laurent (Lévis) quartier – woard. ... 4753
St-Lin des Laurentides, par 4753

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers, Hull (*Levy*) .. 4760
Barbers and hairdressers, Trois-Rivières (*Amend.*) 4754
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Trois-Rivières (*Mod.*) 4754
Barbier-coiffeurs, Hull (*Prél.*) 4760
Construction, Sorel (*Prél. – Levy*) 4761
Handbag, Province (*Amend.*) 4756
Sacoche, Province (*Mod.*) 4756

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Conseil en loi de la Reine 4763
Queen's Counsel 4763

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Chicoutimi-Nord-North, c.s.-s.c. 4764
L'Assomption, ville-town 4768
Lévis, cité-city 4763
Pierreville, c.s.-s.c. 4766
St-Joseph, village 4765
Trois-Pistoles, ville-town 4767

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Association des employés de Ernest Quintal limitée (*Const.–Inc.*) 4770
Syndicat des employés de bureau de la Compagnie d'électricité Shawinigan (C.S.N.) (Le) (*Nom–Name ch.*) 4770
Syndicat des producteurs de bleuets de St-Henri de Taillon (U.C.C.) (Le) (*Const. – Inc.*) 4770
Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation du diocèse de Rimouski (*Const. – Inc.*) 4770

VENTES — ***SALES***

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Gagné, Georges-René 4771
Langlois, Romuald 4771

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Canadian Petrofina Ltd *vs* Collins. 4773
Henri *vs* Grenier 4772
Pouliot *vs* Baril 4773

Beauce — ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Maheux 4773
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Maheux 4773
Société coopérative agricole Grande Coudée (La) *vs* Langelier 4774

Beauharnois — ***Beauharnois***

Levesque *vs* Misson 4775

Kamouraska — ***Kamouraska***

Dionne *vs* Levesque 4776
Éditions françaises inc. (Les) *vs* Chenard 4775

Montmagny — ***Montmagny***

Pouliot *vs* Lageux *et al* 4776

Montréal — ***Montreal***

Compagnie de Fiducie Nord-Amérique *vs* Universal Transport Inc. 4778
Laurentide Finance Company Ltd. *vs* Carasoulis 4778
Société des Artisans (La) *vs* Cloutier ... 4777
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Martel *et vir* 4777
Ukrainian National Montreal Credit Union *vs* Sovenko *et al* 4777

Pontiac — ***Pontiac***

Clarke *vs* Alexander 4779

Québec — ***Quebec***

Auger & Auger ltée *vs* Vachon *et al* 4780
Poulin *vs* Martin 4780

Rimouski *Rimouski*

Sept-Iles, c.s.– s.c. *vs* Laurendale Homes Ltd. 4781

Rouyn-Noranda *Rouyn-Noranda*

Quain *et al vs* Renford Gold Mines Limited 4781

Saguenay *Saguenay*

Irving Oil Inc. *vs* Tremblay 4782

Saint-François *Saint Francis*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lemay 4782

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Thibault 4782

Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lemay 4782

Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Thibault 4782

Terrebonne *Terrebonne*

Laird Development Corp. *vs* Orlando Development Corp 4784

Normandie Enterprises Inc. *vs* Brault .. 4783

Pardo *vs* Matalon 4783

Trust Général du Canada *vs* Syd Maron Inc. *al* 4785

Trois- ivières *Trois-Rivières*

Chauvet *vs* Caumon 4787

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.